

CONSEIL COMMUNAL DU 20 DÉCEMBRE 2021
GEMEENTERAAD VAN 20 DECEMBER 2021REGISTRE
REGISTER**Présents**
Aanwezig

Jean Laurent, *Président/Voorzitter* ;
Vincent De Wolf, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Patrick Lenaers, Françoise de Halleux, Frank Van Bockstal, Aziz Es, Karim Sheikh Hassan, Colette Njomgang, Maryam Matin Far, Caroline Joway, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Rachid Madrane, Arnaud Van Praet, Virginie Taittinger, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Audrey Petit, Zacharia Moktar, Vincent Paul Louis Biauce, Emeline Houyoux, Joanna Kaminska, Ethel Savelkoul, Lucien Rigaux, Jean-Luc Debroux, Thierry Mommer, Louise-Marie Bataille, Françoise Duvosquel, Alain Bonus, Pieterjan Vanden Boer, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Annick Petit, *Secrétaire communal f.f./wnd. Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Eliane Paulissen, Gisèle Mandaila, Olivier Colin, Laure-Mélanie Defèche, Elien Sohier, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat**20.12.2021/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29.11.2021**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 29.11.2021

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2021/A/0002 **Délégations et mandats - RCAE - remplacement**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du conseil communal du 20.09.2021 désignant Madame Caroline Joway en tant 8ème échevine ;

Considérant qu'il convient de remplacer Madame Caroline Joway en sa qualité de mandataire à la RCAE ;

Considérant que Madame Françoise Duvosquel est proposée lors de la réunion locale du groupe Ecolo/Groen pour la remplacer ;

DESIGNE Madame Françoise Duvosquel comme mandataire à la RCAE en remplacement de Madame Caroline Joway;

Cette désignation vaut jusqu'à son remplacement par le conseil communal issu de la prochaine législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Delegaties en mandaten – AGBE – Vervanging

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20.09.2021 houdende de benoeming van mevrouw Caroline Joway als 8e schepen;

overwegende dat het aangewezen is om mevrouw Caroline Joway te vervangen in haar hoedanigheid van mandataris bij het AGBE;

overwegende dat mevrouw Françoise Duvosquel is voorgesteld tijdens de lokale vergadering van de fractie Ecolo/Groen om haar te vervangen;

BENOEMT mevrouw Françoise Duvosquel als mandataris bij het AGBE ter vervanging van mevrouw Caroline Joway.

Deze benoeming geldt tot haar vervanging door de gemeenteraad van de volgende legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2021/A/0003 **Délégations et mandats - ALE - remplacement**

Le Conseil communal,

Considérant qu'il convient de remplacer Madame Anne-Sophie Romainville en sa qualité de mandataire à l'ALE ;

Considérant que Madame Sophie Wustefeld est proposée lors de la réunion local du groupe Ecolo/Groen pour la remplacer ;

DESIGNE Madame Sophie Wustefeld comme mandataire à l'ALE en remplacement de Madame Anne-Sophie Romainville;

Cette désignation vaut jusqu'à son remplacement par le conseil communal issu de la prochaine législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Delegaties en mandaten – PWA – Vervanging

De gemeenteraad,

overwegende dat het is aangewezen om mevrouw Anne-Sophie Romainville te vervangen in haar hoedanigheid van mandataris van het PWA;

overwegende dat mevrouw Sophie Wustefeld is voorgesteld tijdens de lokale vergadering van de fractie Ecolo/Groen om haar te vervangen;

BENOEMT mevrouw Sophie Wustefeld als mandataris van het PWA ter vervanging van mevrouw Anne-Sophie Romainville.

Deze benoeming geldt tot haar vervanging door de gemeenteraad van de volgende legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2021/A/0004 Ordonnance de police du Bourgmestre modifiant les horaires d'ouverture des magasins de nuit

Ordonnance de police du Bourgmestre modifiant les horaires d'ouverture des magasins de nuit et autre unités d'établissement non visées par la mesure de fermeture prévue par le Comité de Concertation du 26/11/2021 adoptant des mesures hivernales à effet immédiat (dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus)

Le Bourgmestre ,

Vu l'article 135, §2, 5° de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie cette compétence réglementaire de police au bourgmestre, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ;

Vu la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, les articles 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5, § 1^{er}, et 6 ;

Vu la loi du 10 novembre 2021 portant confirmation de l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant la déclaration de la situation d'urgence épidémique concernant la pandémie du coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant la déclaration de la situation d'urgence épidémique concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 ;

Vu la concertation du 14 novembre 2021 visée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique;

Vu la concertation du 17 novembre 2021 au sein du Comité de concertation ;

Vu la concertation du 26 novembre 2021 au sein du Comité de concertation ;

Considérant que le Comité de concertation du 26 novembre 2021 a constaté que la situation du coronavirus dans notre pays se détériorait rapidement avec, à la clé, une surcharge du système des soins de santé, l'absentéisme du personnel soignant et le report des soins aux patients ; qu'il a donc été décidé d'adopter un nouvel ensemble de mesures hivernales qui limiteront le nombre de contacts ;

Considérant que le nombre de contaminations, les hospitalisations et la charge qui pèse sur les soins intensifs ont continué à augmenter ; que si une nouvelle hausse temporaire était attendue, elle a largement dépassé les scénarios les plus négatifs qui avaient été envisagés ;

Considérant que la situation dans les soins a encore empiré, notamment pour les médecins généralistes, les centres de dépistage et les hôpitaux ; qu'en outre, 10 % des lits en soins intensifs sont indisponibles en raison du manque de personnel, ce qui provoque un nouveau report de la prise en charge de certains patients, tant en première ligne que dans les hôpitaux ;

Considérant que le Comité de concertation a pris une série de décisions visant à ralentir la propagation du virus et à rendre la charge de travail dans les soins plus gérable ; que ces mesures seront évaluées le 15 décembre 2021;

Considérant que l'une de ces décisions est d'imposer aux magasins de nuit de fermer leurs portes à 23 heures ;

Considérant qu'il découle de cette mesure que la plage horaire d'ouverture de ces magasins est réduite alors que le flux de clients devant être absorbé reste le même ; que la fréquentation plus dense de ces commerces risque de mettre en péril la distanciation sociale dont le respect est crucial en temps de crise sanitaire ;

Considérant qu'un moyen raisonnable et proportionné pour prévenir le risque sanitaire et assurer l'observance de la distanciation sociale est de permettre aux commerces qui le souhaitent d'étendre leurs plages d'ouverture et d'ouvrir dès 15 heures ;

Considérant que cette mesure permettra de fluidifier la fréquentation au sein de l'enseigne ;

Considérant que cette mesure concerne les magasins de nuit ainsi que toute autre unité d'établissement non visées par la mesure de fermeture imposée par le Comité de Concertation du 26/11/2021 adoptant des mesures hivernales à effet immédiat;

Considérant que cette mesure est d'application jusqu' à nouvel ordre;

Que vu les délais de convocation et l'urgence à assurer le respect des mesures de lutte contre la propagation du virus, il n'est pas recommandé d'attendre une réunion du Conseil communal pour mettre en œuvre la présente ordonnance ;

Vu les motifs susmentionnés ; Vu l'urgence,

ARRÊTE

Article 1er

Les magasins de nuit et autres unités d'établissement non visées par la mesure de fermeture prévue dans le Comité de concertation du 26/11/2021 adoptant des mesures hivernales à effet immédiat sont autorisés à élargir leurs plages horaires d'ouverture et sont désormais autorisés à ouvrir dès 15h.

Cette mesure est d'application jusqu'à nouvel ordre et pourra être modifiée si la situation l'exige.

Article 2

La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement.

Article 3

La police est chargée de veiller à la stricte application de cette mesure.

Article 4

Conformément à l'article 134 de la Nouvelle Loi communale, la présente ordonnance sera communiquée sur le champ au conseil communal. Elle cessera immédiatement d'avoir effet si elle n'est pas confirmée par le conseil à sa plus prochaine réunion.

Article 5

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite,

conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Politieverordening van de burgemeester tot wijziging van de openingsuren van nachtwinkels

Politieverordening van de burgemeester houdende wijziging van de openingsuren voor nachtwinkels en andere vestigingseenheden die niet bedoeld zijn door de sluitingsmaatregelen van het Overlegcomité van 26/11/2021 houdende goedkeuring van het winterpakket met onmiddellijke ingang (in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus)

De burgemeester,

gelet op artikel 135, §2, 5° van de Nieuwe Gemeentewet die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen en met name het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötiën te voorkomen en het verstrekken van de nodige hulp om ze te doen ophouden;

gelet op artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, die regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen veroorzaken voor de inwoners;

gelet op de wet van 14 augustus 2021 houdende de maatregelen van bestuurlijke politie bij een epidemische noodsituatie, artikels 4, §1, alinea 1, 5, §1 en 6;

gelet op de wet van 10 november 2021 houdende bevestiging van het koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de afkondiging van de epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie;

gelet op het koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de afkondiging van de epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie;

gelet op het koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de nodige maatregelen van bestuurlijke politie teneinde de gevolgen voor de volksgezondheid van de afgekondigde epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19-pandemie te voorkomen of te beperken;

gelet op het overleg van 14 november 2021 bedoeld in artikels 4, §1, alinea 1 van de wet van 14 augustus 2021 houdende de maatregelen van bestuurlijke politie bij een epidemische noodsituatie;

gelet op het overleg van 17 november 2021 binnen het Overlegcomité;

gelet op het overleg van 26 november 2021 binnen het Overlegcomité;

overwegende dat het Overlegcomité van 26 november 2021 heeft vastgesteld dat de situatie met betrekking tot het coronavirus in ons land snel verslechtert, wat leidt tot een

overbelasting van de gezondheidszorg, afwezigheid van het personeel in de gezondheidszorg en uitstel van de patiëntenzorg; dat daarom is beslist om een nieuwe reeks wintermaatregelen vast te stellen die het aantal contacten zullen beperken;

overwegende dat het aantal besmettingen, ziekenhuisopnamen en de belasting van de intensieve zorg zijn blijven toenemen; dat weliswaar een nieuwe tijdelijke stijging werd verwacht, maar dat deze de meest negatieve scenario's die waren voorzien ruimschoots overtrof;

overwegende dat de situatie in de zorg verder is verslechterd, met name voor huisartsen, testcentra en ziekenhuizen; dat bovendien 10% van de bedden op intensieve zorg niet beschikbaar zijn wegens personeelsgebrek, waardoor de zorg voor sommige patiënten nog meer wordt uitgesteld, zowel in de eerstelijnszorg als in de ziekenhuizen;

overwegende dat het Overlegcomité een aantal beslissingen heeft genomen om de verspreiding van het virus af te remmen en de werklast in de zorg beheersbaarder te maken; dat die maatregelen op 15 december 2021 zullen worden geëvalueerd;

overwegende dat een van die beslissingen inhoudt dat de nachtwinkels de deuren moeten sluiten om 23 uur;

overwegende dat uit deze maatregel volgt dat de openingstijden van deze winkels worden verkort, terwijl het aantal klanten dat moet worden ontvangen gelijk blijft; dat de bezoeken aan deze winkels minder zijn gespreid waardoor het risico bestaat dat de sociale afstand, waarvan het respect in tijden van gezondheids crisis van cruciaal belang is, in gevaar komt;

overwegende dat een redelijk en proportioneel middel om gezondheidsrisico's te voorkomen en ervoor te zorgen dat de sociale afstand wordt nageleefd erin bestaat dat handelszaken die dat wensen hun openingstijden kunnen verlengen en vanaf 15 uur kunnen openen;

overwegende dat deze maatregel het mogelijk zal maken om het bezoek aan die winkels vlotter te laten verlopen;

overwegende dat deze maatregelen betrekking heeft op nachtwinkels en andere vestigingseenheden die niet bedoeld zijn door de sluitingsmaatregelen van het Overlegcomité van 26/11/2021 houdende goedkeuring van het winterpakket met onmiddellijke ingang;

overwegende dat deze maatregel van toepassing is tot nader order;

overwegende dat het gezien de oproepingstermijnen en de dringendheid om de maatregelen in de strijd tegen het virus te respecteren niet aangewezen is om een bijeenkomst van de gemeenteraad af te wachten om deze verordening uit te voeren;

gelet op de bovenstaande motieven; gelet op de dringendheid;

VERORDENT

Artikel 1

Nachtwinkels en andere vestigingseenheden die niet bedoeld zijn door de sluitingsmaatregelen van het Overlegcomité van 26/11/2021 houdende goedkeuring van het winterpakket met onmiddellijke ingang mogen hun openingsuren uitbreiden en voortaan

openen vanaf 15 uur.

Deze maatregel is van toepassing tot nader order en kan worden gewijzigd als de situatie dat vereist.

Artikel 2

Deze verordening treedt onmiddellijk in werking.

Artikel 3

De politie zal toezien op de strikte toepassing van deze maatregel.

Artikel 4

Overeenkomstig artikel 134 van de Nieuwe Gemeentewet zal de gemeenteraad onmiddellijk in kennis worden gesteld van deze verordening. Ze vervalt onmiddellijk als ze niet door de raad wordt bevestigd tijdens de eerstvolgende zitting.

Artikel 5

In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van deze ordonnantie ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, worden ingediend binnen 60 dagen na de kennisgeving van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan eveneens een vordering tot schorsing van dit besluit worden ingediend, in overeenstemming met de bepalingen uit het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Contentieux - Geschillen

20.12.2021/A/0005 **Ordonnance de police interdisant la possession, le transport, la vente et tout acte préparatoire à l'allumage de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques dans l'espace public de tout le territoire de la commune d'Etterbeek.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 119 bis, 133 et 135, §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu le Règlement Général de Police en particulier ses articles 11 et 43 ;

Vu le rapport de police daté du 20.11.2021 ;

Considérant l'atteinte à la tranquillité des habitants en raison des explosions de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant les divers troubles à l'ordre public provoqués par l'usage intempestif de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant certaines provocations vis-à-vis des forces de l'ordre à l'occasion desquelles des pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques sont utilisés ;

Considérant les risques notamment de brûlures sévères pour les usagers de ces pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant la nécessité de ne pas perturber la faune locale par ces explosions soudaines ;

Considérant par ailleurs que les feux d'artifices ont des effets néfastes sur la santé et sur l'environnement; qu'en effet, ils dégagent des particules fines, peuvent provoquer des incendies, des accidents de la route, des lésions graves et leurs nuisances sonores peuvent effrayer, voire tuer, les animaux ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire bénéficier leurs habitants des avantages d'une bonne police et qu'à cet effet, elles doivent notamment prendre toutes les mesures nécessaires en vue de garantir un cadre de vie sain et de qualité à l'ensemble de leurs habitants ; qu'à cet égard, elles doivent notamment veiller à la santé, à la sécurité et à la tranquillité de leurs habitants;

Considérant qu'il convient également d'accorder une grande attention au bien-être animal par des mesures concrètes ;

ORDONNE :

Article 1er

Est interdit dans l'espace public de tout le territoire de la commune d'Etterbeek, la possession, le transport et tout acte préparatoire à l'allumage de pétards et feux d'artifice, quelle que soit leur catégorie. Cette interdiction s'applique aux particuliers ne disposant pas des autorisations requises.

Est interdite la vente de ces articles pyrotechniques dans les commerces situés sur le territoire communal.

Article 2

Les services de police sont chargés de contrôler et d'assurer le respect de la présente ordonnance, au besoin en faisant usage de la force.

Article 3

Les infractions à la présente ordonnance seront sanctionnées par une amende administrative d'un montant de 175 euros ou 350 euros selon que le contrevenant soit mineur d'au moins 14 ans ou soit majeur, et le cas échéant par toute autre mesure de police administrative, dont la saisie du matériel, une mesure d'arrestation administrative ou la fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire.

Article 4

La présente ordonnance prend cours immédiatement, pour une durée de deux mois.

Article 5

La présente ordonnance sera affichée aux valves de la Maison communale.

Article 6

La présente ordonnance sera transmise à Monsieur le Chef de corps de la Zone de police et à Madame le Fonctionnaire sanctionnateur.

Article 7

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la publication de cette ordonnance. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'ordonnance peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Politieverordening tot verbod van het bezit, het vervoer, de verkoop en elke voorbereidende handeling voor het aansteken van vuurwerk en pyrotechnische artikelen in de openbare ruimte van het volledige grondgebied van de gemeente Etterbeek.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikels 119 bis, 133, en 135, §2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en in het bijzonder op artikelen 3 en 4 ervan;

Gelet op het Algemeen Politierglement, in het bijzonder artikelen 11 en 43;

Gelet op het politierapport van 20 november ;

Overwegende dat de explosies van vuurwerk en pyrotechnische artikelen de rust van de bewoners bedreigen;

Overwegende dat de verschillende verstoringen van de openbare orde veroorzaakt door het ongepast gebruik van vuurwerk en pyrotechnische artikelen;

Gelet op bepaalde provocaties jegens de politie waarbij vuurwerk en pyrotechnische artikelen wordt gebruikt;

Gezien de risico's van met name ernstige brandwonden voor de gebruikers van dit vuurwerk en pyrotechnische artikelen;

Gezien de noodzaak om de plaatselijke fauna niet te verstoren door deze plotselinge explosies;

Overwegende dat vuurwerk schadelijke gevolgen heeft voor de gezondheid en het milieu; dat ze in feite fijne deeltjes afgeven, branden, verkeersongevallen, ernstige verwondingen kunnen veroorzaken en dat hun geluidsoverlast dieren kan schrikken of zelfs doden

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben hun inwoners te laten profiteren van de voordelen van een goede politiemacht en daartoe met name alle nodige maatregelen moeten nemen om een gezond en kwalitatief leefklimaat te garanderen aan al hun inwoners; dat zij in dit verband met name de gezondheid, de veiligheid en de rust van hun inwoners moeten waarborgen

Overwegende dat ook via concrete maatregelen veel aandacht moet worden besteed aan dierenwelzijn;

BESLIST:

Artikel 1

Het bezit, het vervoer en elke voorbereidende handeling voor het afsteken van vuurwerk, van welke categorie dan ook, is verboden in de openbare ruimte van het volledige grondgebied van de gemeente Etterbek. Dit verbod geldt voor personen die niet over de vereiste machtigingen beschikken.

De verkoop van deze pyrotechnische artikelen in winkels op gemeentelijk grondgebied is verboden

Artikel 2

De politiediensten zijn verantwoordelijk voor de naleving van deze verordening, zo nodig met geweld.

Artikel 3

Overtredingen van deze verordening worden bestraft met een administratieve boete van 175 euro of 350 euro naargelang de overtreder minderjarige van ten minste 14 jaar of meerderjarig is, en indien nodig met elke andere maatregel van de administratieve politie, met inbegrip van de inbeslagname van materiaal, een administratieve aanhouding maatregel of de tijdelijke administratieve sluiting van de inrichting.

Artikel 4

Deze verordening treedt onmiddellijk in werking, voor een periode van twee maanden.

Artikel 5

Deze verordening wordt op de mededelingenborden van het gemeentehuis geplaatst.

Artikel 6

Dit bevel wordt doorgestuurd naar de Korpschef van de politiezone en naar de sanctionerend ambtenaar.

Artikel 7

Overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de raad van state kan een beroep tot nietigverklaring tegen deze ordonnantie worden ingediend bij de afdeling Administratie van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht.

Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na bekendmaking van deze ordonnantie. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van deze ordonnantie ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre:

C'est un point qui vient de la conférence des Bourgmestres dans la mesure où la commune d'Anderlecht avait établi une ordonnance que tout le monde a recopié.

Vraisemblablement, le ministre Président n'a pas eu le temps de voir le texte et a pris une ordonnance identique.

On vote le texte proposé même si le texte du Ministre Président est différent, qui de toute façon est supérieur au nôtre et s'appliquera.

Mijnheer de burgemeester:

Dit punt komt van de Conferentie van Burgemeesters aangezien de gemeente Anderlecht een verordening had opgesteld die door iedereen is overgenomen.

Vermoedelijk heeft de minister-president geen tijd gehad om de tekst in te zien en heeft hij een identieke verordening uitgevaardigd.

Wij stemmen over de voorgestelde tekst, ook al is de tekst van de minister-president anders, die in elk geval superieur is aan de onze en zal worden toegepast.

*1 annexe / 1 bijlage
Rapport police.pdf*

Affaires générales - Algemene Zaken

20.12.2021/A/0006 **RCAE – Piscine Espadon – Nouveaux tarifs.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'après comparaison avec les prix des piscines voisines et d'une piscine plus récente et tenant compte de la montée en flèche du prix des énergies, il devient urgent d'adapter les tarifs de la piscine Espadon, tout en veillant à rester completif ;

Considérant qu'il est proposé les modifications de tarifs suivantes :

- Augmentation du prix de l'entrée individuelle et de la carte de 10 entrée pour les usagers non etterbeekois
 - L'entrée individuelle passe de 4,00 € à 4,50 € pour les adultes HC et de 3,50

€ à 4,0 € pour les juniors/sociaux HC

- La carte 10 entrée passe de 30,00 € à 40,00 € pour les adultes HC et de 26,00 € à 30,00 € pour les juniors/sociaux HC
- Augmentation du prix de l'abonnement annuel pour tous les usagers (etterbeekois et non etterbeekois) qui passe
 - pour les adultes C de 180,00 € à 200,00 € et pour les adultes HC de 200,00 € à 250,00 €
 - pour les juniors/sociaux C de 156,00 € à 180,00 € et pour les juniors/sociaux HC de 172,00 € à 200,00 €
- Proposition de deux nouveaux produits pour répondre à une clientèle présente sur la Commune pour des périodes de 6 mois à 1 an et qui par le passé a dû être remboursée à de nombreuses reprises :
 - Carte 20 bains valable 6 mois : 50,00 € pour les adultes C et 40,00 € pour les juniors/sociaux C – 70,00 € pour les adultes HC et 56,00 € pour les juniors/sociaux HC
 - Carte 50 bains valable 12 mois : 120,00 € pour les adultes C et 90,00 € pour les juniors/sociaux C – 140,00 € pour les adultes HC et 120,00 € pour les juniors/sociaux HC
 - Application d'un nouveau tarif pendant les périodes de canicule ou de pandémie, tarif identique pour tous les usagers (etterbeekois et non etterbeekois), ce afin de faciliter l'usage des réservations en ligne, soit :
 - 4,00 € pour les adultes
 - 3,50 € pour les juniors/sociaux

Considérant que les cartes de « X » entrées ne seront plus nominatives, même si elles auront toujours le nom d'un référent, et pourront ainsi être utilisées plusieurs fois dans la même journée ;

Considérant que le détenteur d'un abonné nominatif ne pourra plus l'utiliser qu'une fois par jour, ce afin d'éviter les fraudes ;

Considérant que pendant les périodes de pandémie ou de canicule, les nageurs pourront profiter des installations par tranche horaire d'1h vestiaire et douche compris, que ce système permettra d'accueillir un plus grand nombre de clients et d'éviter une clientèle stagnante et qu'il y aura un break entre chaque séance d'une heure, permettant un nettoyage et une désinfection complètes des zones de la piscine ;

Considérant l'article 6 du contrat de gestion qui prévoit que la Commune décide, sur base de critères objectifs, du moment et de la réévaluation des tarifs de base des droits d'accès aux infrastructures exploitées par la RCAE et de tout service presté par cette dernière;

Considérant que ces décisions doivent être mises à l'ordre du jour pour information du plus proche Conseil d'administration de la RCAE (article 6 du contrat de gestion) ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

D'approuver les nouveaux tarifs tels que repris dans le tableau ci-dessous, tarifs applicables à partir du 01/01/2022.

TARIFS 2022 – PISCINE ESPADON**Entrées individuelles**

Adultes C		Juniors/sociaux C		Adultes HC		Juniors/sociaux	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
3,50 €	3,50 €	3,00 €	3,00 €	4,00 €	4,50 €	3,50 €	4,00 €

Cartes 10 bains valables 3 mois + achat carte 3 € (1 x)

Adultes C		Juniors/sociaux C		Adultes HC		Juniors/sociaux	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
27,00 €	27,00 €	23,00 €	23,00 €	30,00 €	40,00 €	26,00 €	30,00 €

Cartes 20 bains valables 6 mois + achat carte 3 € (1 x)

Adultes C		Juniors/sociaux C		Adultes HC		Juniors/sociaux	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
	50,00 €		40,00 €		70,00 €		56,00 €

Cartes 50 bains valables 1 an + achat carte 3 € (1 x)

Adultes C		Juniors/sociaux C		Adultes HC		Juniors/sociaux	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
	120,00 €		90,00 €		140,00 €		120,00 €

Abonnement annuel 1 séance par jour + achat carte 3 € (1 x)

Adultes C		Juniors/sociaux C		Adultes HC		Juniors/sociaux	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
180,00 €	200,00 €	156,00 €	180,00 €	200,00 €	250,00 €	172,00 €	200,00 €

Tarif pandémie ou canicule avec réservation en ligne

Adultes C/HC		Juniors/sociaux C/HC	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
	4,00 €		3,50 €

D'en informer le Conseil d'administration de la RCAE lors de sa plus prochaine séance conformément à l'article 6 du contrat de gestion.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

AGBE - Zwembad Espadon - Nieuwe tarieven.

De gemeenteraad,

overwegende dat het na een vergelijking met de prijzen van naburige zwembaden en een recenter zwembad en rekening houdend met de snelle stijging van de energieprijzen dringend noodzakelijk wordt om de tarieven van het zwembad Espadon aan te passen en toch aanvullend te zijn;

overwegende dat de volgende tariefwijzigingen worden voorgesteld:

- Prijsverhoging van de individuele toegang en de 10-beurtenkaart voor niet-inwoners van Etterbeek
- De individuele toegang stijgt van 4,00 euro naar 4,50 euro voor volwassenen

- (niet-inwoner) en van 3,50 euro naar 4,00 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)
- De 10-beurtenkaart stijgt van 30,00 euro naar 40,00 euro voor volwassenen (niet-inwoner) en van 26,00 euro naar 30,00 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)
- Prijsverhoging van het jaarabonnement voor alle bezoekers (inwoners en niet-inwoners van Etterbeek)
 - voor volwassenen (inwoner) van 180,00 euro naar 200,00 euro en voor volwassenen (niet-inwoner) van 200,00 euro naar 250,00 euro
 - voor junioren/uitkeringsgerechtigden (inwoner) van 156,00 euro naar 180,00 euro en voor junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner) van 172,00 euro naar 200,00 euro
- Voorstel voor twee nieuwe producten voor klanten die in de gemeente verblijven voor een periode van 6 maanden tot 1 jaar en die in het verleden meermaals een terugbetaling hebben moeten krijgen:
 - 20-beurtenkaarten (6 maanden geldig): 50,00 euro voor volwassenen (inwoner) en 40,00 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden (inwoner) – 70,00 euro voor volwassenen (niet-inwoner) en 56,00 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)
 - 50-beurtenkaarten (12 maanden geldig): 120,00 euro voor volwassenen (inwoner) en 90,00 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden (inwoner) – 140,00 euro voor volwassenen (niet-inwoner) en 120,00 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)
 - Toepassing van een nieuw tarief tijdens perioden van hittegolf of pandemie, identiek tarief voor alle gebruikers (inwoners en niet-inwoners van Etterbeek) met als doel om het gebruik van de online reserveringen te vergemakkelijken, met name:
 - 4,00 euro voor volwassenen
 - 3,50 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden

overwegende dat X-beurtenkaarten niet langer op naam zullen staan, hoewel er toch nog een naam van een contactpersoon zal ontstaan, en dus meerdere keren op dezelfde dag kunnen worden gebruikt;

overwegende dat houders van een abonnement op naam het abonnement slechts één keer per dag meer zullen kunnen gebruiken om fraude tegen te gaan;

overwegende dat zwemmers tijdens periode van hittegolf of pandemie gebruik zullen kunnen maken van de installaties per sessie van één uur, omkleden en douchen inbegrepen; dat dit systeem het mogelijk maakt om meerdere bezoekers te ontvangen en een stagnerend klantenbestand te vermijden en dat er tussen elke sessie van een uur een pauze is zodat de zones van het zwembad volledig schoongemaakt en ontsmet kunnen worden;

gelet op artikel 6 van het beheercontract dat bepaalt dat de gemeente, op basis van objectieve criteria, beslist over het tijdstip en de herbeoordeling van de basistarieven voor de toegangsrechten tot de infrastructuren die worden uitgebaat door het AGBE en voor alle diensten die het AGBE levert.

overwegende dat die beslissingen ter informatie op de agenda moeten worden gezet van de eerstvolgende vergadering van de raad van bestuur van het AGBE (artikel 6 van het beheercontract).

gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om de nieuwe tarieven goed te keuren zoals die vermeld zijn in de onderstaande tabel en vanaf 01/01/2022 zullen worden toegepast.

TARIEVEN 2022 – ZWEMBAD ESPADON							
Individuele toegang							
Volwassenen (inwoner)		Junioren/uitkeringsgerechtigden (inwoner)		Volwassenen (niet-inwoner)		Junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)	
Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw
3,50 €	3,50 €	3,00 €	3,00 €	4,00 €	4,50 €	3,50 €	4,00 €
10-beurtenkaarten (3 maanden geldig) + aankoop kaart 3 € (eenmalig)							
Volwassenen (inwoner)		Junioren/uitkeringsgerechtigden (inwoner)		Volwassenen (niet-inwoner)		Junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)	
Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw
27,00 €	27,00 €	23,00 €	23,00 €	30,00 €	40,00 €	26,00 €	30,00 €
20-beurtenkaarten (6 maanden geldig) + aankoop kaart 3 € (eenmalig)							
Volwassenen (inwoner)		Junioren/uitkeringsgerechtigden (inwoner)		Volwassenen (niet-inwoner)		Junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)	
Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw
	50,00 €		40,00 €		70,00 €		56,00 €
50-beurtenkaarten (1 jaar geldig) + aankoop kaart 3 € (eenmalig)							
Volwassenen (inwoner)		Junioren/uitkeringsgerechtigden (inwoner)		Volwassenen (niet-inwoner)		Junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)	
Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw
	120,00 €		90,00 €		140,00 €		120,00 €
Jaarabonnement 1 sessie per dag + aankoop kaart 3 € (eenmalig)							
Volwassenen (inwoner)		Junioren/uitkeringsgerechtigden (inwoner)		Volwassenen (niet-inwoner)		Junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)	
Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw
180,00 €	200,00 €	156,00 €	180,00 €	200,00 €	250,00 €	172,00 €	200,00 €
Tarief pandemie of hittegolf met online reservering							
Volwassenen (inwoner/niet-inwoner)				Junioren/uitkeringsgerechtigden (inwoner/niet-inwoner)			
Vroeger		Nieuw		Vroeger		Nieuw	
		4,00 €				3,50 €	

om de raad van bestuur van het AGBE hiervan op de hoogte te brengen tijdens de volgende zitting in overeenstemming met artikel 6 van het beheercontract.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre :

Des questions avaient été posées devant différentes instances quant à savoir ce qu'il en était des tarifs sociaux, dans la mesure où le délai avait été modifié de 6 à 3 mois.

Initialement les abonnements étaient individuels, cette clause a été supprimée.

Dans une famille où il y a plusieurs personnes, tout le monde peut bénéficier de l'abonnement tous les jours pendant 3 mois.

Pour les tarifs sociaux pour les adultes, nous ne sommes pas du tout en dehors des tarifs moyens des autres communes.

Mijnheer de burgemeester:

Bij verschillende instanties waren vragen gerezen over hoe het zit met de sociale tarieven, aangezien de termijn was gewijzigd van 6 naar 3 maanden.

Aanvankelijk waren de abonnementen individueel, die bepaling is geschrapt.

In een gezin met meerdere personen kan iedereen gedurende 3 maanden elke dag van het abonnement gebruikmaken.

Wat de sociale tarieven voor volwassenen betreft, wijken wij helemaal niet af van de gemiddelde tarieven van andere gemeenten.

2 annexes / 2 bijlagen

Piscine Espadon - Tarifs 2022.pdf, Comparatif tarifs piscines.pdf

20.12.2021/A/0007 **RCAE – Parking JDC – Approbation des tarifs.**

Le Conseil Communal,

Considérant que dans le parking situé en sous-sol du nouveau centre administratif, 103 emplacements de parkings situés aux niveaux -1 et -2 sont réservés au public (en teinte turquoise sur les plans en annexe) ;

Considérant qu'afin que le parking puisse être ouvert au public, il y a lieu d'en fixer les tarifs ;

Considérant l'article 6 du contrat de gestion qui prévoit que la Commune fixe les loyers et les conditions d'indexation pour la mise à disposition d'emplacements de parking et de bureaux ;

Considérant qu'il est proposé de garder les mêmes tarifs que pour les parkings Jourdan 1 et Jourdan 2, soit

- 2,00 € de l'heure,
- 20,00 € la journée (24h00)
- 30,00 € le ticket perdu

Considérant que les emplacements de parkings non vendus au niveau – 3 lors de la vente des appartements de l'immeuble Libellula feront l'objet d'une délibération séparée quant à leur destination (vente complémentaire aux propriétaires actuels ou location par la Commune à des particuliers, la barrière privative ne permettant pas une destination en parking public) ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

D'approuver la grille tarifaire du parking public JDC soit :

- 2,00 € de l'heure
- 20 € la journée (24h00)
- 30,00 € le ticket perdu

D'en informer le Conseil d'administration de la RCAE lors de sa plus prochaine séance conformément à l'article 6 du contrat de gestion.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

AGBE - Parking JDC - Goedkeuring van de tarieven.

De gemeenteraad,

overwegende dat in de ondergrondse parking van het administratief centrum 103 parkeerplaatsen op niveau -1 en -2 zijn voorbehouden aan het publiek (in het turquoise gekleurd op de bijgevoegde plannen);

overwegende dat de tarieven moeten worden vastgelegd om de parking te kunnen openen voor het publiek;

gelet op artikel 6 van het beheercontract dat bepaalt dat de gemeente de huurprijzen en de indexeringsvoorwaarden voor de terbeschikkingstelling van parkeerplaatsen en kantoorruimten bepaalt;

overwegende dat wordt voorgesteld om dezelfde tarieven te behouden als voor de parkings Jourdan 1 en Jourdan 2, met name:

- 2,00 euro per uur
- 20,00 euro per dag (24.00 uur)
- 30,00 euro per verloren ticket

overwegende dat er over de parkeerplaatsen op niveau -3 die niet werden verkocht bij de verkoop van de appartementen in het gebouw Libellula een aparte beraadslaging zal worden gemaakt in verband met hun bestemming (bijkomende verkoop aan de huidige eigenaars of verhuur door de gemeente aan particulieren, aangezien de bareel het niet mogelijk maakt om ze te gebruiken als openbare parkeerplaatsen);

gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om de tarieven van de openbare parking Jachthof goed te keuren, met name:

- 2,00 euro per uur
- 20 euro per dag (24.00 uur)
- 30,00 euro per verloren ticket

om de raad van bestuur van het AGBE hiervan op de hoogte te brengen tijdens de volgende zitting in overeenstemming met artikel 6 van het beheercontract.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2021/A/0008 **Régie communale autonome etterbeekoise (RCAE) – Mandats pour mission spécifique – Modifications**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 19 mai 2003 approuvant la création et les statuts de la Régie communale autonome etterbeekoise ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2003 créant les mandats pour mission spécifique de la Régie communale autonome etterbeekoise ;

Vu la décision du Collège du 11 juillet 2019 :

- De mettre fin aux mandats spécifiques de secrétaire du comité de direction, de trésorier, de responsable financier, de gardien de parking et de responsable technique ;
- De définir les fonctions qui doivent être maintenues et d'en fixer les conditions dans le cadre d'un contrat ;
- Du principe de conclusion d'un contrat de gestion entre la Commune et la RCAE

Vu le contrat de gestion conclu en décembre 2020 entre la Commune et la RCAE précisant en son article 5 – Mise à disposition de personnel :

- La Commune s'engage dans la mesure de ses compétences et pour autant qu'elle dispose des ressources humaines et financières adéquates, à mettre à disposition à titre gratuit certains membres de son personnel au profit de la RCAE ;
- Les fonctions de gardiens de parking seront exercées dans le cadre d'un mandat rémunéré par la Commune, dont les modalités seront fixées par le Conseil communal ;
- Quant aux autres fonctions, décision sera prise en fonction des besoins ;

Considérant que les activités de la RCAE se sont étendues entraînant par corollaire une charge de travail importante ;

Considérant la spécificité des tâches à réaliser dans le cadre de ces activités ;

Considérant qu'il est financièrement plus intéressant de ne pas passer à des recrutements extérieurs ;

Considérant les ressources humaines disponibles au sein de l'administration communale ;

Décide :

1. De confirmer :

- Le mandat de gardien de parking
 - Le mandat de trésorier
 - Le mandat de responsable financier
2. De créer le mandat d'agent administratif/comptable
3. De fixer la rémunération :
- Du gardien de parking à € 150,00 par semaine
 - Du trésorier à € 500,00 par mois
 - Du responsable financier à € 500,00 par mois
 - De l'agent administratif/comptable à € 500,00 par mois
4. De fixer la durée des mandats à un an, renouvelable (par tacite reconduction et ce, jusqu'à la réunion du Conseil d'administration qui sera issue des élections communales d'octobre 2024)
5. D'appliquer cette rémunération à partir du 1er novembre 2021

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Votes sur l'amendement : à l'unanimité.

Votes sur le texte amendé :

30 votants : 30 votes positifs.

Autonom Gemeentebedrijf van Etterbeek (AGBE) – Mandaten voor specifieke opdracht – Wijzigingen

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 19 mei 2003 tot goedkeuring van de oprichting en de statuten van het Autonom Gemeentebedrijf van Etterbeek;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 juni 2003 tot vaststelling van de mandaten voor specifieke opdracht van het Autonom Gemeentebedrijf van Etterbeek;

gelet op de beslissing van het college van 11 juli 2019:

- om een einde te maken aan de specifieke mandaten van secretaris van het directiecomité, penningmeester, financieel verantwoordelijke, parkeerwachter en technisch verantwoordelijke;
- om de functies vast te leggen die moeten worden behouden en de voorwaarden ervan vast te leggen in het kader van een contract;
- om een beheercontract te sluiten tussen de gemeente Etterbeek en het Autonom Gemeentebedrijf van Etterbeek;

gelet op het beheercontract dat in december 2020 werd gesloten tussen de gemeente en het AGBE dat in artikel 5 – Terbeschikkingstelling van personeel het volgende bepaalt:

- De gemeente verbindt zich ertoe om, binnen de mate van haar bevoegdheden en voor zover zij over de adequate personeels- en financiële middelen beschikt, gratis enkelen van haar personeelsleden ter beschikking te stellen van het AGBE.

- De functie van parkeerwachter zal worden uitgevoerd in het kader van een mandaat dat wordt vergoed door de gemeente en waarvan de voorwaarden zullen worden vastgelegd door de gemeenteraad.
- Voor andere functies zal er een beslissing worden genomen in functie van de behoeften.

overwegende dat de activiteiten van het AGBE zijn uitgebreid, wat een grote werkbelasting met zich meebrengt;

gelet op het specifieke karakter van de taken die worden uitgevoerd in het kader van die activiteiten;

overwegende dat het financieel interessanter is om geen externe aanwervingen te doen;

gelet op de beschikbare personeelsmiddelen binnen het gemeentebestuur;

BESLIST:

1. Om te bevestigen:

- Het mandaat van parkeerwachter
- Het mandaat van penningmeester
- Het mandaat van financieel verantwoordelijke

2. Om het mandaat van administratief beambte/boekhouder in te voeren

3. Om de vergoeding vast te leggen:

- Voor de parkeerwachter op 150,00 euro per week
- Voor de penningmeester op 500,00 euro per maand
- Voor de financieel verantwoordelijke op 500,00 euro per maand
- Voor de administratief beambte/boekhouder op 500,00 euro per maand

4. Om de duur van de mandaten vast te leggen op een jaar, hernieuwbaar (door stilzwijgende verlenging en dat tot de bijeenkomst van de raad van bestuur na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024).

5. Om deze vergoeding toe te passen vanaf 1 november 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Stemmen voor het amendement : unaniem.

Stemmen op de gemandeerde tekst :

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre :

En collège, nous avons pris un nouveau texte mais la partie dispositive n'a pas été reprise. Nous le faisons sous forme d'amendement car vous n'avez pas reçu le document complet, c'est donc purement une erreur matérielle.

La gestion de la régie communale autonome est de plus en plus difficile.

Ce qui fait que nous avons supprimé les mandats en faveur de différents responsables. Cela nous met en difficulté pour le suivi alors que la responsabilité est de plus en plus

importante vu les montants. On prévoit une rémunération en brut du gardien de parking à 150€ par semaine, une trésorerie à 500€ par mois, un responsable financier à 500€ par mois et un agent administratif comptable à 500€ par mois. Les mandats sont fixés pour un an renouvelable.

Madame Bataille :

Il y a un nouveau mandat, celui d'agent administratif comptable.

Tous les agents viennent de la commune.

J'espère qu'on ne crée pas un trou du côté de la commune car nous avons l'impression au travers des réponses que nous recevons, que les services administratifs communaux sont déjà assez surchargés et que ça ne créera pas un manque de ressources humaines au niveau des services communaux.

Monsieur le Bourgmestre :

Votre espoir est légitime Madame Bataille mais la commune est une grande dame qui agit en bon père de famille.

Cela se fait sans créer des trous pour en boucher d'autres. L'agent est une nouvelle agent jeune compétente disponible pour travailler en dehors de ses heures en plus pour la régie communale autonome.

Amendement du Collège du 20.12.2021 :

Décide :

1. De confirmer :

- Le mandat de gardien de parking
- Le mandat de trésorier
- Le mandat de responsable financier

2. De créer le mandat d'agent administratif/comptable

3. De fixer la rémunération :

- Du gardien de parking à € 150,00 par semaine
- Du trésorier à € 500,00 par mois
- Du responsable financier à € 500,00 par mois
- De l'agent administratif/comptable à € 500,00 par mois

4. De fixer la durée des mandats à un an, renouvelable (par tacite reconduction et ce, jusqu'à la réunion du Conseil d'administration qui sera issue des élections communales d'octobre 2024)

5. D'appliquer cette rémunération à partir du 1er novembre 2021

Mijnheer de burgemeester:

In het college hebben wij een nieuwe tekst aangenomen, maar het beschikkend gedeelte werd niet overgenomen. Wij doen dit in de vorm van een amendement omdat u niet het volledige document hebt ontvangen. Het is dus louter een materiële fout.

Het beheer van het Autonoom Gemeentebedrijf wordt steeds moeilijker.

Daarom hadden wij de mandaten voor de verschillende verantwoordelijken geschrapt. Dit maakt het voor ons moeilijk om alle op te volgen terwijl de verantwoordelijkheid steeds groter wordt gezien de bedragen die ermee gemoeid zijn. De parkeerwachter krijgt een

bruto vergoeding van 150 euro per week, de penningmeester 500 euro per maand, de financieel verantwoordelijke 500 euro per maand en een administratief beambte/boekhouder 500 euro per maand. De mandaten worden vastgelegd voor één jaar en kunnen worden verlengd.

Mevrouw Bataille:

Er is een nieuw mandaat, dat van administratief beambte/boekhouder.

Alle beampten zijn van de gemeente.

Ik hoop dat er bij de gemeente geen gat wordt geslagen, want uit de antwoorden die wij krijgen hebben wij de indruk dat de gemeentelijke administratieve diensten al behoorlijk overbelast zijn, en dat dit niet zal leiden tot een gebrek aan personeel bij de gemeentendiensten.

Mijnheer de burgemeester:

Uw hoop is gewettigd, mevrouw Bataille, maar de gemeente is een geweldige dame die zich als een voorzichtig en redelijk persoon gedraagt.

Dit gebeurt zonder gaten te creëren om andere gaten op te vullen. De beambte is een nieuwe, jonge, bekwame beambte die beschikbaar is om buiten haar normale werkuren voor het Autonoom Gemeentebedrijf te werken.

Amendement door het College van 20.12.2021 :

BESLIST

1. Om te bevestigen:

- Het mandaat van parkeerwachter
- Het mandaat van penningmeester
- Het mandaat van financieel verantwoordelijke

2. Om het mandaat van administratief beambte/boekhouder in te voeren

3. Om de vergoeding vast te leggen:

- Voor de parkeerwachter op 150,00 euro per week
- Voor de penningmeester op 500,00 euro per maand
- Voor de financieel verantwoordelijke op 500,00 euro per maand
- Voor de administratief beambte/boekhouder op 500,00 euro per maand

4. Om de duur van de mandaten vast te leggen op een jaar, hernieuwbaar (door stilzwijgende verlenging en dat tot de bijeenkomst van de raad van bestuur na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024).

5. Om deze vergoeding toe te passen vanaf 1 november 2021.

20.12.2021/A/0009 **Appel à projets « Action Climat 2021 » : obtention d'une subvention de 50.000€ dans la thématique Good Food**

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projets « Action Climat 2021 » proposé par Bruxelles Environnement portant, entre autres, sur la thématique Good Food ;

Considérant qu'en sa séance du 17 juin 2021, le Collège des Bourgmestre et échevin·e·s a marqué accord pour la remise d'un dossier de candidature en vue de renforcer les actions GoodFood en lien avec les jardins participatifs, le nouveau parc Delhaize et les cantines communales, renforcement concrétisé grâce à l'engagement à mi-temps en 2022 d'un·e chargé·e de projets GoodFood de niveau B ;

Considérant que ce projet a été retenu par le jury et qu'une subvention de 50.000€ sera allouée à la commune pour l'engagement d'un·e chargé·e de projets GoodFood à mi-temps durant 2 ans ;

Considérant que le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional octroyé (hors frais de personnel en place, c'est-à-dire via les actions en lien avec la mission du ou de la chargé·e de projet) et que ce budget est prévu à l'article de l'Agenda 21 Local n°150/124-02/06 de l'exercice 2022 ;

Considérant qu'une première tranche de 20% sera versée à la signature de la convention, qui doit être renvoyée à Bruxelles-Environnement avant le 31 décembre 2021 ;

DECIDE d'approuver la convention, ci-après:

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2021/AC_Etterbeek/APcom/ GF/RenforcementGF

Entre, d'une part :

Bruxelles Environnement

Dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.

représenté par Frédéric FONTAINE, Directeur général ou Barbara DEWULF, Directrice Générale adjointe

Ci-après dénommé "BE".

Et, d'autre part :

La Commune d'Etterbeek

Dont le siège est situé avenue des Casernes, 31/1, 1040 Bruxelles.

Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale.

Ci-après dénommée "la commune".

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Article 2 - Montant

La subvention porte sur un montant total maximum fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de

subventionnement transmise par le bénéficiaire.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 3 - Durée de la mission

La période à subsidier prend cours le 01/01/2022 et se termine le 31/12/2023.

Article 4 - Personne de contact

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont Pascale Alaïme : palaïme@environnement.brussels pour les questions administratives et de méthodologie DD

et Joëlle Van Bambeke : jvanbambeke@environnement.brussels pour les questions techniques

ou leurs remplaçants.

La personne de contact auprès de la commune pour le démarrage du projet est Nathalie URBAIN etterbeek.durable@etterbeek.brussels

La commune désignera une personne en charge de l'exécution de la mission.

Bruxelles Environnement sera informé de ses coordonnées dès le démarrage du projet.

Bruxelles Environnement sera préalablement informé de tout remplacement de cette personne.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

La subvention est destinée à permettre à la commune de mettre en œuvre les projets retenus suite à l'appel à projets ACTION CLIMAT 2021 à destination des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, selon les modalités de la présente convention : **Renforcement des actions Good Food dans les jardins participatifs, les écoles et les crèches d'Etterbeek**

Le projet devra être financé par la commune/le CPAS à hauteur de 10% du subside régional qui sera octroyé (hors frais de personnel en place).

Article 5.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources

• Objectifs attendus :

L'administration communale d'Etterbeek entend, avec le recrutement d'un "facilitateur Good Food", répondre à l'accroissement de la demande citoyenne et associative relative à l'animation et la sensibilisation en lien avec l'alimentation durable. Ce projet permettra également de répondre à la demande des établissements scolaires et des associations de parents d'élève concernant le Good Food dans les écoles.

• Indicateurs de performances : Indicateurs quantitatifs :

- Accroissement des aménagements de production alimentaire durables sur le territoire communal
- Nombre de participants aux ateliers en liens avec l'alimentation durable, les potagers collectifs ou les potagers des jardins participatifs

- Validation d'objectifs quantitatifs en lien avec l'alimentation durable par le collège dans le PAC
- Nombre de cuisines communales labellisées Good Food
- Proportions de produits frais et bio dans les repas des cantines communales
- Taux d'utilisation du Kit "Table durable entre voisins"
- Taux d'octroi de la prime "Collations saines"

• **Indicateurs Qualitatifs :**

- Niveau d'implication des parties prenantes (collèges, groupes de citoyens, cantines)
- Niveau de satisfaction des bénéficiaires (écoles, parents, enfants, potagers collectifs, maraîchère)
- Niveau de coordination avec le service espace vert
- Soutien du collège

Les porteurs du projet sont invités à faire appel et à utiliser les outils mis à disposition par Bruxelles Environnement : l'appui du facilitateur Filière Good Food ou les formations Marchés publics durables.

- Ressources humaines / Nombre d'ETP affectés à ces missions pour atteindre les objectifs :

Un chargé de projet Niveau B à 0,5 ETP pour 2 ans.

Article 5.3 - Planning provisoire et lieu(x) du déroulement de la mission

Le planning prévu dans le dossier de candidature est présenté ci-dessous. Toute modification à ce planning pourra être actée ultérieurement en comité d'accompagnement. Le projet se concentrera sur deux aspects :

- Le renforcement des mesures existantes et déjà identifiées
- L'identification et l'initiation de nouvelles opportunités de renforcement de mesures existantes ou de nouveaux de projets liés à l'alimentation durable

Planning :

1er semestre 2022 :

Le facilitateur, soutenu par les services communaux (équipe DD, coordinateur Climat) et les collectifs de quartiers, prendra en charge et évaluera le potentiel de renforcement des mesures préparées fin 2021 (accompagnement lors du lancement des cultures, activités dans les potagers collectifs, lancement de la dynamique du parc Delhaize, évaluation de l'intérêt pour de nouveaux potagers dans les jardins participatifs).

Il développera des actions de communication autour du kit "Table durable entre voisins", toujours disponible mais encore sous-utilisé.

Il apportera son soutien au service Enseignement, qui prendra contact avec les responsables des écoles pour préparer la rentrée 2022 et évaluer les actions en lien avec l'alimentation durable à organiser (labellisation des cantines communales, formation du personnel, activités de sensibilisation, mobilisation des écoles en vue de participer aux appels à projets pour la création de potagers, ...).

2e semestre 2022 :

Le facilitateur établira le potentiel de développement des actions de sensibilisation et d'animation en lien avec l'alimentation durable.

Il sera également engagé dans des missions d'accompagnement et de mobilisation des cantines pour l'obtention de la labellisation Good Food.

Une réflexion plus approfondie sera portée sur les cuisines des écoles communales, en particulier sur la cuisine de la Colombe de la Paix et la création d'une légumerie. L'objectif sera d'augmenter la quantité d'aliments frais dans les cantines scolaires et d'accroître la qualité nutritive et gustative des repas chauds.

Une consultation sera réalisée avec le CPAS dans les situations où les infrastructures ou les activités du CPAS seraient impliquées.

2023 :

Le facilitateur portera une attention particulière sur l'autogestion citoyenne afin de soutenir la mobilisation citoyenne autonome et permettre à l'administration communale de développer de nouvelles actions ou de renforcer les mesures existantes. Il gardera cependant son rôle de soutien technique, administratif et de coordination à travers, par exemple, une aide au plan de culture éventuel ou du calendrier des semis.

La coordination avec le service Espaces verts sera maintenue pour saisir les opportunités de développer de nouveaux potagers urbains. Le service Santé continuera également à être mobilisé par le facilitateur pour développer des actions relatives à l'alimentation saine comme le projet "collation saines" (prime pour les événements ou les écoles des devoirs).

Une évaluation participative sera menée courant 2023 pour maintenir un maximum de cohérence avec le PAC, les besoins citoyens et les résultats des indicateurs. Une augmentation du volume et du spectre des actions, rendues possibles par l'engagement d'une personne dédiée à l'alimentation durable permettra d'envisager la duplication des actions vers d'autres acteurs.

Article 5.4 - Rapports d'activités

Un rapport d'activités sera transmis aux étapes du déroulement du projet :

- Rapport intermédiaire : fin décembre 2022
- Rapport final : fin décembre 2023

Il sera rédigé sur base du Template transmis par Bruxelles Environnement et présentera les étapes et la méthodologie du projet, ainsi que ses résultats quantitatifs et qualitatifs (cf. point "Indicateurs").

Le rapport final sera accompagné d'une fiche de synthèse de maximum une page A4, rédigée dans un objectif de publication, reprenant la description du projet et les résultats quantitatifs et qualitatifs.

Le cas échéant, cette fiche pourra être publiée sur le portail Good Food.

Article 5.5 - Aspects communication

L'ensemble des documents produits dans le cadre du projet devront porter le logo de Bruxelles Environnement et le **logo Good Food**, dans le respect de la charte graphique fournie par Bruxelles Environnement. Ces documents devront être présentés au Comité d'accompagnement pour validation avant publication.

Article 6 - Accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :

- un représentant du bénéficiaire
- un représentant de Bruxelles Environnement
- un représentant du Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile.

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Le CA peut proposer toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la mission, y compris des mesures relatives à la modification de la durée ou de la liste des dépenses éligibles.

Toute modification ainsi proposée devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention. Cet avenant sera approuvé par toutes les parties et joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux termes de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel au représentant de Bruxelles Environnement, un rapport d'avancement des travaux. Celui-ci sera rédigé (et illustré) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Un PV de chaque réunion sera rédigé et joint au dossier de suivi de la subvention.

Les porteurs du projet participeront également aux formations à l'intégration du développement durable dans leur gestion de projet organisées par Brulocalis et Bruxelles Environnement, ainsi qu'aux réunions d'échange d'expériences, au cours desquelles ils présenteront à leurs pairs l'avancement de leur projet.

Article 7 - Dépenses éligibles

Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- **les frais de personnel** : frais liés au personnel qui possède un contrat de travail avec le bénéficiaire

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Le tableau ci-dessous est repris à titre indicatif :

Nature	Projet Global	...dont part de BE
Loyers et charges locatives		
Frais de promotion et de publication Frais administratifs ou frais de fonctionnement Frais de véhicule et de déplacement		
Rétribution de tiers et de sous-traitants	5.000€	
Frais de personnel	50.000€	50.000€

Amortissements et investissements		
Total	55.000€	50.000€

Il a été établi sur base de l'annexe budgétaire finale. Toute modification significative devra être discutée lors du Comité d'Accompagnement.

Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche est liquidée à la notification de la subvention, suite à la signature de la présente convention.

L'introduction d'une déclaration de créance n'est pas requise pour cette tranche.

La deuxième tranche sera liquidée sur base d'un rapport intermédiaire introduit au plus tard pour **fin décembre 2022**. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à invoice@environnement.brussels

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

La troisième tranche sera liquidée sur base d'un rapport final introduit au plus tard pour **fin décembre 2023**. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 ».

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à invoice@environnement.brussels

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier final

- qui reprendra un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subsidie. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser;
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard 3 mois après la fin de la mission (soit pour fin mars 2024) de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement
- et en copie au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles- Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite dans les deux mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à invoice@environnement.brussels.

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles- Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 99 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2021, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :
 - qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
 - qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
 - qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
 - qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives
- Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
- Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

- La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale et Bruxelles Environnement ne sont en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale ou Bruxelles Environnement d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire garantit la Région et/ou BE de tout recours qui serait formé par un tiers directement contre la Région et/ou BE dans le cadre de ses activités.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Bruxelles, le jj/mm/aaaa.
Pour Bruxelles Environnement
Frédéric FONTAINE
Directeur général
Ou
Barbara DEWULF
Directrice générale adjointe
Pour la Commune d'Etterbeek

Vincent DE WOLF
Bourgmestre

Annick PETIT
Secrétaire communale

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Projectoproep “Klimaatactie 2021”: verkrijgen van een subsidie van 50.000 euro in het kader van het “Good Food”-thema

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep “Klimaatactie 2021” van Leefmilieu Brussel die, onder andere, betrekking heeft op het “Good Food”-thema;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 17 juni 2021 akkoord is gegaan met de indiening van een kandidatuur dossier om de “Good Food”-acties in verband met de participatieve tuinen, het nieuwe Delhaizepark en de gemeentelijke kantines te versterken aan de hand van de aanwerving in 2022 van een halftijdse projectverantwoordelijke Good Food van niveau B;

overwegende dat dit project gekozen werd door de jury en dat er een subsidie van 50.000 euro zal worden toegekend aan de gemeente voor de aanwerving van een halftijdse projectverantwoordelijke Good Food gedurende 2 jaar;

overwegende dat de gemeente het project zal moeten financieren ter waarde van 10% van de toegekende gewestelijke subsidie (behalve kosten voor het reeds aanwezige personeel, dat wil zeggen via de acties in verband met de opdracht van de projectverantwoordelijke) en dat dit budget is voorzien op het artikel van de Lokale Agenda 21 nr. 150/124-02/06 van het begrotingsjaar 2022;

overwegende dat een eerste schijf van 20% zal worden gestort bij de ondertekening van de overeenkomst, die uiterlijk op 31 december 2021 moet worden teruggestuurd naar Leefmilieu Brussel;

BESLIST om de onderstaande overeenkomst goed te keuren.

**Overeenkomst betreffende de toelage met referentie
SUB/2021/AC_Etterbeek/APcom/ GF/RenforcementGF**

Tussen enerzijds:

Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.

vertegenwoordigd door Frédéric FONTAINE, Directeur-generaal of Barbara DEWULF, Adjunct- Directrice-generaal

Hierna "LB" genoemd.

en anderzijds:

De Gemeente Etterbeek

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Kasernenlaan 31/1, 1040 Brussel.

Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, Burgemeester en Annick PETIT, Gemeentesecretaris.

Hierna "de gemeente" genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

Deze conventie strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te

verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit van met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Artikel 2 - Bedrag

De toelage heeft betrekking op een totaal maximumbedrag bepaald in het besluit.

Dit bedrag werd berekend op basis van de begroting, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde.

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De te subsidiëren periode loopt van 01/01/2022 tot en met 31/12/2023.

Artikel 4 – Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel :
Pascale Alaime: palaime@leefmilieu.brussels voor vragen inzake de administratieve punten en DO-methodologie
en Joëlle Van Bambeke: jvanbambeke@environnement.brussels voor de technische vragen of hun vervangers.

De contactpersoon bij de gemeente voor de start van het project is Nathalie URBAIN etterbeek.durable@etterbeek.brussels

De gemeente zal een persoon aanwijzen die belast wordt met de uitvoering van de missie

Leefmilieu Brussel zal in kennis worden gesteld van de contactgegevens van deze persoon zodra het project van start gaat.

Leefmilieu Brussel zal vooraf op de hoogte worden gebracht van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 – Algemene doel

De subsidie moet de gemeente in staat stellen om de projecten die ze selecteerde in navolging van de projectoproep KLIMAAT ACTIE 2021 voor Brusselse gemeenten OCMW 's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten, volgens de modaliteiten in de bijgevoegde overeenkomst: **Versterking van Good Food-acties in participatie- tuinen, scholen en kinderdagverblijven in Etterbeek.**

Het project zal door de gemeente/het OCMW moeten worden gefinancierd tot een bedrag van 10% van de gewestelijke subsidie die zal worden toegekend (buiten de kosten van het personeel ter plaatse).

Artikel 5.2 — Doelstellingen, indicatoren en middelen

- Verwachte doelstellingen:

Met de aanwerving van een 'Good Food facilitator' wil het gemeentebestuur van Etterbeek inspelen op de toenemende vraag van burgers en verenigingen naar animatie en bewustmaking met betrekking tot duurzame voeding. Dit project zal ook inspelen op de vraag van scholen en ouderverenigingen naar Good Food op school.

- Prestatie-indicatoren: Kwantitatieve indicatoren:
 - Toename van duurzame voedselproductie- faciliteiten op het gemeentelijke grondgebied
 - Aantal deelnemers aan workshops in verband met duurzame voeding, collectieve moestuinen of moestuinen in participatieve tuinen
 - Validatie van kwantitatieve doelstellingen in verband met duurzame voeding door het college in het KAP
 - Aantal gemeentelijke keukens met het Good Food-label
 - Aandeel verse en biologische producten in de maaltijden van gemeentelijke kantines
 - Gebruikspercentage van de Kit “Duurzaam Tafelen Onder Buren”
 - Toekenningspercentage van de premie “Gezonde tussendoortjes”
- Kwalitatieve indicatoren:
 - Mate van betrokkenheid van belanghebbenden (scholen, burgergroeperingen, kantines)
 - Mate van tevredenheid van de begunstigden (scholen, ouders, kinderen, collectieve moestuinen, tuinbouwers)
 - Niveau van coördinatie met de dienst groene ruimten
 - Steun van het college

De projectdragers worden uitgenodigd een beroep te doen op en gebruik te maken van de door Leefmilieu Brussel ter beschikking gestelde instrumenten: de steun van de Good Food facilitator of de opleidingen over duurzame overheidsopdrachten.

- Human resources / Aantal VTE's dat aan deze opdrachten wordt toegewezen om de doelstellingen te bereiken:

Een projectleider niveau B voor 0,5 VTE gedurende 2 jaar.

Artikel 5.3 – Voorziene planning en locatie(s) waar de opdracht plaatsvindt

De in het kandidatuurdossier voorziene planning is hieronder weergegeven. Eventuele wijzigingen in deze planning kunnen in een later stadium door het begeleidingscomité worden goedgekeurd.

Het project zal zich op twee aspecten toespitsen:

- Versterking van bestaande en reeds vastgestelde maatregelen
- Aanwijzen van en initiatief tot nieuwe mogelijkheden om bestaande maatregelen of nieuwe projecten in verband met duurzame voeding te versterken

Planning:

1ste semester 2022:

De facilitator, ondersteund door de gemeentelijke diensten (team duurzame ontwikkeling, klimaatcoördinator) en de wijkcollectieven, zal de eind 2021 voorbereide maatregelen (begeleiding bij de start van moestuinen, activiteiten in collectieve moestuinen, lancering van de dynamiek van het Delhaize-park, evaluatie van de belangstelling voor nieuwe moestuinen in de participatieve tuinen) onder zijn hoede nemen en evalueren.

Hij zal communicatieacties ontwikkelen rond de kit 'Duurzaam tafelen onder burens', die nog steeds beschikbaar is maar te weinig wordt gebruikt.

Hij zal steun verlenen aan de dienst Onderwijs, die contact zal opnemen met de schoolhoofden om de start van het schooljaar 2022 voor te bereiden en na te gaan welke acties moeten worden georganiseerd in verband met duurzame voeding (labels voor de gemeentelijke kantines, opleiding van het personeel, bewustmakingsactiviteiten, mobilisatie van scholen om deel te nemen aan projectoproepen voor de aanleg van moestuinen enz.).

2de semester 2022:

De facilitator zal nagaan welke mogelijkheden er zijn voor de ontwikkeling van bewustmakings- en animatieacties met betrekking tot duurzame voeding.

Hij zal ook worden betrokken bij opdrachten voor de begeleiding en mobilisatie van kantines om het Good Food-label te verkrijgen.

Er zal verder aandacht worden besteed aan de keukens van de gemeentescholen, met name de keukens van La Colombe de la Paix, en aan de aanleg van een groenteverwerkingsfaciliteit. Het is de bedoeling de hoeveelheid vers voedsel in schoolkantines te vergroten en de voedingskwaliteit en de smaak van de warme maaltijden te verbeteren.

Er zal overleg gepleegd worden met het OCMW in situaties waarbij de infrastructuur of activiteiten van het OCMW betrokken zijn.

2023:

De facilitator zal bijzondere aandacht besteden aan het zelfbeheer van de burgers om een autonome mobilisatie van de burgers te ondersteunen en het gemeentebestuur in staat te stellen nieuwe acties te ontwikkelen of bestaande maatregelen te versterken. Hij zal echter technische, administratieve en coördinerende steun blijven verlenen, bijvoorbeeld door te helpen bij het uiteindelijke teeltplan of de zaaikalender.

De coördinatie met de dienst Groene Ruimten zal worden gehandhaafd om de mogelijkheden voor de ontwikkeling van nieuwe stadsmoestuinen aan te grijpen. De dienst Gezondheid zal ook verder door de facilitator worden gemobiliseerd om acties in verband met gezonde voeding te ontwikkelen, zoals het project 'gezonde tussendoortjes' (premie voor evenementen of huiswerkscholen).

In de loop van 2023 zal een participatieve evaluatie worden uitgevoerd om te zorgen voor een zo groot mogelijke samenhang met het KAP, de behoeften van de burgers en de resultaten van de indicatoren. Een toename van het volume en het spectrum van de acties, mogelijk gemaakt door de aanwerving van een persoon die zich met duurzame voeding bezighoudt, zal het mogelijk maken acties naar andere actoren te herhalen.

Artikel 5.4 – Activiteiten verslagen

Een activiteitenverslag zal naar de stadia van het project worden verzonden:

- Tussentijds verslag: eind december 2022
- Eindverslag: eind december 2023

Het zal worden opgesteld op basis van de template verzonden door Leefmilieu Brussel en zal de stadia en methodologie van het project presenteren, evenals de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten ervan. (zie punt "Indicatoren").

Het eindverslag zal vergezeld gaan van een samenvattingsblad van één A4-pagina maximum, geschreven met een publicatiedoel, die de beschrijving van het project en de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten.

Indien nodig kan dit blad worden gepubliceerd op het Good Food-portaal.

Artikel 5.5 - Communicatie

Alle documenten die in het kader van dit project gecreëerd worden, dienen het logo van Leefmilieu Brussel en het Good Food logo te vermelden, met respect voor het grafisch kader van Leefmilieu Brussel. Deze documenten moeten vóór de publicatie ter validatie aan Het Begeleidingscomité worden voorgelegd.

Artikel 6 - Begeleiding

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de begunstigde
- een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel
- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Het BC kan alle maatregelen voorstellen die nodig zijn voor de goede uitvoering van de opdracht, met inbegrip van maatregelen die betrekking hebben tot de duur of de lijst van uitgaven die in aanmerking komen.

Deze voorstellen zullen in een aanhangsel aan deze overeenkomst moeten opgenomen worden. Dit aanhangsel zal door alle partijen goedgekeurd moeten worden en zal bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

De begunstigde moet zich houden aan de voorwaarden van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.

Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze wordt opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.

De notulen van elke vergadering worden en aan het opvolgingsdossier bijgevoegd.

De projectbeheerders moeten ook deelnemen aan de opleidingen over de inpassing van de duurzame ontwikkeling in hun projectbeheer, georganiseerd door Brulocalis en Leefmilieu Brussel, alsook aan de vergaderingen voor het uitwisselen van ervaringen, waarin ze de vorderingen van hun project aan hun collega's moeten voorstellen.

Artikel 7 - Uitgaven die in aanmerking komen

De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:

- **de personeelskosten:** kosten van de personeelsleden die over een arbeidsovereenkomst met de begunstigde beschikken.

Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd. De hierbeneden tabel wordt ter indicatie gegeven.

Nature	Projet Global	...dont part de BE
Loyers et charges locatives		
Frais de promotion et de publication Frais administratifs ou frais de fonctionnement Frais de véhicule et de déplacement		
Rétribution de tiers et de sous-traitants	5.000€	
Frais de personnel	50.000€	50.000€
Amortissements et investissements		
Total	55.000€	50.000€

Deze tabel werd op basis van de finale financieringstabel opgemaakt. Elke belangrijke wijziging moet besproken worden door het begeleiding comité.

Artikel 8 - Vereffeningsmodaliteiten

De eerste schijf zal na de kennisgeving van het toelagebesluit uitbetaald worden, na de ondertekening van de overeenkomst.

De invoering van een schuldvordering is niet vereist voor deze schijf.

De tweede schijf zal worden vereffend op basis van een tussentijds verslag dat uiterlijk voor eind december 2022.

Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal binnen de 2 maanden een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De derde schijf zal worden vereffend op basis van een eindverslag dat uiterlijk voor eind december 2023. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal binnen de 2 maanden een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /S3 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van

- een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde uitgaven in het kader van de subsidie. Deze uitgaven zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Brussel Leefmilieu stelt het te gebruiken model ter beschikking.
- de bewijsstukken en hun betalingsbewijs voor elke van de in het AUI opgenomen uitgave. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk 3 maanden na het einde van de opdracht (zoals voor eind maart 2024) worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel
- en in kopie aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal binnen de 2 maanden een schuldvordering met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit of via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen

De begunstigden zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 99 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2021 bevat, wat impliceert dat:

- Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.
- Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.
- Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.

- Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde:
 - die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;
 - die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;
 - die de hierboven controle verhindert;
 - die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.
- Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtigde deel van het bedrag terugbetalen.
- De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.
 - De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.

Artikel 10 - Inwerkingtrekking

Deze, door de partijen ondertekende, overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de betekening van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst wordt toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtrekking, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet-conforme opdracht, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Leefmilieu Brussels zijn in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of Leefmilieu Brussel niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

De begunstigde vrijwaart de Regio en/of LB tegen elke vordering van een derde rechtstreeks tegen de Regio en/of LB in verband met zijn activiteiten.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de gemeente overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel, op dd/mm/jjjj
Voor Leefmilieu Brussel

Frédéric FONTAINE
Directeur-generaal
Of

Barbara DEWULF
Adjunct-Directrice-generaal
Voor de Gemeente van Etterbeek

Vincent DE WOLF
Burgemeester

Annick PETIT
Gemeentesecretaris

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur du Bus :

Nous avons bien pris connaissance de cet important programme, tout comme de l'autre volet de l'action climat 20-21 qui porte sur la mise en place du maillage vert local ainsi que des zones de stationnement en pavés filtrants et donc mon intervention va porter sur les deux points.

Sur le premier point, on se rend compte que certains programmes ont déjà été initiés auparavant.

- Ma question est de savoir dans quelle continuité temporelle s'inscrit cette initiative-ci ?

Ces programmes ont-ils dû être arrêtés à un moment ?

Ces programmes s'inscrivent-ils dans un déroulement temporel sans rupture ?

Dés lors qu'on vit ces changements de comportement, ils ne s'obtiennent pas si on crée des ruptures donc il est important d'inscrire ça dans la continuité.

Avons-nous une assurance pour pouvoir réalimenter ces projets dans 2 ans (date de la fin du projet), pour les inscrire dans la durée ?

- La deuxième question est de savoir si la commission consultative du développement durable a eu l'occasion de se réunir pour pouvoir traiter de ce point-ci et du suivant de telle sorte qu'elle puisse prendre connaissance et poser ses questions.
- La dernière question qui est plus une demande. Nous comprenons bien que ces initiatives s'inscrivent avec pertinence dans la lutte contre le réchauffement climatique mais nous avons des difficultés à comprendre quelle est la vision de la commune dans ces initiatives. Nous plaçons donc pour que la commune organise une commission du conseil communal qui présente, sous le thème du climat, ses différentes initiatives. Qu'on puisse assembler et comprendre la cohérence des actions communales à cet égard que ce soit en matière de mobilité, d'urbanisme, de

logement, de la régit foncière et d'alimentation.

Tout cela a trait, et certains le savent mieux que nous, à la question de la transition.

Madame de Halleux :

Merci pour vos questions toujours très pertinentes.

Il y a beaucoup de projets qui sont déjà en cours et très peu ont dû être mis de côté.

Le kit table durable entre voisins est un projet qui faudra remettre en lumière. C'est un très bel outil qui n'est pas à son plein potentiel dû au covid.

L'idée de l'appel à projet good food est justement de dire qu'il y a énormément de projets qui sont dans les compétences de la transition écologique mais aussi dans la compétence de la santé, et qui touche encore d'autres compétences comme l'enseignement.

Actuellement, les équipes qui participent aux actions n'ont pas la possibilité de lever la tête du guidon et d'avoir une stratégie.

Nous avons demandé de l'argent à Bruxelles Environnement pour engager une personne à mi-temps pour coordonner la stratégie good food.

Pour ce qui est du conseil consultatif du développement durable, il ne s'est plus réuni depuis un an et demi. Il porte désormais le nom du conseil consultatif de la transition écologique. Il devrait se relancer en 2022 pour suivre le plan climat, d'y participer de manière active et d'avoir un suivi du plan.

La cohérence communale sur l'élaboration et le lancement de la politique du plan climat pour le moment n'est pas très claire car vous n'avez pas encore toutes les informations.

Le collègue et moi-même avons un œil sur le fil rouge. Les choses avancent bien. Nous n'avons pas encore l'ensemble des informations à notre disposition, notamment par ce qu'il y a deux études en cours, celle du risque et de vulnérabilité du territoire, et l'étude par rapport au budget triennal.

Une commission sera mise en place une fois qu'on aura plus d'informations claires à vous transmettre.

Monsieur Sheikh Hassan :

Même si la commission de la transition écologique ne s'est pas réunie, les conseils de quartiers relayent de manière assez forte l'envie et le besoin de voir le territoire se verdurer.

C'était l'opportunité de frapper un gros coup là où les budgets peuvent manquer par rapport au budget communal.

Le lieu n'est pas choisi par hasard, il permet de créer une continuité entre les espaces verts qui existent. On essaie d'éviter qu'il y ait des zones du territoire minéralisées sans verdure. Les endroits choisis maximisent le nombre d'arbres et de zones filtrantes en un temps rapide et avec le moins de contraintes possibles en termes de mobilité etc ...

Quant à la cohérence, l'étude de risque et de vulnérabilité doit délivrer ses conclusions. Sans vouloir préempter les résultats de l'étude, il est évident que la question de la perméabilisation des sols est une priorité.

De heer du Bus:

Wij zijn ons bewust van dit belangrijke programma, evenals van het andere luik van de klimaatactie 2021, dat betrekking heeft op de aanleg van het lokale groene netwerk en op de parkeerplaatsen met doorlatende straatstenen. Mijn tussenkomst zal dan ook over deze twee punten gaan.

Wat het eerste punt betreft, beseffen wij dat sommige programma's al eerder zijn opgestart.

- Mijn vraag is in welke tijdscontinuïteit dit initiatief past?

Moesten deze programma's op een gegeven moment worden stopgezet?

Liggen deze programma's in de lijn van een ononderbroken tijdschema?

Als je eenmaal deze gedragsveranderingen ervaart, gebeuren ze niet meer als je onderbrekingen creëert, dus is het belangrijk om het in een continuüm te plaatsen.

Hebben wij enige zekerheid dat wij deze projecten over twee jaar (het einde van het project) weer op gang kunnen brengen, zodat zij kunnen worden voortgezet?

- De tweede vraag is of de adviescommissie voor duurzame ontwikkeling de gelegenheid heeft gehad om bijeen te komen om dit punt en het volgende te bespreken zodat zij er kennis van kan nemen en vragen kan stellen.

- De laatste vraag is meer een verzoek. Wij begrijpen dat deze initiatieven relevant zijn voor de strijd tegen de opwarming van de aarde, maar wij hebben moeite om te begrijpen wat de visie van de gemeente op deze initiatieven is. Wij roepen de gemeente dan ook op een commissie van de gemeenteraad te organiseren om haar verschillende initiatieven rond het thema klimaat voor te stellen. Dat we de samenhang van de gemeentelijke acties kunnen samenbrengen en begrijpen, of het nu gaat om mobiliteit, stedenbouw, huisvesting, grondbeheer of voeding.

Dit alles houdt verband, en sommigen weten dat beter dan wij, met de transitie.

Mevrouw de Halleux:

Dank u voor uw altijd zeer pertinente vragen.

Er lopen al veel projecten en er zijn er maar weinig die opzij moesten worden gezet.

De kit “duurzaam tafelen onder burens” is een project dat meer aandacht moet krijgen. Het is een heel mooi instrument dat niet ten volle benut wordt vanwege Covid.

Het idee van de projectoproep Good Food is nu juist om te zeggen dat er veel projecten zijn op het gebied van ecologische transitie, maar ook op het gebied van gezondheid, en die raakvlakken hebben met andere gebieden zoals onderwijs.

Op dit moment hebben de teams die meewerken aan de acties niet de mogelijkheid om even op te kijken van het werk en een strategie uit te stippelen.

We hebben Leefmilieu Brussel om geld gevraagd om een deeltijdse medewerker aan te werven om de “Good Food”-strategie te coördineren.

Wat de adviesraad voor duurzame ontwikkeling betreft, die is al anderhalf jaar niet bijeengekomen. Die heet nu de adviesraad voor ecologische transitie. Die zou in 2022 opnieuw op gang moeten komen om het klimaatplan op te volgen, er actief aan deel te nemen en het plan te controleren.

De gemeentelijke samenhang bij de uitwerking en lancering van het klimaatplanbeleid is op dit moment niet erg duidelijk, omdat u nog niet over alle informatie beschikt. Het college en ik hebben zicht op de rode draad. Het gaat goed. Wij beschikken nog niet over alle informatie, met name omdat er twee studies aan de gang zijn, één over de risico's en de kwetsbaarheid van het grondgebied en één over de driejarenbegroting.

Er zal een commissie worden opgericht zodra wij u meer duidelijke informatie kunnen geven.

De heer Sheikh Hassan:

Ook al is de commissie voor ecologische transitie nog niet bijeengekomen, toch blijkt uit de wijkraden duidelijk de wens en de nood om het grondgebied groener te maken. Dit was een kans om een grote slag te slaan daar waar de budgetten wellicht tekortschieten in verhouding tot de gemeentebegroting.

De locatie is niet toevallig gekozen. Ze biedt de mogelijkheid om continuïteit te creëren tussen de bestaande groene ruimten. We proberen gemineraliseerde zones zonder groen te vermijden op het grondgebied. De gekozen locaties maximaliseren het aantal bomen en filtergebieden in een korte tijd en met zo weinig mogelijk beperkingen wat mobiliteit betreft.

Wat de samenhang betreft, moet de risico- en kwetsbaarheidsstudie haar conclusies nog bekendmaken. Zonder op de resultaten van de studie vooruit te willen lopen, is het duidelijk dat de kwestie van de doorlatendheid van de bodem een prioriteit is.

20.12.2021/A/0010 **Convention type relative au volontariat et des modalités qui en découlent - Approbation**

Le Conseil communal,

Considérant que le service Contact Plus est en charge du « volontariat » pour la commune d'Etterbeek et qu'à ce titre il accompagne, organise et gère les demandes tant des bénéficiaires que des volontaires ;

Considérant qu'il y a lieu de centraliser au sein d'un même service toutes les demandes en relation avec le volontariat afin d'harmoniser la procédure d'engagement volontaire ;

Considérant que dans ce cadre, il est nécessaire d'établir une convention de volontariat type applicable à chaque volontaire afin de l'avertir de ses droits et responsabilités ;

DECIDE :

1. de désigner le service Contact Plus comme responsable du volontariat pour l'ensemble de la commune d'Etterbeek ;
2. d'approuver la convention de volontariat telle qu'établie ci-dessous :

CONVENTION DE VOLONTARIAT

Le volontariat est réglé par la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

La présente convention a pour but de présenter la commune en tant qu'organisation faisant appel à des volontaires et de rappeler les droits et responsabilités réciproques dans ce cadre.

ENTRE

1. ADMINISTRATION COMMUNALE D'ETTERBEEK

Coordonnées : Avenue des Casernes 31/1 – 1040 Etterbeek

Téléphone : 02/627.21.11

E-mail : info@etterbeek.brussels

Site Internet : www.etterbeek.brussels

Statut juridique et objet social : Service public – commune / administration chargée de mettre en œuvre la politique de l'autorité communale et composée de différents services travaillant ou non en contact direct avec les citoyens.

CI-APRÈS DÉNOMMÉE « LA COMMUNE » ;

2.

M·MME

.....
Domicilié·e.....

Téléphone

.....
E-

mail.....

CI-APRÈS DÉNOMMÉ·E « LE·LA VOLONTAIRE » ;

Il est préalablement exposé que le service communal responsable du volontariat est le service « Contact Plus » ; cela implique que font notamment partie de ses missions :

- la mise en relation des candidats au volontariat avec le service communal concerné par la mission ;
- une information complète au·à la volontaire sur ses droits et responsabilités (en ce compris la mise à disposition de la documentation nécessaire).

Pour toutes questions, le·la volontaire peut contacter Contact Plus, dont les coordonnées sont reprises à l'article 2.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les droits et responsabilités respectifs du·de la volontaire et de la Commune.

En vue d'assurer une bonne exécution de la présente convention de volontariat, les parties conviennent que :

- la Commune communiquera au·à la volontaire les heures où sa présence est souhaitée ;
- le·la volontaire informera la Commune dès que possible de ses éventuelles absences, ou de tout autre problème éventuel, en particulier de toute circonstance pouvant mettre en cause la responsabilité de la Commune ;
- le·la volontaire se coordonnera avec la Commune ;
- le·la volontaire s'engage à respecter le but et l'objet social de la Commune, tant dans son esprit que dans sa lettre.

ARTICLE 2 : SERVICE COMMUNAL RESPONSABLE DU VOLONTARIAT AU SEIN DE LA COMMUNE

CONTACT PLUS

Nom de la personne responsable

Fonction au sein du service

Adresse : Avenue des Casernes, 31/1 - 1040 Etterbeek

Téléphone : 02/627.27.37

E-mail : volontariat@etterbeek.brussels

ARTICLE 3 : NATURE DE L'ACTIVITÉ DE VOLONTARIAT

Nom du service au sein duquel le/la volontaire preste

(contact :)

Description de la mission de volontariat.....

ARTICLE 4 : DURÉE HEBDOMADAIRE ET HORAIRE, MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACTIVITÉ

Pour des raisons d'organisation et d'optimalisation des prestations et, sauf accord en sens contraire entre parties, les prestations auront lieu le :

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
de ... h. à ...h....	de ... h. à ...h....	de ... h. à ...h....	de ... h. à ...h....	de ... h. à ...h....

Samedi	Dimanche
de ... h. à ...h....	de ... h. à ...h....

L'activité volontaire ne devra toutefois pas être réalisée - durant les vacances scolaires - durant les jour fériés*

(*biffer les mentions inutiles).

ARTICLE 5 : DÉFRAIEMENT

Aucun défraiement n'est accordé au volontaire dans l'exercice de ses activités pour la Commune.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune conserve le droit de déroger au présent article.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉ EN CAS DE DOMMAGE CAUSÉ PAR LE-LA VOLONTAIRE

La Commune est tenue responsable des dommages causés par le/la volontaire dans l'exercice de son activité, à la Commune ou à des tiers, à la condition que ces dommages ne soient pas causés par le/la volontaire à la suite d'un dol, d'une faute lourde ou de fautes

légères habituelles.

ARTICLE 7 : ASSURANCE [1]

La Commune a souscrit au profit du volontaire et de la Commune une assurance destinée à couvrir la responsabilité civile, à l'exclusion de la responsabilité pénale et contractuelle. La Commune annexe à la présente convention copie de cette assurance. Le-la volontaire déclare avoir pris connaissance des conditions de l'assurance et des plafonds qui y sont repris.

Il marque son accord sur ceux-ci.

Organisme assureur :

Coordonnées de contact :

N° de police :

Autres assurances éventuelles :

Risques couverts :

Organisme assureur :

Coordonnées de contact :

ARTICLE 8 : DEVOIR DE DISCRÉTION

Le-la volontaire s'engage à respecter le devoir de discrétion et s'abstiendra de communiquer les informations confidentielles reçues dans l'exercice de son volontariat. Cette obligation de réserve reste d'application après cessation de la présente convention.

ARTICLE 9 : RGPD

En entamant son activité de volontariat, le-la volontaire certifie sur l'honneur que les renseignements fournis sont exacts et s'engage à signaler à la Commune tout changement dans les plus brefs délais. Il-elle autorise la Commune à conserver ses données personnelles telles que fournies lors du premier entretien durant toute la durée de son volontariat. Au terme de celui-ci, les données du-de la volontaire sont supprimées. Le-la volontaire peut à tout moment demander la consultation de ses données et leur modification.

ARTICLE 10 : FIN DE LA CONVENTION

La convention de volontariat prendra fin de plein droit le Les parties peuvent mettre en tout temps fin à cette convention. Sauf circonstances exceptionnelles, les parties s'engagent à notifier leur intention de mettre fin à la convention au moins jours à l'avance, et ce, par mail ou par écrit.

Fait à Etterbeek, le en deux exemplaires.

La Commune et le-la volontaire reconnaissent avoir reçu l'exemplaire qui leur revient.

Pour la Commune,

Annick PETIT
Secrétaire communale f.f.

Vincent DE WOLF
Bourgmestre

Maryam MATIN FAR
Echevine de l'Action sociale

Le·La volontaire,
(nom, prénom, signature)

[1] La loi oblige les organisations à souscrire à une assurance civile extracontractuelle de volontariat. Elle couvre les dommages causés aux tiers par le volontaire en cas de faute légère (sont exclus les cas de dol, faute grave et fautes légères répétitives).e les organisations à souscrire à une assurance civile extracontractuelle de volontariat. Elle couvre les dommages causés aux tiers par le volontaire en cas de faute légère (sont exclus les cas de dol, faute grave et fautes légères répétitives).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Modelovereenkomst inzake vrijwilligerswerk en daarmee samenhangende regelingen - Goedkeuring

De gemeenteraad,

overwegende dat de dienst Contact Plus belast is met het “vrijwilligerswerk” voor de gemeente Etterbeek en dat de dienst in die hoedanigheid de aanvragen van zowel begunstigden als vrijwilligers begeleidt, organiseert en beheert;

overwegende dat alle aanvragen in verband met vrijwilligerswerk binnen eenzelfde dienst moeten worden gecentraliseerd om de procedure voor vrijwilligerswerk te harmoniseren;

overwegende dat het in dit verband noodzakelijk is om een standaard-vrijwilligersovereenkomst op te stellen die op elke vrijwilliger van toepassing is om de vrijwilliger te informeren over zijn rechten en verantwoordelijkheden;

BESLIST

1. om de dienst Contact Plus aan te wijzen als verantwoordelijke voor het vrijwilligerswerk in de hele gemeente Etterbeek;
2. om de onderstaande vrijwilligersovereenkomst goed te keuren:

VRIJWILLIGERSOVEREENKOMST

Het vrijwilligerswerk wordt geregeld door de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

Het doel van deze overeenkomst is om de gemeente voor te stellen als organisatie die een beroep doet op vrijwilligers en de wederzijdse rechten en verantwoordelijkheden in dit verband te herhalen.

TUSSEN

1. GEMEENTEBESTUUR VAN ETTERBEEK

Gegevens: Kazernenlaan 31/1 – 1040 Etterbeek

Telefoon: 02 627 21 11

E-mail: info@etterbeek.brussels

Website: www.etterbeek.brussels

Juridisch statuut en maatschappelijk doel: Overheidsdienst – gemeente / bestuur belast met de uitvoering van het beleid van de gemeentelijke overheid en samengesteld uit verschillende diensten die al dan niet in rechtstreeks contact staan met de burgers.

HIERNA “DE GEMEENTE” GENOEMD

2. DE HEER/MEVROUW

.....
Woonplaats:

.....
Telefoon:

.....
E-mail:

.....
HIERNA “DE VRIJWILLIGER” GENOEMD

Vooraf wordt uiteengezet dat de gemeentedienst die verantwoordelijk is voor het vrijwilligerswerk de dienst Contact Plus is. Dat houdt met name de volgende opdrachten in:

- kandidaat-vrijwilligers in contact brengen met de gemeentedienst waarvoor de opdracht wordt uitgevoerd;
- de vrijwilliger informeren over zijn rechten en verantwoordelijkheden (waaronder ook de nodige documenten aanreiken).

Met vragen kan de vrijwilliger terecht bij Contact Plus, waarvan de gegevens worden vermeld in artikel 2.

ARTIKEL 1: VOORWERP VAN DE OVEREENKOMST

Deze overeenkomst heeft tot doel om de respectieve rechten en verantwoordelijkheden van de vrijwilliger en de gemeente vast te leggen.

Om een goede uitvoering van deze vrijwilligersovereenkomst te verzekeren, komen de partijen overeen dat:

- de gemeente de vrijwilliger op de hoogte brengt van de uren waarop zijn aanwezigheid is gewenst;
- de vrijwilliger de gemeente zo snel mogelijk op de hoogte brengt van eventuele afwezigheden of eventuele andere problemen, in het bijzonder alle omstandigheden die onder de verantwoordelijkheid van de gemeente zouden kunnen vallen;
- de vrijwilliger overlegt met de gemeente;
- de vrijwilliger zich ertoe verbindt de doelstelling en het maatschappelijk doel van de gemeente te respecteren, zowel naar letter als naar geest.

ARTIKEL 2: GEMEENTEDIENST DIE VERANTWOORDELIJK IS VOOR HET VRIJWILLIGERSWERK IN DE GEMEENTE

CONTACT PLUS

Naam van de verantwoordelijke
.....
Functie binnen de dienst
.....

Adres: Kazernenlaan 31/1 – 1040 Etterbeek

Telefoon: 02 627 27 37

E-mail: volontariat@etterbeek.brussels

ARTIKEL 3: AARD VAN DE VRIJWILLIGERSACTIVITEIT

Naam van de dienst waar de vrijwilliger zijn activiteit presteert
.....

(contact:)

Beschrijving van de vrijwilligersopdracht
.....
.....
.....

ARTIKEL 4: WEKELIJKSE DUUR EN UURROOSTER, VOORWAARDEN VOOR DE UITVOERING VAN DE ACTIVITEIT

Om organisatorische redenen en om de prestaties te optimaliseren en tenzij de partij onderling anders overeenkomen, vinden de prestaties plaats op:

Maandag	Dinsdag	Woensdag	Donderdag	Vrijdag
van ... uur tot ... uur	van ... uur tot ... uur	van ... uur tot ... uur	van ... uur tot ... uur	van ... uur tot ... uur

Zaterdag	Zondag
van ... uur tot ... uur	van ... uur tot ... uur

De vrijwilligersactiviteit moet niet worden uitgevoerd - tijdens de schoolvakanties - op feestdagen*

(* schrappen wat niet past)

ARTIKEL 5: ONKOSTENVERGOEDING

De vrijwilliger krijgt geen onkostenvergoeding in het kader van de uitoefening van zijn activiteiten voor de gemeente.

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente behoudt zich het recht voor om af te wijken van dit artikel.

ARTIKEL 6: AANSPRAKELIJKHEID IN GEVAL VAN SCHADE VEROORZAAKT DOOR DE VRIJWILLIGER

De gemeente wordt aansprakelijk gehouden voor schade die de vrijwilliger bij de uitoefening van zijn activiteit veroorzaakt aan de gemeente of aan derden op voorwaarde dat de schade die door de vrijwilliger werd veroorzaakt niet voortvloeit uit bedrog, een ernstige fout of herhaaldelijke lichte fouten.

ARTIKEL 7: VERZEKERING[1]

De gemeente heeft ten behoeve van de vrijwilliger en van de gemeente een verzekering afgesloten die de burgerlijke aansprakelijkheid dekt, met uitsluiting van de strafrechtelijke en contractuele aansprakelijkheid. De gemeente voegt bij deze overeenkomst een kopie van die verzekering. De vrijwilliger verklaart kennis te hebben genomen van de voorwaarden van de verzekering en de plafonds die erin zijn opgenomen.

Hij gaat hiermee akkoord.

Verzekeringsmaatschappij:

.....
Contactgegevens:

.....
Polisnummer:

.....

Eventuele andere verzekeringen:

Gedekte risico's:

.....
Verzekeringsmaatschappij:

.....
Contactgegevens:

.....

ARTIKEL 8: DISCRETIEPLICHT

De vrijwilliger verbindt zich ertoe de discretieplicht in acht te nemen en geen vertrouwelijke informatie mee te delen die hij in het kader van zijn vrijwilligerswerk heeft ontvangen.

Deze geheimhoudingsplicht blijft gelden na de beëindiging van deze overeenkomst.

ARTIKEL 9 : AVG

Door te starten met zijn vrijwilligersactiviteit, verklaart de vrijwilliger op eer dat de ingevulde gegevens correct zijn en verbindt hij zich ertoe de gemeente zo snel mogelijk op de hoogte te brengen van elke wijziging. Hij geeft de gemeente toestemming om zijn persoonlijke gegevens zoals hij die bezorgd heeft tijdens het eerste gesprek te bewaren tijdens de volledige duur van zijn vrijwilligerswerk. Na afloop worden de gegevens van de vrijwilliger verwijderd. De vrijwilliger kan op elk moment vragen om zijn gegevens te raadplegen en te wijzigen.

ARTIKEL 10 : EINDE VAN DE OVEREENKOMST

De vrijwilligersovereenkomst eindt van rechtswege op De partijen kunnen deze overeenkomst op elk moment stopzetten. Behoudens uitzonderlijke omstandigheden verbinden de partijen zich ertoe om hun voornemen om de overeenkomst stop te zetten minstens dagen op voorhand mee te delen en dat via e-mail of schriftelijk.

Opgemaakt in Etterbeek op in twee exemplaren.

De gemeente en de vrijwilliger erkennen elk hun eigen exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de gemeente,

Annick PETIT
Waarnemend gemeentesecretaris

Vincent DE WOLF
Burgemeester

Maryam MATIN FAR
Schepen van Maatschappelijk Welzijn

De vrijwilliger,
(naam, voornaam, handtekening)

[1]De wet verplicht organisaties ertoe om een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid buiten overeenkomst voor vrijwilligers af te sluiten. Die dekt schade veroorzaakt aan derden door de vrijwilliger in geval van lichte fout (zijn uitgesloten: gevallen van bedrog, ernstige fout en herhaaldelijke lichte fouten).organisaties ertoe om een verzekering burgerrechtelijke aansprakelijkheid buiten overeenkomst voor vrijwilligers af te sluiten. Die dekt schade veroorzaakt aan derden door de vrijwilliger in geval van lichte fout (zijn uitgesloten: gevallen van bedrog, ernstige fout en herhaaldelijke lichte fouten).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur Mommer :

Je ne me rappelle pas avoir lu dans le point si la commune prenait une assurance spécifique pour une couverture en matière de soins de santé si, durant les activités de bénévolat, les volontaires subissent un dommage corporel par exemple.

Monsieur le Bourgmestre :

Votre remarque est justifiée et c'est la raison pour laquelle nous avons centralisé la rédaction de la convention de volontariat et son suivi.
Certaines initiatives avaient été prises mais elles n'étaient pas normées. Tout cela est maintenant bien prévu et géré par le service juridique de la commune.

Monsieur du Bus :

Quel est le nombre de volontaires recensé par la commune ?
Comment s'inscrit ce nombre dans le temps ? Est-il en hausse ou en baisse ?
Est-ce que le covid a une incidence dans la mobilisation de volontaires ?

Les volontaires sont souvent des gens passionnés et qui ont des choses à dire et à partager.
Existe-il un processus qui permette de recueillir les idées des volontaires dans les matières pour lesquelles ils s'engagent ?

Monsieur le Bourgmestre :

Nous sommes en difficulté pour vous fournir des réponses à ce stade-ci.
Nous avons demandé au service Contact Plus d'être la tour pilote du service volontariat car au départ il avait été créé essentiellement pour aider les personnes âgées.

Il me semble qu'il y a une trentaine de volontaires habituels. Nous avons recentralisé la gestion des contrats des assurances et l'aspect juridique du volontariat pour que ce soit mené conformément à la loi en la matière.

Je propose à Madame Matin Far de faire une réponse écrite à Monsieur du Bus pour être suffisamment précis.

De heer Mommer:

Ik kan mij niet herinneren in het punt te hebben gelezen of de gemeente een specifieke verzekering afsluit voor dekking van ziektekosten indien vrijwilligers tijdens het vrijwilligerswerk bijvoorbeeld lichamelijke schade oplopen.

Mijnheer de burgemeester:

Uw opmerking is terecht en daarom hebben wij de opstelling van de vrijwilligersovereenkomst en de opvolging ervan gecentraliseerd.

Er waren enkele initiatieven genomen, maar deze werden niet gestandaardiseerd. Dit alles wordt nu goed gepland en beheerd door de juridische dienst van de gemeente.

De heer du Bus:

Hoeveel vrijwilligers telt de gemeente?

Hoe evolueert dat aantal in de tijd? Neemt het toe of daalt het?

Heeft Covid een invloed op de mobilisatie van vrijwilligers?

Vrijwilligers zijn vaak gepassioneerde mensen die iets te zeggen en te delen hebben. Is er een proces voor het verzamelen van ideeën van vrijwilligers over de materies waarbij zij betrokken zijn?

Mijnheer de burgemeester:

Wij hebben in dit stadium moeite met het geven van antwoorden.

Wij hebben de dienst Contact Plus gevraagd om als draaischijf voor de vrijwilligersdienst te fungeren, omdat deze oorspronkelijk hoofdzakelijk is opgericht om ouderen te helpen.

Ik denk dat er zo'n 30 vaste vrijwilligers zijn. Wij hebben het beheer van de verzekeringscontracten en het juridische aspect van het vrijwilligerswerk opnieuw gecentraliseerd, zodat het wordt uitgevoerd in overeenstemming met de geldende wetgeving.

Ik stel mevrouw Matin Far voor dat zij een schriftelijk antwoord geeft aan de heer du Bus om voldoende nauwkeurig te zijn.

20.12.2021/A/0011 **Mobilité - 25ème renouvellement du Contrat de Mobilité entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Etterbeek**

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux Communes dans le cadre d'un contrat de mobilité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport, section II adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles applicables pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre du contrat de mobilité ;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement qui précise "qu'il appartient aux Communes de prendre les mesures pour gérer la circulation, notamment en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'interventions rapides en cas d'accident qui perturbe la circulation sur les voiries où le trafic est important" ;

Considérant que la Région Bruxelloise doit évoluer vers une mobilité durable ;

Considérant que les transports en commun, les déplacements à pied et à vélo sont des éléments essentiels d'une mobilité durable ;

Considérant que la promotion de l'utilisation des transports en commun passe notamment par l'amélioration de leur vitesse commerciale ;

Considérant que la promotion des déplacements à pied et à vélo passe par une augmentation de leur sécurisation ;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la Commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement ;

Considérant que la Région encourage les Communes à amplifier la présence de leur police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de circulation ;

Vu le rapport relatif à l'exécution du contrat de mobilité en cours ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

1. d'approuver le rapport relatif à l'exécution du contrat de mobilité en cours ;
2. de solliciter une subvention auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport, section II - adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité, pour la surveillance de 2 carrefours prioritaires établis en voirie régionale et de 13,590 kilomètres de voiries régionales dont le détail figure au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération ;
3. de souscrire aux engagements figurant au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération ;
4. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente

décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Mobiliteit - 25ste vernieuwing van het Mobiliteitscontract tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II aanpassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract;

gelet op de intentieverklaring van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan die stelt dat “de gemeenten dan ook de nodige maatregelen moeten nemen voor het beheer van het verkeer, met name door agenten voor deze taak in te zetten en door nadere regels uit te werken voor snelle tussenkomsten bij ongevallen die het verkeer op de drukke wegen verstoren”;

overwegende dat het Brussels Gewest naar een duurzame mobiliteit moet evolueren;

overwegende dat het openbaar vervoer en de verplaatsingen te voet en met de fiets essentieel onderdeel uitmaken van een duurzame mobiliteit;

overwegende dat de commerciële snelheid van het openbaar vervoer verhoogd moet worden indien men het gebruik ervan wil promoten;

overwegende dat verplaatsingen met de fiets en te voet veiliger gemaakt moeten worden indien men deze wil promoten;

overwegende dat verkeersopstoppingen een nefaste impact hebben op de socio-economische werking van de gemeente en dat ze schadelijke gevolgen hebben voor de gezondheid en het leefmilieu;

overwegende dat het Gewest de gemeenten aanmoedigt om de aanwezigheid van hun politiediensten op gewestwegen te verhogen om er het verkeer in goede banen te leiden;

gelet op het rapport betreffende de uitvoering van het lopende mobiliteitscontract;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

na beraadslaging;

BESLIST

1. om het rapport betreffende de uitvoering van het lopende mobiliteitscontract goed te keuren;
2. om in, overeenstemming met het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract, een subsidie aan te vragen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het toezicht op twee prioritaire kruispunten op gewestwegen en voor 13,590 kilometer gewestwegen waarvan een gedetailleerd overzicht weergegeven is in het mobiliteitscontract, dat bij deze beraadslaging gevoegd werd;
3. de verbintenissen vermeld in het mobiliteitscontract dat bij deze beraadslaging gevoegd werd aan te gaan;
4. het college van burgemeester en schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Madame Bataille :

Parmi les voiries régionales prioritaires où la commune s'engage à assurer la surveillance par une présence policière effective, il y a l'avenue de Tervueren.

Les objectifs sont, entre autres, de faciliter le passage des autobus et d'éviter le stationnement en double file sur les allées latérales.

J'aimerais attirer l'attention sur la nécessité de mieux surveiller la mise en place de la piste cyclable unidirectionnelle côté impair car il y a encore des cyclistes et des trottinettes qui la prennent à contresens.

Les riverains sont alors pris par surprise sur leur flanc droit en sortant de leur domicile. C'est particulièrement dangereux à hauteur du foyer d'hébergement pour personnes ayant un handicap.

J'aurais aimé que cette mission puisse être ajoutée au contrat ou d'une façon ou d'une autre, prise en charge.

Monsieur le Bourgmestre :

Dans le contrat non, car nous ne pouvons pas modifier le contrat qui date de l'époque de Monsieur Hervé Hasquin. Par contre, je ne vais pas manquer de traduire cela sous forme de directives envers la police dès avant même la mise en œuvre des pistes cyclables.

Mevrouw Bataille:

Een van de belangrijkste gewestwegen waarvoor de gemeente zich ertoe verbindt om toezicht te houden door een doeltreffende aanwezigheid van de politie is de Tervurenlaan. De doelstellingen zijn onder andere de doorgang van bussen te vergemakkelijken en dubbel parkeren op de ventwegen te voorkomen.

Ik zou de aandacht willen vestigen op de noodzaak van een betere controle op het eenrichtingsfietspad aan de oneven kant, aangezien er nog steeds fietsers en steps zijn die

in de tegenovergestelde richting rijden.

De bewoners worden dan aan hun rechterzijde verrast bij het verlaten van hun woning. Dit is vooral gevaarlijk ter hoogte van de opvang voor personen met een handicap.

Ik had graag gezien dat deze opdracht aan het contract wordt toegevoegd of op de een of andere manier wordt uitgevoerd.

Mijnheer de burgemeester:

Niet in het contract, want wij kunnen het contract dat dateert uit de tijd van de heer Hervé Hasquin niet wijzigen. Ik zal echter niet nalaten dit om te zetten in richtlijnen voor de politie, nog vóór de aanleg van de fietspaden.

3 annexes / 3 bijlagen

ETT026_ContratMob FR.doc, ETT026_ContratMob NL.doc, ETT026_PV20211124.pdf

20.12.2021/A/0012 **Maison de la Mobilité active ("Ma(h)Ma") - Location d'un bien - Option.**

Le Conseil communal,

Vu le projet de la création d'une maison de la mobilité active (Mahma);

Considérant que l'administration communale, à défaut de disposer d'un local adéquat, recherche sur son territoire, un endroit susceptible d'accueillir ladite maison;

Considérant que les recherches ont permis de trouver un local ayant abrité un garage et dont l'espace conviendrait aux activités que l'on envisage de développer au sein de la Mahma;

Considérant qu'une visite technique est indispensable et que la liste des travaux à effectuer doit être établie avant de conclure un contrat de bail;

Considérant par ailleurs qu'il conviendrait de pouvoir disposer d'une option sur le bien de manière à pouvoir effectuer les vérifications nécessaires sans perdre la possibilité de louer le bien;

Considérant que l'option serait conclue pour un mois renouvelable tacitement au maximum 6 fois et pour un montant de 1.300 euros par mois;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE d'approuver les termes de la convention octroyant, à l'administration communale, une option sur le bien sis avenue de la Chasse 231 à 1040 Etterbeek :

OPTION

La PRESENTE OPTION est conclue à [lieu] le [date]

ENTRE

1. Candidat Bailleur :

L'association sans but lucratif « **UNIO** », ayant son siège à 1000 Bruxelles, rue du Commerce 123, inscrite au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro BE410.810.044.

valablement représentée par Monsieur John LEWIS, domicilié à 2570 Duffel, Hermansstraat 1/32 en sa qualité d'administrateur délégué ;

Ci-après dénommée, le « **Candidat Bailleur** »

ET

2. Candidat Preneur :

L'Administration Communale d'Etterbeek représentée par M. Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Mme Annick PETIT, Secrétaire communale f.f.

Ci-après dénommée, le « **Candidat Preneur** »

Les parties citées sous les points A et B sont désignées ci-après conjointement les Parties et individuellement la Partie.

EXPOSE PREALABLE

Le Candidat Bailleur est propriétaire du bien faisant l'objet de la présente convention.

Le Candidat Bailleur a marqué son accord pour déjà donner au candidat Preneur une option pour la location de ce bien.

Cette convention formalise cet accord.

LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIVIT :

1. Description du bien

Le Candidat Bailleur donne à au Candidat Preneur qui accepte, une option pour la location d'un espace commercial d'une superficie totale d'environ 170 m² (le Bien Loué) sis au rez de chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 231 de l'Avenue de la Chasse à 1040 Etterbeek. Le Bien est indiqué sur le plan repris en annexe 1 de l'Option.

2. Destination

Le Candidat Bailleur donne au Candidat Preneur le Bien en option en vue de l'exploitation de la Ma(h)ma = la maison de la mobilité active.

3. Durée

Cette option a une durée de **un mois**, à dater du 14 Novembre 2021. Elle est renouvelable tacitement au maximum 6 fois pour une période d'un mois.

Chaque partie aura le droit de renoncer à l'option moyennant l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée au moins 15 jours avant l'expiration de chaque mois.

Le Candidat Preneur pourra lever l'option à tout moment et faire substituer à celle-ci un Bail de location aux conditions à définir d'un commun accord.

Au terme de l'Option, soit il sera conclu un contrat de bail, soit le Bien sera remis à la

disposition définitive du Candidat Bailleur.

4. Montant

L'indemnité de réservation est fixée d'un commun accord à 1300€ par mois payable par anticipation, sur le compte **BE90 3632 0676 4432**.

Fait de bonne foi à Bruxelles, le 19/11/2021, en deux exemplaires dont chacune des parties déclare avoir reçu un exemplaire signé.

Pour accord,

Le Candidat Preneur

Le Candidat Bailleur

Nom : John LEWIS
Fonction : Administrateur délégué

Par ordonnance,
Nom : Annick PETIT
Vincent DE WOLF
Fonction : Secrétaire communale f.f.
Bourgmestre

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Huis van de Actieve Mobiliteit (“Ma(h)Ma”) – Huur van een lokaal – Optie

De gemeenteraad,

gelet op het project voor de oprichting van een huis van de actieve mobiliteit (Mahma);

overwegende dat het gemeentebestuur niet over een geschikt lokaal beschikt en daarom op haar grondgebied op zoek is naar een plaats waar dat huis kan worden ingericht;

overwegende dat tijdens de zoektocht een lokaal werd gevonden waar vroeger een garage was gevestigd en waarvan de ruimte geschikt zou zijn voor de activiteiten die men wil organiseren in het Mahma;

overwegende dat een technisch bezoek noodzakelijk is en dat er een lijst met uit te voeren werkzaamheden moet worden opgesteld voordat een huurovereenkomst wordt gesloten;

overwegende dat het bovendien is aangewezen om een optie te hebben op het lokaal zodat de nodige controles kunnen worden uitgevoerd zonder de mogelijkheid om het lokaal te huren te verliezen;

overwegende dat de optie zou worden gesloten voor één maand, die maximaal 6 keer stilzwijgend kan worden verlengd, en voor een bedrag van 1.300 euro per maand;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om de voorwaarden goed te keuren van de overeenkomst die het gemeentebestuur een optie verleent op het lokaal gelegen op de Jachtlaan 231 in 1040 Etterbeek:

OPTIE

Deze **OPTIE** wordt gesloten in [plaats] op [datum]

TUSSEN

A. Kandidaat-verhuurder:

De vereniging zonder winstoogmerk “**UNIO**”, waarvan de zetel is gevestigd in 1000 Brussel, Handelsstraat 123, ingeschreven in het rechtspersonenregister van Brussel onder het nummer BE410.810.044, geldig vertegenwoordigd door de heer John LEWIS, gedomicilieerd in 2570 Duffel, Hermansstraat 1/32, in zijn hoedanigheid van gedelegeerd bestuurder;

hierna “**de kandidaat-verhuurder**” genoemd,

EN

B. Kandidaat-huurder:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris,

hierna “**de kandidaat-huurder**” genoemd,

De partijen die hierboven in punt A en punt B worden genoemd worden hierna samen “de partijen” en individueel “de partij” genoemd.

VOORAFGAANDE UITEENZETTING

De kandidaat-verhuurder is de eigenaar van het lokaal dat het voorwerp uitmaakt van deze overeenkomst.

De kandidaat-huurder is al akkoord gegaan om de kandidaat-huurder een optie te geven voor de huur van dat lokaal.

Deze overeenkomst formaliseert dat akkoord.

DE PARTIJEN ZIJN OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Beschrijving van het lokaal

De kandidaat-verhuurder verleent aan de kandidaat-huurder die aanvaardt, een optie tot huur van een handelsruimte met een totale oppervlakte van ongeveer 170 m² (het gehuurde “lokaal”) gelegen op de benedenverdieping en de kelderverdieping van het gebouw gelegen op de Jachtlaan 231 in 1040 Etterbeek. Het lokaal is aangeduid op het plan in bijlage 1 bij de optie.

Bestemming

De kandidaat-verhuurder verleent de kandidaat-huurder het lokaal in optie met het oog op de uitvoering van het Ma(h)ma = huis van de actieve mobiliteit.

Duur

Deze optie duurt **een maand**, vanaf 14 november 2021. Ze kan maximaal 6 keer stilzwijgend worden verlengd voor een periode van een maand.

Elke partij heeft het recht om af te zien van de optie op voorwaarde dat zij de andere partij minstens 14 dagen voor het einde van elke maand een aangetekend schrijven bezorgt.

De kandidaat-huurder kan de optie op elk moment opheffen en vervangen door een huurovereenkomst volgens de voorwaarden die in onderling overleg moeten worden vastgelegd.

Na afloop van de optie wordt ofwel een huurovereenkomst gesloten, ofwel wordt het lokaal definitief opnieuw ter beschikking gesteld van de kandidaat-verhuurder.

Bedrag

De reserveringsvergoeding werd in onderling overleg vastgelegd op 1.300 euro per maand. Dat bedrag moet op voorhand worden betaald op het rekeningnummer **BE90 3632 06 76 4432**.

Te goeder trouw opgemaakt in Brussel op 19/11/2021, in twee exemplaren, waarvan elke partij verklaart een ondertekend exemplaar te hebben ontvangen.

Voor akkoord,

De kandidaat-huurder

De kandidaat-verhuurder

Naam: John LEWIS
Functie: Gedelegeerd bestuurder

In opdracht,
Naam: Annick PETIT
Vincent DE WOLF
Functie: Waarnemend gemeentesecretaris
Burgemeester

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre :

Le bien a été trouvé, que nous devons encore aménager.

Nous sommes dans une option payante. Celui qui s'engage à ne pas louer à d'autres pendant un certain temps demande le paiement du loyer prévu mois par mois durant la durée de l'option. C'est là l'objet du point aujourd'hui.

On reviendra devant vous lorsque les choses se seront concrétisées et qu'on aura une charte de fonctionnement interne sur l'ensemble des services qui y seront rendus.

Mijnheer de burgemeester:

We hebben een lokaal gevonden dat we nog moeten inrichten.

We hebben een betalende optie. De partij die zich ertoe verbindt om gedurende een bepaalde periode niet aan anderen te verhuren vraagt de betaling van de verwachte huur maand na maand gedurende de looptijd van de optie. Daarover gaat het punt vandaag.

We zullen bij u terugkomen wanneer alles vorm heeft gekregen en wanneer we een charter voor de interne werking hebben voor alle diensten die daar zullen worden verleend.

1 annexe / 1 bijlage

20.12.2021/A/0013 **Logement – Règlement relatif à l’octroi d’une prime « bonus-loyer » aux propriétaires confiant un logement à une agence immobilière sociale.**

Le Conseil communal,

Vu l’Ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement (*M.B.*, 18 juillet 2003) et notamment le Chapitre VII du Titre IV,

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales (*M.B.*, 8 janvier 2016) qui prévoit notamment en son article 22 :

« *La Ministre peut également agréer une des agences immobilières sociales agréées, en tant qu’Agence Immobilière Sociale Etudiante* »,

Vu l’article 10§2,3° dudit arrêté qui dispose qu’un flat/studio « *doit avoir une surface minimale de 26 mètres pour une personne seule et de 29 mètres pour un couple marié ou vivant maritalement* » mais qui prévoit que le respect de ces normes n’est pas requis pour les logements étudiants (art. 10§4),

Vu l’article 4§2 l’arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 septembre 2003 déterminant les exigences élémentaires en matière de sécurité, de salubrité et d’équipement des logements (*M.B.*, 19 septembre 2003) qui prévoit que la surface minimale d’un logement « *est ramenée à 12m² pour une personne et à 18 m² pour deux personnes pour les logements meublés et les logements d’étudiant* » et que par conséquent, la superficie d’un logement étudiant peut être inférieure à 26m²,

Vu le Règlement relatif à l’octroi d’une prime communale « bonus-loyer » aux propriétaires confiant un logement a une agence immobilière sociale approuvé par le Conseil communal du 08 mai 2017,

Considérant que l’Agence Immobilière Sociale Etudiante (ci-après l’A.I.S.E.), créée en 2016, fonctionne selon le principe des Agences Immobilières Sociales (A.I.S.) mais s’adresse exclusivement aux étudiants,

Considérant que l’A.I.S.E., est à ce jour, l’unique Agence Immobilière Sociale à destination des étudiants reconnue par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et que par conséquent, tout propriétaire désireux de confier un logement étudiant à une Agence Immobilière Sociale doit le faire par l’intermédiaire de l’A.I.S.E.,

Considérant que l’A.I.S.E. est la seule Agence Immobilière Sociale bruxellois à pouvoir prendre en location/gestion un bien dont la superficie est inférieure à 26 m²,

Considérant que pour garantir la sécurité juridique et budgétaire, les modifications du règlement relatif à l’octroi d’une prime communale « bonus-loyer » ne peuvent pas bénéficier de la rétroactivité,

Vu l’article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Décide de modifier les articles 1 et 4 du règlement communal relatif à l’octroi d’une prime

aux propriétaires confiant un logement à une agence immobilière sociale de la manière suivante :

Article 1

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

- « Agence immobilière sociale » :

L'association sans but lucratif agréée par la Région de Bruxelles-Capitale conformément aux articles 120 et suivants de l'(M.B., 18 juillet 2003) ainsi qu'au Chapitre II de l'ArrêtéM.B., 8 janvier 2016) et dont le siège social est sis sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ainsi que l'agence immobilière sociale agréée en tant qu'Agence Immobilière Sociale Etudiante (A.I.S.E) par la/le Ministre

- « Logement » :

L'immeuble ou la partie d'immeuble situé(e) sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ;

- « Logement étudiant » :

Petit logement individuel dont la superficie est inférieure à 26m² ne pouvant être destiné à un hébergement de type familial et dont la vocation principale est le logement d'étudiants ;

- « Propriétaire » :

Personne(s) physique(s) ou morale(s), titulaire(s) d'un droit réel sur un bien confié en gestion ou en location à une agence immobilière sociale.

Article 4

La prime est versée annuellement. Son montant est fonction du nombre de chambres du logement en se référant aux critères énoncés à l'article 10 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 *organisant les agences immobilières sociales*.

Tableau de répartition de la prime :

Type de logement	Montant annuel de la prime
Logement étudiant	75€
Studio	300€
1 chambre	350€
2 chambres	500€
3 chambres et plus	1200€

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Huisvesting – Reglement betreffende de toekenning van een premie als bonus boven op de huurprijs aan de eigenaars die een woning toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor

De gemeenteraad,

gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode (B.S.,

18 juli 2003) en in het bijzonder hoofdstuk VII van titel IV;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren (SB, 8 januari 2016) dat in artikel 22 het volgende bepaalt:

“De Minister kan een van de sociaal verhuurkantoor ook als “Sociaal Studentenverhuurkantoor” erkennen.”

gelet op artikel 10 §2, 3° van dat besluit dat bepaalt dat een flat of studio “een minimale oppervlakte [moet] hebben van 26 m voor een alleenstaande en 29 m voor een gehuwd of echtelijk samenwonend koppel” maar dat de naleving van die normen niet wordt vereist voor de studentenwoning (artikel 10 §4);

gelet op artikel 4 §2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 september 2003 tot bepaling van de elementaire verplichtingen inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting van de woningen (SB, 19 september 2003) dat bepaalt dat deze minimale oppervlakte van een woning “wordt teruggebracht tot 12 m² voor één persoon en tot 18 m² voor twee personen voor gemeubelde woningen en studentenwoningen” en dat bijgevolg de oppervlakte van een studentenwoning kleiner mag zijn dan 26m²;

gelet op het reglement betreffende de toekenning van een premie als bonus boven op de huurprijs aan de eigenaars die een woning toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 8 mei 2017;

overwegende dat het Sociaal Verhuurkantoor voor Studenten (hierna het SVKS), dat werd opgericht in 2016, werkt volgens de principes van de sociaal verhuurkantoren (SVK) maar zich enkel richt tot studenten;

overwegende dat het SVKS tot op vandaag het enige sociaal verhuurkantoor voor studenten is dat wordt erkend door de Brussels Hoofdstedelijke Regering en dat bijgevolg elke eigenaar die een studentenwoning wil toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor dat moet doen via het SVKS;

overwegende dat het SVKS het enige Brusselse sociaal verhuurkantoor is dat een woning met een oppervlakte van minder dan 26 m² kan verhuren/beheren;

overwegende dat de wijzigingen van het reglement betreffende de toekenning van een gemeentelijke premie als bonus boven op de huurprijs geen terugwerkende kracht mogen hebben om de rechtszekerheid en de begrotingszekerheid te waarborgen;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST Artikels 1 en 4 van het reglement betreffende de toekenning van een premie als bonus boven op de huurprijs aan de eigenaars die een woning toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

- Sociaal verhuurkantoor:

de vereniging zonder winstoogmerk die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest erkend wordt in overeenstemming met artikels 120 en volgende van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode (BS, 18 juli 2003) en

hoofdstuk II van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren (BS, 8 januari 2016) en waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is op het grondgebied van de gemeente Etterbeek alsook het sociaal verhuurkantoor dat is erkend als Sociaal Verhuurkantoor voor Studenten (SVKS) door de minister.

- Woning:

het woongebouw of het deel van een woongebouw dat gelegen is op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.

- Studentenwoning:

Kleine individuele woning waarvan de oppervlakte kleiner is dan 26m² en die niet kan worden gebruikt voor de huisvesting van een gezin en die hoofdzakelijk is bestemd als woning voor studenten.

- Eigenaar:

een natuurlijke persoon of een rechtspersoon die houder is van een zakelijk recht op het goed waarvan het beheer of de verhuur toevertrouwd wordt aan een sociaal verhuurkantoor.

Artikel 4

De premie wordt jaarlijks gestort. Het bedrag is afhankelijk van het aantal kamers van de woning waarbij een beroep gedaan wordt op de criteria uit artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren.

Tabel van de premieverdeling:

Soort woning	Jaarlijks premiebedrag
Studentenwoning	75 euro
Studio	300 euro
1 kamer	350 euro
2 kamers	500 euro
3 kamers en meer	1.200 euro

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre :

C'est bien à la suite des interpellations de Madame Bataille relatives à l'agence immobilière sociale étudiante que nous proposons de modifier le règlement en prévoyant un tarif spécifique pour le logement étudiant.

Mijnheer de burgemeester:

Het is naar aanleiding van de interpellaties van mevrouw Bataille in verband met het sociaal verhuurkantoor voor studenten dat we voorstellen om het reglement te wijzigen en een specifiek tarief te voorzien voor studentenwoningen.

Annick Petit quitte la séance / verlaat de zitting.

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

20.12.2021/A/0014 **Personnel administratif - Fonctionnaires légaux - Nomination, à titre définitif, par voie de promotion, d'un secrétaire communal**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 26/05/1997 portant modification des arrêtés organiques du personnel communal en vue de l'application de la « Charte sociale », rendue exécutoire par la lettre du Service de la tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu sa délibération du Conseil communal du 18 janvier 2010, approuvée par l'autorité de tutelle le 18 mars 2010 (références 005-2010/1220-jph), décidant de fixer les conditions particulières d'accès aux grades de secrétaire communal et de receveur communal ainsi que les programmes d'examen ;

Considérant que l'emploi de secrétaire communal est vacant depuis le 1^{er} août 2019 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 15 juillet 2021, limitant l'accès au grade de secrétaire communal par voie de promotion en lançant un appel interne ;

Considérant que l'Arrêté Organique pour le personnel communal prévoit que « les agents postulant par promotion sont dispensés de l'examen de qualification mais devront satisfaire à une épreuve de sélection qui consiste à établir une note de vision qui sera défendue devant le Collège des Bourgmestre et Echevins » ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2021 décidant d'entériner les résultats de l'épreuve de sélection de secrétaire communal ;

Considérant que Mme Annick PETIT, Gestionnaire des Ressources Humaines à titre définitif, est la seule candidate ayant réussi l'épreuve de sélection ;

Considérant que Mme Annick PETIT est en fonction auprès de notre administration depuis le 1^{er} mai 1996 ; qu'elle compte , dès lors, plus de 12 ans d'ancienneté dans l'administration dont minimum 3 ans dans le niveau A ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

NOMME :

- par voie de promotion, Mme Annick PETIT, au grade de secrétaire communal, à titre définitif, avec effet au 1^{er} janvier 2022.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 29 votes positifs, 1 abstention.

Administratief personeel - Wettelijke graden - Benoeming, in vast verband, via

bevordering, van een gemeentesecretaris

De Gemeenteraad,

gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18 januari 2010, goedgekeurd door de Toezichthoudende Overheid (ref. 005-2010/1220-jdh), houdende vaststelling van de bijzondere toegangsvoorwaarden tot de graden van gemeentesecretaris en gemeenteontvanger en ook de examenprogramma's;

overwegende dat de betrekking van gemeentesecretaris vacant is sinds 1 augustus 2019;

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen, in zijn zitting van 15 juli 2021, om de toegang tot de graad van gemeentesecretaris bij wijze van bevordering te beperken door een interne oproep uit te schrijven;

overwegende dat het organiek besluit voor het gemeentepersoneel voorziet dat “De ambtenaren die solliciteren door bevordering worden vrijgesteld van het bekwaamheidsexamen, maar moeten slagen voor een selectieproef die bestaat uit het opstellen van een visienota die voor het college van burgemeester en schepenen verdedigd zal worden”;

gezien de beraadslaging van het College en Burgemeester en Schepenen van 5 november 2021 beslissende om de resultaten van de selectieproeven van gemeentesecretaris te bekrachtigen;

overwegende dat Mevr. Annick PETIT, Human Resources Manager in vast verband, de enige kandidate is die geslaagd is voor de selectieproef;

overwegende dat Mevr. Annick PETIT in functie is bij onze administratie sinds 1 mei 1996; waardoor zij meer dan 12 jaar anciënniteit telt in onze administratie waarvan minimum 3 jaar in niveau A;

gezien de nieuwe gemeentewet;

BENOEMT :

- bij wijze van bevordering, Mevr. Annick PETIT tot de graad van gemeentesecretaris, in vast verband, vanaf 1 januari 2022.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 onthouding.

Monsieur le Bourgmestre :

Nous invitons Madame Petit à quitter la salle et c'est le 1er échevin qui prend sa place, c'est-à-dire Monsieur Lenaers.

Je ne pense pas que je doive vous présenter Madame Petit ou ses qualités.

Je suppose que le conseil votera unanimement sa promotion en qualité de secrétaire communale. Je propose de l'applaudir quand elle reviendra en séance. Une fois que la tutelle aura approuvé, on l'invitera à venir prêter serment au conseil communal et à cette occasion-là, on pourra fêter dignement cet évènement.

Mijnheer de burgemeester:

Wij vragen mevrouw Petit om de zaal te verlaten en de eerste schepen neemt haar plaats in, dat wil zeggen de heer Lenaers.

Ik denk niet dat ik mevrouw Petit of haar kwaliteiten hoeft voor te stellen.

Ik neem aan dat de raad unaniem haar bevordering tot gemeentesecretaris unaniem zal goedkeuren. Ik stel voor om voor haar te applaudisseren als ze terugkomt naar de vergadering. Zodra de toezichhoudende overheid haar goedkeuring geeft, zal mevrouw Petit worden uitgenodigd om de eed te komen afleggen voor de gemeenteraad en bij die gelegenheid kunnen wij deze gebeurtenis op waardige wijze vieren.

Contentieux - Geschillen

20.12.2021/A/0015 **Protocole d'accord relatif au centre d'accueil de demandeurs de protection internationale Froissart - Modification - Adoption.**

Le Conseil communal,

Considérant le New Samusocial a obtenu de Fedasil la gestion, à partir du 26 mai 2021, d'un centre d'accueil de demandeurs de protection internationale, situé rue Froissart 38 à 1040 Etterbeek ;

Considérant que la Zone de Police Montgomery et le New Samusocial souhaitent collaborer pour assurer un fonctionnement aussi harmonieux que possible du Centre d'Accueil, en étroite collaboration avec Fedasil et la Commune d'Etterbeek ; qu'il convenait de fixer les contours de cette collaboration dans un protocole d'accord entre toutes les parties ;

Vu la décision du Conseil communal du 28.06.2021 adoptant un protocole d'accord à ce sujet ;

Considérant qu'il convient de prolonger cette collaboration jusqu'au 31.05.2022 ; que les parties ont convenu qu'aucune prolongation au-delà de cette date ne serait envisagée ;

Considérant qu'il convient d'adapter le protocole approuvé en juin 2021 ;

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment son article 117 ;

DECIDE d'adopter le protocole d'accord ci-dessous :

Protocole d'accord relatif au centre d'accueil de demandeurs de protection internationale Froissart

ENTRE :

- Le New Samusocial dont le siège social est situé Boulevard Point Carré, 68 à 1070 Bruxelles, représentée par Monsieur Roy Sébastien en sa qualité de Directeur Général.

Dénommé ci-après, le New Samusocial

ET :

- Fedasil, dont le siège central est situé rue des Chartreux 21 à 1000 Bruxelles, représenté par Monsieur Michael Kegels en sa qualité de Directeur général.

Dénommé ci-après, «Fedasil »

ET :

- La Zone de police Montgomery, dont le siège est situé chaussée Saint-Pierre, 122 à 1040 Bruxelles, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Président du Collège de police et Monsieur Michaël JONNIAUX, Chef de Corps

Dénommée ci-après, la « Zone de police»

ET :

- La commune d'Etterbeek, située avenue des Casernes, 31/1 à 1040 Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale f. f.

Dénommée ci-après la « Commune d'Etterbeek »

Les parties au présent protocole d'accord (ci-après, le « Protocole ») étant dénommées les « Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le New Samusocial a obtenu de Fedasil la gestion, à partir du 26 mai 2021, d'un centre d'accueil de demandeurs de protection internationale situé rue Froissart 38 à 1040 Etterbeek (ci-après, le « Centre d'Accueil »).

La Zone de Police et le New Samusocial entendent collaborer pour assurer un fonctionnement aussi harmonieux que possible du Centre d'Accueil en étroite collaboration avec Fedasil et la Commune d'Etterbeek.

Le présent protocole a pour but de définir les éléments essentiels de cette collaboration entre les Parties concernant la gestion du Centre d'Accueil, et ce, pour une période se terminant le 31.05.2022 (sans possibilité de prolongation, ce que chacune des parties accepte de manière formelle).

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 – Responsabilité, représentation et personne de contact

1.1 Il est expressément convenu que le New Samusocial et Fedasil sont solidairement responsables du respect de toutes les obligations mises à charge du Centre d'Accueil par le Protocole.

1.2 Pour les besoins de l'exécution du Protocole et en particulier de son article 6, la Zone

de police est représentée par son Chef de Corps, Monsieur Michaël Jonniaux et le Centre d'Accueil est représenté par sa coordinatrice générale, Madame Marina Delhumeau, le tout sans préjudice des dispositions régissant la représentation légale de la Zone de police et du Centre d'Accueil.

1.3 La Zone de police et le Centre d'Accueil désignent chacun un de leurs membres pour effectuer le suivi quotidien de l'exécution du Protocole et pour servir de point de contact et de personne ressource pour toutes les questions liées à la gestion journalière du Centre d'Accueil. Sauf lorsqu'une disposition spécifique en décide autrement, les échanges d'informations prévus dans le Protocole seront adressés aux personnes mentionnées ci-dessous.

Pour la Zone de police, il s'agit du 1er Commissaire de police René Stormacq (ci-après, la « Personne de Contact de la Zone de police »), joignable par téléphone au numéro 02/788 9110, par GSM au numéro 0479/394.634 et par mail à l'adresse Rene.Stormacq@police.belgium.eu.

Pour le Centre d'Accueil, il s'agit de Madame Sonia Mendès (ci-après, la « Personne de Contact pour le Centre d'Accueil »), joignable par téléphone au numéro 0488.92.07.45 et par mail à l'adresse sonia.mendes@samusocial.be.

1.4 Tant le Chef de Corps que la Personne de Contact de la Zone de police veilleront à avertir le Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek de tout fait significatif porté à leur connaissance dans le cadre de l'exécution du Protocole.

Article 2 - Contrôle et inscription des demandeurs de protection internationale arrivant dans le Centre d'Accueil

2.1 Le Centre d'Accueil enverra quotidiennement à la Personne de Contact de la Zone de police une liste des demandeurs de protection internationale qui, dans les 24h précédentes, sont arrivés dans le Centre d'Accueil ou ont quitté le Centre d'Accueil. Cette liste doit contenir les noms, prénoms et dates de naissance de ces demandeurs de protection internationale, la composition de leur cellule familiale, leur numéro du registre national, le numéro de la chambre attribuée dans le Centre d'Accueil à chaque personne concernée et les informations relatives à leur statut dans le cadre des procédures justifiant leur présence dans le Centre d'Accueil.

2.2 La Zone de police effectuera, si possible dans la semaine qui suivra l'arrivée de chaque demandeur de protection internationale dans le Centre d'Accueil et pour autant que les documents nécessaires aient été adressés à la Commune d'Etterbeek, les démarches nécessaires pour aider à l'inscription de chaque demandeur de protection internationale à la Commune d'Etterbeek. Afin d'accroître l'efficacité du contrôle de résidence qui doit être effectué dans ce cadre, la Zone de police pourra choisir d'annoncer à l'avance au Centre d'Accueil la date de ce contrôle. Dans ce cas, le Centre d'Accueil informera ensuite chacun des demandeurs de protection internationale visés par le contrôle de résidence et leur demandera d'être présents le jour où ce contrôle doit être effectué.

Article 3 - Identification

3.1 Le Centre d'Accueil demandera à chaque demandeur de protection internationale de se munir en permanence de tous les documents légaux permettant son identification, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Centre d'Accueil.

3.2 À son arrivée au Centre d'Accueil, chaque demandeur de protection internationale reçoit un badge personnel sur lequel figurent son nom, son prénom et sa photo. Ce badge ne constitue en aucun cas un document légal d'identité, mais permet au demandeur de

protection internationale d'accéder plus facilement à certains services offerts au sein du Centre d'Accueil.

Le Centre d'Accueil conseillera aux demandeurs de protection internationale de porter leur badge personnel en permanence afin de permettre une identification plus rapide, étant entendu que le port de ce badge personnel ne pourra en aucun cas être imposé.

Article 4 – Informations relatives aux incidents et aux risques potentiels pour la sécurité

Les incidents survenant au sein du centre font l'objet d'une communication permanente entre Fedasil et le New Samusocial.

En outre, chaque incident fait l'objet d'une analyse de risque en interne et d'une fiche incident qui seront rédigées par le New Samusocial.

Fedasil a développé deux procédures de signalement des incidents : « Droit commun » et « Radicalisme » ; ces deux procédures se traduisent concrètement par l'emploi de deux modèles de formulaires (annexe 1 et annexe 2).

De manière générale, toute fiche d'incident est transmise par le New Samusocial à Fedasil et, en parallèle, directement en copie à la Personne de Contact de la Zone de police.

Les formulaires « Radicalisme » sont analysés par Fedasil, qui transforme ensuite ces formulaires en fiches destinées à l'Office des Etrangers. Copie de ces fiches est adressée, en parallèle, à la Personne de Contact de la Zone de police.

Article 5 - Echange d'informations entre le Centre d'Accueil et la Zone de police

5.1 Sans préjudice des dispositions légales applicables, le Centre d'Accueil veillera à communiquer quotidiennement à la Personne de Contact de la Zone de police toutes les informations dont il dispose concernant les demandeurs de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil. Ces informations comprennent, outre ce qui est indiqué aux points 2.1 et 3.1 du Protocole, les liens de parenté avec d'autres demandeurs de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil, l'état des procédures dans lesquelles le demandeur de protection internationale est engagé et une photo.

5.2 Le Centre d'Accueil tient un registre de toutes les personnes qui pénètrent dans le Centre d'Accueil en tant que visiteurs. Ce registre est rempli sur base de la carte d'identité dont la présentation est demandée à chaque visiteur. Les informations reprises dans ce registre sont transmises à la Zone de police sur simple demande et dans le strict respect des dispositions légales applicables.

Le Centre d'accueil signalera immédiatement et de sa propre initiative à la Personne de Contact de la Zone de Police toutes les personnes et tous les véhicules suspects aperçus à proximité du Centre d'Accueil. S'il estime que la présence de personne(s) et/ou véhicule(s) suspect(s) requière la prise de mesures urgentes, il avertira le Dispatching de la Zone de police conformément à ce qui est stipulé au point 7.3 du Protocole.

5.3 Sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 4 du Protocole, le Centre d'Accueil informe immédiatement la Personne de Contact de la Zone de police de tout incident survenu dans l'espace public impliquant un demandeur de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil et de tous les risques identifiés ou suspectés dans et autour du Centre d'Accueil, notamment en vue d'assurer la sécurité des demandeurs de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil et du personnel du New Samusocial.

Un relevé de ces « incidents et risques de sécurité » sera préparé par le Centre d'Accueil et son contenu sera communiqué de manière quotidienne à la Personne de Contact de la Zone de police, dans le strict respect des dispositions légales applicables.

5.4 Sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 9 du Protocole, le Centre d'Accueil et la

Zone de police veilleront à communiquer, par l'intermédiaire de leurs Personnes de Contact, au sujet des activités se déroulant ou des événements survenant à proximité du Centre d'Accueil et qui pourraient justifier une vigilance accrue en matière d'ordre public ou des mesures concernant la sécurité du Centre d'Accueil, des personnes qui y résident ou y travaillent, des riverains ou en matière de mobilité.

Article 6 - Modalités de concertation

6.1 Les Personnes de Contact identifiées au point 1.3 du Protocole prennent contact de manière régulière pour discuter des problèmes quotidiens qui se posent dans le cadre du Protocole et du fonctionnement du Centre d'Accueil ainsi que de toutes les informations, questions et instructions relatives à la sécurité dans et autour du Centre d'Accueil.

6.2 Les représentants du Centre d'Accueil et de la Zone de police identifiés au point 1.2 du Protocole organisent une concertation globale tous les mois. Au cours de cette concertation, tous les aspects de ce Protocole seront évalués. Sur la base d'un résumé des informations pertinentes, les participants à cette concertation globale réaliseront une analyse de la situation du Centre d'accueil et de ses résidents sur le plan de la sécurité.

Le lieu, la date, l'heure et les autres modalités pratiques de cette concertation globale seront déterminés de commun accord par les participants. Les résultats de ces concertations globales ne sont en aucun cas destinés à la publication, mais serviront à améliorer la coopération entre les Parties ainsi qu'à formuler et à mettre en œuvre d'éventuels projets d'amélioration.

Article 7 - Interventions au sein du Centre d'Accueil

7.1 En ce qui concerne les missions et les interventions effectuées ainsi que les mesures prises par la Zone de police que ce soit de sa propre initiative, à la demande des autorités judiciaires ou administratives ou pour répondre à une demande d'assistance du Centre d'Accueil, une distinction est faite entre les missions, interventions et mesures urgentes et les missions, interventions et mesures non urgentes.

L'urgence existe lorsque des missions et des interventions doivent être effectuées ou des mesures prises, sans délai, par la Zone de police dans le cadre de l'exécution d'une ou plusieurs de ses missions de police administrative ou judiciaire.

7.2 En cas de mission, d'intervention ou de mesure non urgente, la Zone de police se concertera autant que possible avec le Centre d'Accueil. Sans préjudice du strict respect des dispositions légales régissant les missions et interventions effectuées ainsi que les mesures prises par la Zone de police, tant en matière judiciaire qu'administrative, des informations seront échangées entre le Centre d'Accueil et la Zone de police afin de s'assurer que la mission, l'intervention ou la prise de mesures se déroule le mieux possible et dans le respect de la vie privée des demandeurs de protection internationale qui résident dans le Centre d'Accueil. Dans la mesure du possible, la Zone de police tiendra compte à cet égard des recommandations qui pourraient être formulées par le Centre d'Accueil.

Le Centre d'Accueil s'efforcera de prendre, au préalable et dans les limites de ses capacités d'action, des mesures destinées à faciliter la mission, l'intervention ou la prise de mesure annoncée par la Zone de police. Lors de cette mission ou intervention ou lors de la mise en œuvre de cette mesure, le Centre d'Accueil fournira ses meilleurs efforts afin que la Zone de police puisse travailler dans de bonnes conditions. Les actes qui peuvent être posés pour assister la Zone de police comprennent notamment le fait d'accompagner les membres de la Zone de police jusqu'aux locaux occupés par les résidents concernés, l'assistance à la préparation des bagages en cas de transfert d'un ou plusieurs résidents, le maintien des tierces personnes à distance, la désescalade de la communication avec les résidents du Centre d'Accueil, la mise à disposition d'un local permettant à la Zone de

police de mener des entretiens ou des auditions dans de bonnes conditions ou toute autre action raisonnablement demandée par les membres de la Zone de police et ce, dans le strict respect des dispositions légales régissant l'activité et les prérogatives de chacune des Parties.

En cas d'intervention destinée à assurer le transfert d'un résident du Centre d'Accueil vers un centre fermé, la Zone de police préparera cette intervention en concertation avec le Centre d'Accueil et l'Office des Etrangers. La Zone de police et le Centre d'Accueil s'efforceront de travailler de manière concertée afin que l'intervention destinée à assurer ce transfert puisse être réalisée dans le respect de la vie privée des résidents du Centre d'Accueil.

7.3 Dans le cadre des interventions, missions ou prises de mesures urgentes, le Centre d'Accueil fournira également ses meilleurs efforts afin que la Zone de police puisse travailler dans de bonnes conditions et la Zone de police s'efforcera, dans la mesure du possible, de respecter la vie privée des demandeurs de protection internationale qui résident dans le Centre d'Accueil.

Les demandes d'interventions, de missions ou de prise de mesures urgentes concernant le Centre d'Accueil seront adressées au Dispatching de la Zone de police, qui est joignable au numéro 02/788.53.43.

Afin de permettre et de faciliter ces interventions, missions ou prises de mesures urgentes, le New Samusocial veillera à ce que la porte principale du Centre d'Accueil soit toujours munie d'un système permettant 24h sur 24 et 7j sur 7 aux membres du Service Intervention de la Zone de police de pénétrer dans le Centre d'Accueil sans délai et sans devoir bénéficier de l'assistance du personnel du New Samusocial ou de toute autre personne se trouvant dans le Centre d'Accueil. Il est évident que cette solution ne sera utilisée que si le garde en principe présent à l'accueil du centre n'est pas en mesure d'y donner accès aux policiers ! En outre, le New Samusocial s'assurera qu'un membre de son personnel est en permanence joignable au numéro 02/267.67.02 pour toute question, demande ou nécessité d'intervention de la zone de police.

Dans le cadre des organes de concertation mentionnés à l'article 6 du Protocole et sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 10 du Protocole, la Zone de police et le Centre d'Accueil s'efforceront d'élaborer conjointement des modalités d'action permettant de faciliter les interventions, missions ou prises de mesures urgentes de la Zone de police.

7.4 Tous les contacts avec les médias au sujet d'une intervention, mission ou prise de mesures de police administrative ou judiciaire en général et prises par la Zone de police en particulier, concernant le Centre d'Accueil, doivent être renvoyés au Chef de Corps et au Directeur du Centre d'Accueil, qui s'adresseront aux médias après s'être concertés et, en ce qui concerne le Chef de Corps, après consultation des autorités judiciaires et administratives concernées.

Article 8 – Collaboration concernant l'information des demandeurs de protection internationale qui résident dans le Centre d'Accueil

8.1 Le Centre d'Accueil organisera, à chaque nouvelle arrivée de demandeur(s) de protection internationale, une séance d'accueil expliquant les règles de fonctionnement du Centre d'Accueil.

Le Centre d'Accueil sensibilisera également ses résidents sur certaines questions spécifiques (par exemple le traitement des déchets, les règles à respecter sur la voie publique ou la sécurité dans les transports) que le Centre d'Accueil considérerait comme particulièrement importantes ou auxquelles la Zone de police lui aurait demandé de prêter une attention particulière. Dans ce dernier cas, le Centre d'Accueil pourra demander l'assistance de la Zone de police pour sensibiliser ses résidents sur cette ou ces questions spécifiques.

8.2 La Zone de police réalisera un flyer d'information destiné aux résidents du Centre d'accueil, détaillant les règles de sécurité qui doivent être suivies au sein de la Commune d'Etterbeek en général et du quartier de la place Jourdan en particulier, notamment lors des événements d'ampleur internationale qui y sont organisés.

8.3 La Zone de police se tient à la disposition du Centre d'Accueil pour organiser, à une date à convenir, un workshop sur le rôle et les missions de la police belge ainsi que les droits et devoirs des citoyens. La Zone de police pourra également aborder à l'occasion de ce workshop des thèmes spécifiques touchant à la sécurité des riverains et des résidents du Centre d'accueil que le Centre d'Accueil aurait portés à son attention.

Article 9 – Sommets européens, événements d'ampleur internationale et vie quotidienne autour du centre

9.1 Lors des sommets européens et événements d'ampleur internationale qui se tiendront à Bruxelles et pour toute la durée de chaque sommet, le New Samusocial peut, en concertation avec la police, mettre à disposition 4 agents pour le contrôle d'accès ou la surveillance d'un périmètre de sécurité qui sera déterminé par le Bourgmestre, sur avis du Chef de Corps.

Ces agents pourront également patrouiller dans ce périmètre.

La mission et les prérogatives précises de ces agents de sécurité seront également déterminées par une ordonnance du Conseil Communal d'Etterbeek et ce, dans le cadre de la loi du 2 octobre 2017 règlementant la sécurité privée et particulière.

La Zone de police s'engage à communiquer les dates des sommets européens et événements d'ampleur internationale pour lesquels le New Samusocial devra fournir les services décrits ci-dessus le plus tôt possible et au plus tard 48h avant le moment où ces services sont requis. Ces informations seront communiquées à Madame Sonia Mendès et Madame Marina Delhumeau.

9.2 Durant ces sommets européens et événements d'ampleur internationale, le New Samusocial s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre un déroulement paisible de ceux-ci. Il s'engage notamment à :

- encourager les résidents à ne pas sortir du Centre d'Accueil pendant des créneaux horaires que la Zone de police considère plus critiques du point de vue de la sécurité, comme par exemple les heures d'arrivée et de départ des délégations étrangères, étant entendu qu'aucune interdiction de sortie ne pourra être imposée.

- encourager les résidents du Centre d'Accueil à ne pas recevoir de visite pendant toute la durée des sommets européens et événements d'ampleur internationale dont les dates auront été communiquées en application de l'article 9.1 du Protocole, étant entendu qu'aucune interdiction de visite ne pourra être imposée.

La Zone de police s'engage à communiquer ces créneaux horaires plus critiques au New Samusocial le plus tôt possible compte tenu de l'ensemble des impératifs de sécurité à considérer. Ces informations seront communiquées à Mme Sonia Mendès.

Pendant ces sommets européens et événements d'ampleur internationale la Personne de Contact de la Zone de police et la personne de contact pour le Centre d'Accueil veilleront à rester en permanence joignables aux numéros de téléphone indiqués au point 1.3 du Protocole pour régler les mouvements et incidents dus aux résidents du Centre d'Accueil.

9.3 Le New Samusocial mettra en place fréquemment, avec une attention particulière les soirs et les week-ends, des maraudes avec plusieurs agents issus de son personnel dans le quartier. Le tout, en collaboration avec le service de la prévention communale, afin de pouvoir sensibiliser les résidents qui se promènent à proximité du centre aux dynamiques sociales et économiques du quartier et prévenir ainsi toute problématique éventuelle.

Article 10 – Plans d’urgence

10.1 Le New Samusocial, en sa qualité de gestionnaire du Centre d’Accueil, transmettra à la Zone de police, dans les meilleurs délais et au plus tard le 14 juin 2021, son Plan Interne d’Urgence ainsi que les plans détaillés du Centre d’Accueil, en ce compris les plans du site une fois finalisé.

10.2 La commune d’Etterbeek évaluera l’opportunité de rédiger, sur cette base, un Plan Particulier d’Urgence et d’Intervention pour le Centre.

Article 11 - Durée de la convention

Le présent protocole prendra fin de plein droit le 31 mai 2022, sans tacite reconduction ni possibilité de prolongation quelconque.

Fait à ETTERBEEK, le _____, en 4 originaux, chacune des Parties ayant reçu un original.

Pour le New Samusocial,

Pour Fedasil

Pour la Zone de police Montgomery

Pour la Commune d’Etterbeek

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Votes sur l’amendement : à l’unanimité.

Votes sur le texte amendé : à l’unanimité

30 votants : 30 votes positifs.

Intentieverklaring betreffende het Froissart-opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming - Wijziging - Goedkeuring.

De gemeenteraad,

overwegende dat New Samusocial van Fedasil het beheer heeft gekregen over een opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming, dat is gelegen op de Froissartstraat 38 in 1040 Etterbeek, en dat vanaf 26 mei 2021;

overwegende dat de politiezone Montgomery en New Samusocial wilden samenwerken om het opvangcentrum zo vlot mogelijk te laten functioneren, in nauwe samenwerking met Fedasil en de gemeente Etterbeek;

overwegende dat de krijtlijnen van die samenwerking moesten worden vastgelegd in een protocolakkoord tussen alle partijen;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 28.06.2021 houdende goedkeuring van een protocolakkoord hierover;

overwegende dat het is aangewezen om die samenwerking te verlengen tot 31.05.2022; dat de partijen zijn overeengekomen dat er geen verlenging zou worden overwogen na die

datum;

overwegende dat het is aangewezen op het protocol dat in juni 2021 werd goedgekeurd aan te passen;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117;

BESLIST om het onderstaande protocolakkoord goed te keuren.

Protocolakkoord betreffende het opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming Froissart

TUSSEN:

- New Samusocial waarvan de maatschappelijke zetel is gelegen op de Poincarélaan 68 in 1070 Brussel en dat vertegenwoordigd wordt door de heer Roy Sébastien in zijn hoedanigheid van algemeen directeur,

hierna “New Samusocial” genoemd,

EN:

- Fedasil waarvan de maatschappelijke zetel is gelegen op de Kartuizersstraat 21 in 1000 Brussel en dat vertegenwoordigd wordt door de heer Michael Kegels in zijn hoedanigheid van algemeen directeur,

hierna “Fedasil” genoemd,

EN:

- de politiezone Montgomery, waarvan de zetel is gelegen op de Sint-Pieterssteenweg 122 in 1040 Brussel en die wordt vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, voorzitter van het politiecollege, en de heer Michaël Jonniaux, korpschef,

hierna de “politiezone” genoemd,

EN:

- de gemeente Etterbeek, gelegen Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris,

hierna de “gemeente” genoemd,

De partijen van dit protocolakkoord (hierna “protocol” genoemd) worden samen “de partijen” genoemd.

WORDT VOORAF UITEENGEZET WAT VOLGT:

New Samusocial heeft van Fedasil het beheer gekregen over een opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming, dat is gelegen op de Froissartstraat 38 in 1040 Etterbeek (hierna “opvangcentrum” genoemd) en dat vanaf 26 mei 2021.

De politiezone en New Samusocial willen samenwerken om het opvangcentrum zo vlot mogelijk te laten functioneren, in nauwe samenwerking met Fedasil en de gemeente Etterbeek.

De bedoeling van dit protocol is om de elementen te bepalen die van essentieel belang zijn

voor de samenwerking tussen de partijen met betrekking tot het beheer van het opvangcentrum en dat voor een periode die eindigt op 31.05.2022 (zonder mogelijkheid tot verlenging, wat elke partij formeel aanvaardt).

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 – Aansprakelijkheid, vertegenwoordiging en contactpersoon

1.1 Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat New Samusocial en Fedasil hoofdelijk aansprakelijk zijn voor de naleving van alle verplichtingen die worden opgelegd aan het opvangcentrum door het protocol.

1.2 Voor de uitvoering van dit protocol en in het bijzonder artikel 6 wordt de politiezone vertegenwoordigd door zijn korpschef, de heer Michaël Jonniaux, en wordt het opvangcentrum vertegenwoordigd door de algemeen coördinatrice, mevrouw Marina Delhumeau, onverminderd de bepalingen die de wettelijke vertegenwoordiging van de politiezone en het opvangcentrum regelen.

1.3 De politiezone en het opvangcentrum duiden elk een van hun leden aan om de uitvoering van het protocol dagelijks op te volgen en om op te treden als contactpersoon en aanspreekpunt voor alle vragen in verband met het dagelijkse beheer van het opvangcentrum. Behalve wanneer een specifieke bepaling anders beslist, gebeurt de uitwisseling van informatie in het kader van dit protocol via de onderstaande personen.

Voor de politiezone gaat het over eerste politicommissaris René Stormacq (hierna de “contactpersoon van de politiezone” genoemd), die bereikbaar is op het nummer 02 788 91 10, op het gsm-nummer 0479 39 46 34 en via e-mail naar Rene.Stormacq@police.belgium.eu.

Voor het opvangcentrum is dat mevrouw Sonia Mendès (hierna de “contactpersoon van het opvangcentrum” genoemd), die bereikbaar is op het nummer 0488 92 07 45 en via e-mail naar sonia.mendes@samusocial.be.

1.4 Zowel de korpschef als de contactpersoon van de politiezone zullen de burgemeester van de gemeente Etterbeek op de hoogte brengen van alle belangrijke feiten die hen in het kader van de uitvoering van dit protocol ter kennis worden gebracht.

Artikel 2 – Controle en inschrijving van de verzoekers om internationale bescherming die aankomen in het opvangcentrum

2.1 Het opvangcentrum stuurt de contactpersoon van de politiezone elke dag een lijst van de verzoekers om internationale bescherming die in de afgelopen 24 uur zijn aangekomen in het opvangcentrum of die het opvangcentrum hebben verlaten. Die lijst bevat de naam, de voornaam en de geboortedatum van de verzoekers om internationale bescherming, hun gezinssamenstelling, hun rijksregisternummer, het nummer van de kamer die hen werd toegewezen in het opvangcentrum en informatie over hun statuut in het kader van de procedures die hun aanwezigheid in het opvangcentrum rechtvaardigen.

2.2 In de mate van het mogelijke onderneemt de politiezone in de week volgend op de aankomst van elke verzoeker om internationale bescherming in het opvangcentrum, voor zover de nodige documenten aan de gemeente Etterbeek werden bezorgd, de nodige administratieve stappen om te helpen bij de inschrijving van elke verzoeker om internationale bescherming in de gemeente Etterbeek. Om de verblijfscontroles die in dit kader moeten worden uitgevoerd doeltreffend te laten verlopen, kan de politiezone ervoor kiezen om de datum van de controle op voorhand mee te delen aan het opvangcentrum. In dat geval brengt het opvangcentrum vervolgens alle verzoekers om internationale

bescherming voor wie de verblijfscontrole wordt uitgevoerd op de hoogte van die datum en vraagt het hen om aanwezig te zijn op de dag van de controle.

Artikel 3 – Identificatie

3.1 Het opvangcentrum vraagt aan elke verzoeker om internationale bescherming om op elk moment alle wettelijke documenten bij zich te hebben die hen kunnen identificeren, zowel in het opvangcentrum als erbuiten.

3.2 Bij aankomst in het opvangcentrum ontvangt elke verzoeker om internationale bescherming een persoonlijke badge met daarop zijn naam, voornaam en foto. Die badge is in geen geval een wettelijk identiteitsdocument, maar hij geeft de verzoeker om internationale bescherming gemakkelijker toegang tot bepaalde diensten die worden aangeboden in het opvangcentrum.

Het opvangcentrum raadt de verzoekers om internationale bescherming aan om hun persoonlijke badge permanent te dragen met het oog op een snelle identificatie met dien verstande dat het dragen van de persoonlijke badge in geen geval kan worden verplicht.

Artikel 4 – Informatie over incidenten en potentiële veiligheidsrisico's

Over incidenten die zich voordoen in het centrum wordt voortdurend gecommuniceerd tussen Fedasil en New Samusocial.

Bovendien wordt van elk incident een interne risicoanalyse en een incidentenfiche gemaakt door New Samusocial.

Fedasil heeft twee procedures uitgewerkt om incidenten te melden: “Gemene recht” en “Radicalisme”. Die twee procedures vertalen zich concreet in het gebruik van twee formuliermodellen.

Over het algemeen bezorgt New Samusocial elke incidentenfiche aan Fedasil en tegelijkertijd ook een kopie aan de contactpersoon van de politie.

De formulieren “Radicalisme” worden geanalyseerd door Fedasil, die deze formulieren vervolgens verwerkt tot fiches voor de dienst Vreemdelingenzaken. Een kopie van die fiches wordt tegelijkertijd bezorgd aan de contactpersoon van de politiezone.

Artikel 5 – Uitwisseling van informatie tussen het opvangcentrum en de politiezone

5.1 Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn, zorgt het opvangcentrum ervoor dat het elke dag alle informatie meedeelt aan de politiezone waarover het beschikt in verband met de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven. Behalve hetgeen wordt vermeld in punten 2.1 en 3.1 van het protocol omvat die informatie ook de familiebanden met andere verzoekers om internationale bescherming die in het centrum verblijven, de status van de procedures waarin de verzoeker om internationale bescherming is betrokken en een foto.

5.2 Het opvangcentrum houdt een register bij van alle personen die het opvangcentrum binnenkomen als bezoeker. Dat register wordt ingevuld op basis van de identiteitskaart die elke bezoeker moet voorleggen. De informatie uit dat register worden op eenvoudig verzoek doorgestuurd naar de politiezone in strikte navolging van de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn.

Het opvangcentrum brengt de contactpersoon van de politiezone onmiddellijk en op eigen initiatief op de hoogte van alle verdachte personen en voertuigen die worden opgemerkt in de buurt van het opvangcentrum. Als het van mening is dat de aanwezigheid van verdachte perso(o)n(en) en/of voertuig(en) dringende maatregelen vereist, brengt het de dispatching van de politiezone op de hoogte in overeenstemming met punt 7.3 van het protocol.

5.3 Onverminderd de bepaling uit artikel 4 van het protocol brengt het opvangcentrum de contactpersoon van de politiezone onmiddellijk op de hoogte van elk incident dat zich voordoet in de openbare ruimte en waarbij een verzoeker om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijft is betrokken alsook van alle risico's die werden geïdentificeerd of verdacht in en rond het opvangcentrum, in het bijzonder om de veiligheid te garanderen van de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven en van het personeel van New Samusocial.

Het opvangcentrum bereidt een overzicht van die “incidenten en veiligheidsrisico's” voor en de inhoud ervan wordt dagelijks meegedeeld aan de contactpersoon van de politiezone in strikte naleving van de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn.

5.4 Onverminderd de bepaling uit artikel 9 van het protocol communiceren het opvangcentrum en de politiezone via hun contactpersonen met elkaar over activiteiten of evenementen die plaatsvinden in de buurt van het opvangcentrum en die een verhoogde waakzaamheid op het vlak van openbare orde zouden kunnen rechtvaardigen of maatregelen in verband met de veiligheid van het opvangcentrum, van de personen die er verblijven of werken en van de buurtbewoners of in verband met de mobiliteit.

Artikel 6 – Overlegmodaliteiten

6.1 De contactpersonen uit punt 1.3 van het protocol nemen regelmatig contact op met elkaar om de dagelijkse problemen te bespreken die zich voordoen in het kader van het protocol en de werking van het opvangcentrum alsook alle informatie, vragen en instructies in verband met de veiligheid in en rond het opvangcentrum.

6.2 De vertegenwoordigers van het opvangcentrum en de politiezone uit punt 1.2 van het protocol organiseren elke maand een globaal overleg. Tijdens dat overleg worden alle aspecten van dit protocol geëvalueerd. Op basis van een samenvatting van de relevantie informatie maken de deelnemers van het globaal overleg een analyse van de situatie van het opvangcentrum en zijn bewoners op het vlak van de veiligheid.

De plaats, de datum, het uur en de andere praktische afspraken in verband met dat globaal overleg worden onderling afgesproken tussen de deelnemers. De resultaten van het globaal overleg zijn in geen geval bedoeld voor publicatie, maar zullen worden gebruikt om de samenwerking tussen de partijen te verbeteren en eventuele verbeteringen te formuleren en door te voeren.

Artikel 7 – Interventies in het opvangcentrum

7.1 In het kader van de opdrachten en interventies die worden uitgevoerd en de maatregelen die de politiezone neemt op eigen initiatief, op vraag van de gerechtelijke of bestuurlijke autoriteiten of als reactie op een vraag om bijstand van het opvangcentrum, wordt een onderscheid gemaakt tussen dringende opdrachten, interventies en maatregelen en niet-dringende opdrachten, interventies en maatregelen.

Er is sprake van dringendheid wanneer de politiezone onmiddellijk opdrachten of interventies moet uitvoeren of maatregelen moet nemen in het kader van de uitvoering van een of meerdere van haar opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie.

7.2 In het geval van niet-dringende opdrachten, interventies of maatregelen zal de politiezone zoveel mogelijk overleggen met het opvangcentrum. Onverminderd de strikte naleving van de wettelijke bepalingen die de opdrachten en interventies die worden uitgevoerd en de maatregelen die worden genomen door de politiezone regelen, zowel op gerechtelijk als bestuurlijk vlak, wordt informatie uitgewisseld tussen het opvangcentrum en de politiezone om ervoor te zorgen dat de opdrachten, de interventies en de maatregelen zo goed mogelijk verlopen met respect voor het privéleven van de verzoekers om internationale bescherming

die in het opvangcentrum verblijven. In de mate van het mogelijke houdt de politiezone in dat opzicht rekening met de maatregelen die het opvangcentrum zou kunnen formuleren.

Het opvangcentrum tracht van tevoren en binnen de grenzen van zijn mogelijkheden maatregelen te treffen om de door de politiezone aangekondigde opdracht, interventie of maatregel te vergemakkelijken. Tijdens die opdracht of interventie of tijdens de uitvoering van die maatregelen, zal het opvangcentrum alles in het werk stellen om ervoor te zorgen dat de politiezone in goede omstandigheden kan werken. De acties die kunnen worden ondernomen om de politiezone bij te staan, zijn met name het begeleiden van de leden van de politiezone naar de lokalen waar de betrokken bewoners verblijven, het helpen bij de voorbereiding van de bagage in geval van overbrenging van één of meer bewoners, het op afstand houden van derden, het de-escaleren van de communicatie met de bewoners van het opvangcentrum, de terbeschikkingstelling van een ruimte waar de politiezone onder goede omstandigheden gesprekken kan voeren of verhoren kan afnemen of elke andere actie waarom de leden van de politiezone redelijkerwijs verzoeken, met strikte inachtneming van de wettelijke bepalingen betreffende de activiteit en de prerogatieven van elk van de partijen.

In het geval van een interventie om een bewoner van het opvangcentrum over te brengen naar een gesloten centrum zal de politiezone die interventie voorbereiden in overleg met het opvangcentrum en de dienst Vreemdelingenzaken. De politiezone en het opvangcentrum zullen alles in het werk stellen om in overleg te werk te gaan zodat de interventie voor de overbrenging kan worden uitgevoerd met respect voor het privéleven van de bewoners van het opvangcentrum.

7.3 In het kader van dringende interventies, opdrachten of maatregelen stelt het opvangcentrum eveneens alles in het werk om ervoor te zorgen dat de politiezone onder goede omstandigheden kan werken en de politiezone zal in de mate van het mogelijke alles in het werk stellen om het privéleven van de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven te respecteren.

Aanvragen voor dringende interventies, opdrachten of maatregelen in verband met het opvangcentrum worden bezorgd aan de dispatching van de politiezone, die bereikbaar is op het nummer 02 788 53 43.

Om deze dringende interventies, opdrachten of maatregelen mogelijk te maken en te vergemakkelijken, zal New Samusocial ervoor zorgen dat de hoofdingang van het opvangcentrum steeds is uitgerust met een systeem dat de leden van de Interventiedienst van de politiezone 24 uur op 24 en 7 dagen op 7 in staat stelt om het opvangcentrum onmiddellijk te betreden zonder te moeten worden bijgestaan door het personeel van New Samusocial of enig ander persoon in het opvangcentrum. Het spreekt voor zich dat deze oplossing enkel wordt gebruikt als de bewaker die in principe aanwezig is aan het onthaal van het centrum niet in staat is om de politieagenten toegang te geven! Bovendien zal New Samusocial ervoor zorgen dat er altijd een personeelslid bereikbaar is op het nummer 02 267 67 02 voor vragen, verzoeken of interventies van de politiezones.

In het kader van de overlegorganen uit artikel 6 van het protocol en onverminderd de bepaling uit artikel 10 van het protocol zullen de politiezone en het opvangcentrum alles in het werk stellen om samen actiemiddelen uit te werken om de dringende interventies, opdrachten of maatregelen van de politiezone te vergemakkelijken.

7.4 Alle contacten met de media over een interventie, een opdracht of een maatregelen van bestuurlijke of gerechtelijke politie in het algemeen uitgevoerd door de politiezone in het bijzonder betreffende het opvangcentrum, moeten worden doorverwezen naar de korpschef en de directeur van het opvangcentrum, die zich tot de media zullen richten na onderling overleg en, wat de korpschef betreft, na overleg met de bevoegde gerechtelijke en bestuurlijke autoriteiten.

Artikel 8 – Samenwerking in verband met de informatie van verzoekers om internationale

bescherming die in het opvangcentrum verblijven

8.1 Het opvangcentrum organiseert voor elke nieuwe verzoeker om internationale bescherming een onthaalsessie waarop de werkingsregels van het opvangcentrum worden uitgelegd.

Het opvangcentrum zal zijn bewoners ook sensibiliseren in verband met bepaalde specifieke zaken (bijvoorbeeld afvalverwerking, regels op de openbare weg of veiligheid in het verkeer) die het opvangcentrum bijzonder belangrijk vindt of waarvoor de politiezone zou hebben gevraagd om er bijzondere aandacht aan te besteden. In dat laatste geval kan het opvangcentrum de hulp van de politiezone vragen om zijn bewoners te sensibiliseren in verband met die specifieke zaken.

8.2 De politiezone maakt een infolyer voor de bewoners van het opvangcentrum. Die flyer geeft een gedetailleerd overzicht van de veiligheidsregels die in de gemeente Etterbeek in het algemeen en in de wijk rond en Jourdanplein moeten worden nageleefd, in het bijzonder wanneer er internationale evenementen worden georganiseerd.

8.3 De politiezone staat ter beschikking van het opvangcentrum om, op een datum die zij overeenkomen, een workshop te organiseren over de rol en de taken van de Belgische politie en over de rechten en plichten van de burgers. De politiezone kan tijdens die workshop ook specifieke thema's aankaarten in verband met de veiligheid van de buurtbewoners of de bewoners van het opvangcentrum waarop het opvangcentrum de aandacht zou hebben gevestigd.

Artikel 9 – Europese toppen, internationale evenementen en dagelijks leven rond het centrum

9.1 Wanneer er Europese toppen of internationale evenementen plaatsvinden in Brussel en voor de volledige duur van elke top kan New Samusocial in overleg met de politie 4 agenten ter beschikking stellen voor toegangscontrole of bewaking van een veiligheidsperimeter, die wordt ingesteld door de burgemeester, op advies van de korpschef.

Die agenten kunnen ook patrouilleren in die perimeter.

De specifieke taken en voorrechten van die veiligheidsagenten worden ook vastgelegd in een verordening van de gemeenteraad van Etterbeek en dat in het kader van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

De politiezone verbindt zich ertoe de datum van de Europese toppen en internationale evenementen waarvoor New Samusocial de hierboven beschreven diensten moet leveren zo snel mogelijk en uiterlijk 48 uur voordat die diensten zijn vereist mee te delen. Die informatie wordt meegedeeld aan mevrouw Sonia Mendès en mevrouw Marina Delhumeau.

9.2 Tijdens die Europese toppen en internationale evenementen verbindt New Samusocial zich ertoe om alle nodige maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat die Europese toppen en internationale evenementen vreedzaam verlopen. New Samusocial verbindt zich er in het bijzonder toe om:

- de bewoners aan te moedigen om het opvangcentrum niet te verlaten tijdens de uren die volgens de politiezone kritiek zijn vanuit veiligheidsoogpunt zoals het uur van aankomst en vertrek van de buitenlandse delegaties, met dien verstande dat er geen enkel uitgaansverbod kan worden opgelegd.

- de bewoners van het opvangcentrum aan te raden om geen bezoek te ontvangen tijdens de volledige duur van de Europese toppen en internationale evenementen waarvan de datums zullen worden meegedeeld in toepassing van artikel 9.1 van dit protocol, met dien verstande dat er geen enkel verbod op bezoek kan worden opgelegd.

De politiezone verbindt zich ertoe die meest kritieke uren zo snel mogelijk mee te delen aan New Samusocial rekening houdend met alle veiligheidsmaatregelen die in acht moeten worden genomen. Die informatie wordt meegedeeld aan mevrouw Sonia Mendès.

Tijdens die Europese toppen en internationale evenementen zorgen de contactpersoon van de politiezone en de contactpersoon van het opvangcentrum ervoor dat ze permanent bereikbaar zijn op de telefoonnummers die worden vermeld in punt 1.3 van het protocol om de bewegingen en incidenten die te wijten zijn aan bewoners van het opvangcentrum op te lossen.

9.3 New Samusocial zal regelmatig, en met bijzondere aandacht voor avonden en weekenden, patrouilles opzetten met verschillende medewerkers van zijn personeel in de wijk. Dat alles in samenwerking met de gemeentelijke preventiedienst om de bewoners die in de buurt van het centrum rondwandelen te sensibiliseren voor de sociale en economische dynamieken in de week en zo eventuele problemen te vermijden.

Artikel 10 – Noodplannen

10.1 Als beheerder van het opvangcentrum bezorgt New Samusocial zijn intern noodplan en de gedetailleerde plannen van het opvangcentrum, met inbegrip van de plannen van de site zodra die klaar zijn, zo snel mogelijk en uiterlijk op 14 juni 2021 aan de politiezone.

10.2 De gemeente Etterbeek zal op basis daarvan nagaan of het opportuun is om een specifiek nood- en interventieplan op te stellen voor het centrum.

Artikel 11 – Duur van de overeenkomst

Dit protocol eindigt van rechtswege op 31 mei 2022, zonder stilzwijgende verlenging of mogelijkheid tot verlenging.

Opgemaakt in ETTERBEEK op _____ in 4 originele exemplaren waarvan elke partij een origineel heeft ontvangen.

Voor New Samusocial

Voor Fedasil

Voor de politiezone Montgomery

Voor de gemeente Etterbeek

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Stemmen voor het amendement : unaniem.

Stemmen op de gemandeerde tekst : unaniem

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Amendement par le Collège du 16.12.2021:

1. Sous le sous-titre « IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT », au 3^{ème} alinéa, compléter la phrase comme suit :

« Le présent protocole a pour but de définir les éléments essentiels de cette collaboration entre les Parties concernant la gestion du Centre d'Accueil, et ce, pour une période se terminant le 31.05.2022 (sans possibilité de prolongation, *ce que chacune des parties accepte de manière formelle*). » ;

2. A l'article 11 - Durée de la convention, compléter la phrase comme suit :
« Le présent protocole prendra fin **de plein droit** le 31 mai 2022, **sans tacite reconduction ni possibilité de prolongation quelconque.** ».

Monsieur du Bus :

J'ai une demande sur le texte en tant que tel.
Nous trouvons que c'est un sujet qui reste sensible au sein de la population locale. Nous plaçons pour qu'il y ait une communication spécifique à ce propos. C'est une convention qui relie le samu social, fedasil, la zone de police et cela fait partie de la démocratie que de faire connaître l'existence de ce centre dans le quartier.

Monsieur le Bourgmestre :

Monsieur Lenaers, pouvez-vous acter qu'on peut s'engager à ce que cette communication ait lieu.

Amendementen door het College van 16.12.2021:

1. Onder de ondertitel « WORDT VOORAF UITEENGEZET WAT VOLGT: », 3e alinea, de zin als volgt aanvullen :

De bedoeling van dit protocol is om de elementen te bepalen die van essentieel belang zijn voor de samenwerking tussen de partijen met betrekking tot het beheer van het opvangcentrum en dat voor een periode die eindigt op 31.05.2022 (zonder mogelijkheid tot verlenging, **wat elke partij formeel aanvaardt**).

2. In artikel 11 – Duur van de overeenkomst, de zin als volgt aanvullen :

Dit protocol eindigt **van rechtswege** op 31 mei 2022, **zonder stilzwijgende verlenging of mogelijkheid tot verlenging**.

De heer du Bus:

Ik heb een vraag over de tekst zelf.

Wij stellen vast dat dit een onderwerp is dat gevoelig blijft liggen bij de lokale bevolking. We pleiten ervoor dat hierover een specifieke mededeling wordt gedaan. Het is een overeenkomst die Samu Social, Fedasil en de politiezone verbindt en het is deel van de democratie om het bestaan van dit centrum in de wijk bekend te maken.

Mijnheer de burgemeester:

Mijnheer Lenaers, kunt u er akte van nemen dat wij ons ertoe kunnen verbinden om deze mededeling te doen?

3 annexes / 3 bijlagen

*Meldingsfiche+Radicalisme.xlsx.xlsx, 201210_fiche_incident_v2.0_blanco_0+-
+F+++N.xlsm.xlsm, Fedasil+-+Fiche+de+Signalement+-+Radicalisme.xlsx.xlsx*

Annick Petit entre en séance / treedt in zitting.

Annick Petit est secrétaire de la séance / wordt secretaris van de zitting.

20.12.2021/A/0016 **Caméras de surveillance - Installation de caméras fixes temporaires ANPR sur le territoire de la commune d'Etterbeek – Avis.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Vu le souhait de « Bruxelles-Prévention et Sécurité » (BPS.brussels) de placer des caméras ANPR (Automatic Number Plate Recognition) sur le territoire etterbeekois ;

Vu l'article 5 §2, qui précise que la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance fixes dans un lieu ouvert doit être prise, par le responsable du traitement, après avis positif du conseil communal, rendu après consultation du chef de corps de la zone de police ;

Vu l'avis du 23 novembre 2021 du Chef de corps quant à ladite demande;

DECIDE de marquer un avis favorable sur l'installation de caméras fixes temporaires ANPR sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Bewakingscamera's – Plaatsing van tijdelijke vaste ANPR-camera's op het grondgebied van de gemeente Etterbeek – Advies.

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

gelet op de wens van Brussel Preventie en Veiligheid (BPV.brussels) om ANPR-camera's (Automatic Number Plate Recognition) te plaatsen op het grondgebied van Etterbeek;

gelet op artikel 5, §2 dat bepaalt dat de beslissing tot het plaatsen van een of meer bewakingscamera's in een niet-besloten plaats wordt genomen door de verantwoordelijke voor de verwerking na een positief advies van de gemeenteraad, na raadpleging van de korpschef van de politiezone;

gelet op het advies van 23 november 2021 van de korpschef in verband met die aanvraag;

BESLIST om een positief advies te geven voor de plaatsing van tijdelijke vaste ANPR-camera's op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

20211123_Avis police_Caméras ANPR2021-2022.pdf, 20211013_Courrier BPS_Caméras ANPR2021-2022.pdf

20.12.2021/A/0017 **Caméras de surveillance - Installation de caméras fixes temporaires sur le territoire de la commune d'Etterbeek, dans le cadre de la poursuite des infractions en matière environnementale – Avis.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Vu le souhait de « Bruxelles-Prévention et Sécurité » (BPS.brussels) de mettre en place un service de caméras temporaires dans le cadre de la poursuite d'infractions en matière environnementale ;

Vu l'article 5 §2, qui précise que la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance fixes dans un lieu ouvert doit être prise, par le responsable du traitement, après avis positif du conseil communal, rendu après consultation du chef de corps de la zone de police ;

Vu l'avis du 23 novembre 2021 du Chef de corps quant à ladite demande;

DECIDE de marquer un avis favorable sur l'installation de caméras fixes temporaires sur le territoire de la commune d'Etterbeek, dans le cadre de la poursuite d'infractions en matière environnementale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Bewakingscamera's – Plaatsing van tijdelijke vaste camera's op het grondgebied van de gemeente Etterbeek in het kader van de vervolging van milieuovertredingen – Advies.

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

gelet op de wens van Brussel Preventie en Veiligheid (BPV.brussels) om tijdelijke camera's te gebruiken in het kader van de vervolging van milieuovertredingen;

gelet op artikel 5, §2 dat bepaalt dat de beslissing tot het plaatsen van een of meer bewakingscamera's in een niet-besloten plaats wordt genomen door de verantwoordelijke voor de verwerking na een positief advies van de gemeenteraad, na raadpleging van de korpschef van de politiezone;

gelet op het advies van 23 november 2021 van de korpschef in verband met die aanvraag;

BESLIST om een positief advies te geven voor de plaatsing van tijdelijke vaste camera's op het grondgebied van de gemeente Etterbeek in het kader van de vervolging van milieuovertredingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur du Bus :

Que recouvre précisément la matière environnementale visée par la surveillance de ces caméras ?

Monsieur le Bourgmestre :

Par application de la loi, le conseil communal doit remettre un avis lorsque des caméras sont installées.

Ce n'était pas prévu dans la loi sur l'aspect purement environnemental, mais plutôt sur l'ensemble des lieux de rassemblement. C'est prévu pour le contrôle du respect des normes de la zone de basse émission avec la lecture des plaques d'immatriculation.

De heer du Bus:

Wat is precies de milieukwestie die onder het toezicht van deze camera's valt?

Mijnheer de burgemeester:

Op grond van de wet moet de gemeenteraad advies uitbrengen wanneer camera's worden geïnstalleerd.

Dit was in de wet niet voorzien voor het zuivere milieuaspect, maar voor alle plaatsen van samenkomst. Het is bedoeld om de naleving van de normen van de lage-emissiezone te controleren door het lezen van kentekenplaten.

2 annexes / 2 bijlagen

20211013_Courrier BPS_Caméras Infractions environnementales.pdf, 20211123_Avis police_Caméras Infractions environnementales.pdf

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

20.12.2021/A/0018 **Régie Foncière - Budget 2022 - Crédits provisoires - Premier trimestre.**

Le Conseil Communal,

Attendu que le budget de la Régie Foncière pour 2022 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Régie de Bruxelles-Capitale du 06/11/2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

DECIDE de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le premier trimestre 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Regie van Grondbeleid - Begroting 2022 - Voorlopige kredieten - Eerste trimester.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de begroting van de Regie van Grondbeleid 2022 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

Gelet op artikel 12 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 06/11/2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

BESLIST aan de toezichthoudende overheid om machtiging te vragen om over drie twaalfden voorlopige kredieten te beschikken voor het eerste trimester 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre :

C'est la première fois depuis longtemps que nous ne voterons pas le budget l'année qui précède l'année budgétaire. Il sera voté en février et au plus tard, en mars.

Pratiquement, aucune commune à Bruxelles n'arrivera à voter son budget dans les temps, tout simplement parce que parfois la Région elle-même ne nous aide pas en modifiant, en raison d'éléments de statistique de territoire, la dotation générale aux communes avec moins 172 000 € pour Etterbeek alors que l'on augmente notre territoire de par la statistique.

On n'a pas encore nécessairement toutes les données en matière d'IPP. Et évidemment, les incidences en matière de dotation au niveau du CPAS par rapport au COVID aux nouveaux attributaires du CPAS induisent qu'on aura un conseil extraordinaire sur le budget. Certaines communes limitrophes ont actuellement un budget avec 25 millions d'euros de déficit, on ne parle pas de billes.

Je rappelle aussi que le fait de voter des crédits provisoires va être, Monsieur l'échevin du budget et des finances, un moyen indirect de réaliser des économies que j'avais utilisé à l'époque, lorsqu'on a voulu sortir de la faillite; Monsieur Mommer s'en souvient puisque sauf si je me trompe, on peut d'office dépenser 80% des articles qui étaient inscrits l'année précédente par rapport au montant mentionné, il y a donc un étrangleur sur le moteur.

Monsieur Biauce :

Pourquoi vote-on le budget 2022 et dans le même temps des crédits pour le 1er trimestre ?

Monsieur le Bourgmestre :

Dans la mesure on l'on vote fin décembre le budget et qu'il ne sait donc pas être approuvé avant Janvier 2022, on doit nécessairement voter des crédits provisoires parce que techniquement, il va s'écouler un ou deux mois avant que le budget ne soit approuvé par la tutelle.

Mijnheer de burgemeester:

Dit is de eerste keer sinds lange tijd dat wij niet over de begroting zullen stemmen in het jaar voorafgaand aan het begrotingsjaar. Er zal over worden gestemd in februari of uiterlijk in maart.

Praktisch slaagt geen enkele Brusselse gemeente erin haar begroting tijdig goed te keuren. Dat komt eenvoudigweg doordat het Gewest ons soms zelf niet helpt door de algemene dotatie aan de gemeenten met minder dan 172.000 euro voor Etterbeek te wijzigen op grond van de statistieken van ons grondgebied, terwijl wij ons grondgebied volgens de statistieken vergroten.

We hebben nog niet noodzakelijk alle gegevens over de personenbelasting. En natuurlijk betekent de impact van de dotatie voor het OCMW in verband met Covid voor de nieuwe OCMW-steuntrekkers dat we een buitengewone raad over de begroting zullen organiseren. Sommige buurgemeenten hebben momenteel een begroting met een tekort van 25 miljoen euro, we hebben het hier niet over knikkers.

Ik wil u er ook aan herinneren, mijnheer de schepen van Begroting en Financiën, dat het feit dat wij over voorlopige kredieten stemmen een indirect middel zal zijn om te besparen dat ik indertijd heb gebruikt, toen wij uit het faillissement wilden komen. De heer Mommer herinnert zich dit, omdat wij, als ik mij niet vergis, sowieso 80% van de artikelen kunnen uitgeven die het vorige jaar waren ingeschreven ten opzichte van het vermelde bedrag, zodat er een rem op de motor zit.

De heer Biauce:

Waarom stemmen we over de begroting voor 2022 en tegelijkertijd over de kredieten voor het eerste kwartaal?

Mijnheer de burgemeester:

Aangezien de begroting eind december wordt gestemd en dus niet vóór januari 2022 kan worden goedgekeurd, moeten wij noodzakelijkerwijs over voorlopige kredieten stemmen, omdat er technisch gezien een of twee maanden zullen verstrijken voordat de begroting door de toezichthoudende overheid wordt goedgekeurd.

20.12.2021/A/0019 **Régie Foncière - Budget 2022.**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 261 à 263 de la Nouvelle loi Communale organisant les Régies Communales ;

Vu les articles 8 à 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06.11.2003 relatifs aux budgets des Régies Communales ;

Vu l'Arrêté Royal du 30 mars 1973 organisant en Régie le Service des achats et des ventes de propriétés communales à partir du 1er janvier 1973;

Attendu que la complexité juridique et administrative des diverses procédures de tutelle rend aléatoire la réalisation de certains opérations avantageuses ou indispensables qui ne peuvent encore être programmées et que dans certains cas des travaux non prévus doivent être entrepris immédiatement afin de sauvegarder le patrimoine ;

DECIDE :

1. d'arrêter le budget de la Régie Foncière pour l'exercice 2022.
2. de rendre non limitatives les allocations des chapitres des dépenses d'exploitation et de gestion ordinaire de la Régie.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 29 votes positifs, 1 abstention.
Abstention : Thierry Mommer.

Regie van Grondbeleid - Begroting 2022.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 261 tot 263 van de Nieuwe Gemeentewet houdende organisatie van de Gemeentebedrijven;

Gelet op artikel 8 tot 13 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 06.11.2003 betreffende de begrotingen van de Gemeentebedrijven;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 maart 1973 houdende in bedrijfstelling van de Dienst voor aan- en verkopen van gemeentelijke eigendommen vanaf 1 januari 1973;

Overwegende dat de juridische en administratieve ingewikkeldheid van de verschillende rechtsvormen van voogdijschap, de realisatie van sommige voordelige en noodzakelijke verrichtingen, die nog niet kunnen geprogrammeerd worden (omdat ze van het toeval afhankelijk zijn) en dat in sommige gevallen niet voorziene werken moeten ondernomen worden teneinde het patrimonium te vrijwaren;

BESLIST:

1. de begroting over 2022 van de Regie van het Grondbeleid goed te keuren.
2. een onbeperkt karakter te geven aan de posten van de hoofdstukken van de exploitatie uitgaven van gewoon beheer van de Regie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 onthouding.
Onthouding : Thierry Mommer.

*1 annexe / 1 bijlage
Budget 2022 CBE.pdf*

Coordination du projet Jardins de la Chasse - Coördinatie van het Jachthofproject

20.12.2021/A/0020 **Coordination des Jardins de la Chasse – Fixation du loyer de l'Administration Communale pour l'occupation de bureaux au sein du nouveau Centre Administratif de la Commune d'Etterbeek.**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 117, 232 relatifs aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 8 mars 2021 approuvant la convention de bail entre la REGIE COMMUNALE AUTONOME ETTERBEEKOISE, bailleur et l'ADMINISTRATION COMMUNALE D'ETTERBEEK, preneur;

Attendu que la location par l'Administration Communale d'Etterbeek comprend les entités suivantes :

- Administration Communale d'Etterbeek;
- Régie Foncière d'Etterbeek;
- CPAS d'Etterbeek;
- Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek (AIS);
- Agence Locale pour l'Emploi (ALE);

Attendu que la location porte sur les surfaces suivantes :

- Du rez-de-chaussée au 5^e étage : espace de bureaux sur une surface de 7.465,00 m² (AC 3.966,00 m² - REGIE FONCIERE 100,00 m² - ALE 18,00 m² - AIS 79,00 m² - CPAS 3.302,00 m²);
- Aux niveaux -2 et -3, 112 emplacements de parking définis au sol pour les voitures/deux-roues du personnel ou de service (80 AC, 30 CPAS, 1 RF, 1 AIS) ;
- Aux niveaux -1, -2 et -3, de locaux techniques et archives du CPAS pour une surface totale de 394,00 m²;

Attendu que le prix moyen à Bruxelles (hors centre) pour la location de surface de bureaux est de 200,00 €/m²/an ;

Attendu que la location des bureaux, locaux annexes et emplacements de parking dans le Centre Administratif reviendrait à :

- 7.465,00 m² de surface de bureaux x 200,00 €/m²/an = 1.493.000,00 €/an
- 112 emplacement parking x 1.440,00 €/emplacement/an (120,00 €/emplacement/mois) = 161.280,00 €/an
- 394,00 m² de locaux techniques et archives x 100,00 €/m²/an = 39.400,00 €/an

Soit un total de 1.733.080,00 €/an, soit 144.423,33 €/mois

Attendu que la provision de charges se base sur la quotité (ou pourcentage des millièmes communs et privatifs) allouée à l'Administration Communale d'Etterbeek (comprenant aussi le CPAS, la RF, l'ALE et l'AIS), soit 83,26% pour le bâtiment hors sol (44,52% AC - 36,56% CPAS - 1,1% RF - 0,20% ALE - 0,88% AIS), et 35,95% pour le bâtiment en sous-sol (22,08% AC - 13,27% CPAS - 0,30% RF - 0% ALE - 0,30% AIS) ;

Attendu que les charges sont estimées provisoirement à 500.000,00 €/an pour le bâtiment hors-sol et 100.000,00 €/an pour le bâtiment en sous-sol ;

Attendu que la provision de charges pour l'Administration Communale d'Etterbeek reviendrait à 416.300,00 € + 35.950,00 € = 452.250 €/an, soit 37.687,50 €/mois ;

Attendu que le loyer mensuel demandé à l'Administration Communale d'Etterbeek serait de 144.423,33 € comprenant aussi le mobilier (tables de bureaux, caissons à tiroirs, armoires à portes coulissantes, compactus, bubbles, chaises de bureau, coffee-corner) et imprimantes, auquel s'ajouterait une provision de charges mensuelle de 37.687,50 €, tenant compte de la quotité du décompte des charges (eau, gaz, électricité, ascenseur, gestion parking, réseau,...);

Attendu que la convention de bail précise les modalités d'indexation ;

DECIDE :

1. De fixer le loyer mensuel, indexable chaque année, pour l'occupation des bureaux et des emplacements de parking par l'Administration Communale d'Etterbeek à 144.423,33 € par mois et demander une provision de charges de 37.687,50 € par mois;
2. De soumettre ces montants pour information au Conseil d'Administration de la Régie Communale Autonome d'Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Coördinatie van Jachthof – Vaststelling van de huurprijs van het gemeentebestuur voor het gebruik van kantoren in het nieuwe administratief centrum van de gemeente Etterbeek.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, in het bijzonder artikels 117 en 232 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en de latere wijzigingen ervan;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 8 maart 2021 houdende goedkeuring van de huurovereenkomst tussen het Autonoom Gemeentebedrijf VAN ETTERBEEK, verhuurder, en het GEMEENTEBESTUUR VAN ETTERBEEK, huurder;

overwegende dat de huur door het gemeentebestuur van Etterbeek de volgende entiteiten omvat:

- Gemeentebestuur van Etterbeek (GB);
- Regie van Grondbeleid van Etterbeek (RG) ;
- OCMW van Etterbeek ;
- Sociaal verhuurkantoor van Etterbeek (SVK);
- Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Etterbeek (PWA);

overwegende dat de huurovereenkomst betrekking heeft op de volgende oppervlakten:

- Van de benedenverdieping tot de 5e verdieping: kantoorruimte op een oppervlakte van 7.465,00 m² (GB 3.966,00 m² – RG 100,00 m² – PWA 18,00 m² – SVK 79,00 m² – OCMW 3.302,00 m²);
- Op de niveaus -2 en -3: 112 parkeerplaatsen gemarkeerd op de grond voor wagens/tweewielers van het personeel of dienstvoertuigen (80 GB, 30 OCMW, 1 RG, 1 SVK);
- Op de niveaus -1, -2 en -3: technische lokalen en archieven van het OCMW voor een totale oppervlakte van 394,00 m²;

overwegende dat de gemiddelde prijs in Brussel (buiten het centrum) voor de huur van kantoorruimten 200,00 euro/m²/jaar bedraagt;

overwegende dat de huur van kantoren, bijgebouwen en parkeerplaatsen in het administratief centrum zou neerkomen op:

- 7.465,00 m² kantoorruimte x 200,00 €/m²/jaar = 1.493.000,00 €/jaar
- 112 parkeerplaatsen x 1.440,00 €/plaats/jaar (€ 120,00/plaats/maand) = 161.280,00 €/jaar
- 394,00 m² technische ruimte en archief x 100,00 €/m²/jaar = 39.400,00 €/jaar

Totaal: 1.733.080,00 €/jaar, of 144.423,33 €/maand

overwegende dat de provisie voor de lasten is gebaseerd op de quotiteit (of percentage van de gemeenschappelijke en private duizendsten) die is toegewezen aan het gemeentebestuur van Etterbeek (waaronder ook het OCMW, de RG, het PWA en het SVK vallen), namelijk 83,26% voor het bovengrondse gebouw (44,52% GB – 36,56% OCMW – 1,1% RG – 0,20% PWA – 0,88% SVK), en 35,95% voor het ondergrondse gebouw (22,08% GB – 13,27% OCMW – 0,30% RG – 0% PWA – 0,30% SVK);

overwegende dat de lasten voorlopig worden geraamd op 500.000,00 €/jaar voor het bovengrondse gebouw en op 100.000,00 €/jaar voor het ondergrondse gebouw;

overwegende dat de provisie van de lasten voor het gemeentebestuur van Etterbeek 416.300,00 € + 35.950,00 € = 452.250 €/jaar, of 37.687,50 €/maand zou bedragen;

overwegende dat de aan het gemeentebestuur van Etterbeek gevraagde maandelijkse huur 144.423,33 € zou bedragen, met inbegrip van het meubilair (bureautafels, ladekasten, schuifdeurkasten, compactus, bubbels, bureaustoelen, koffiehoeke) en printers, waaraan een maandelijkse provisie voor lasten van 37.687,50 € zou worden toegevoegd, rekening houdend met de quotiteit van de afrekening van de lasten (water, gas, elektriciteit, lift, parkeerbeheer, netwerk...);

overwegende dat in de huurovereenkomst de indexeringsvoorwaarden zijn vastgesteld;

BESLIST:

1. de maandelijkse huurprijs, jaarlijks te indexeren, voor het gebruik van de kantoren en parkeerplaatsen door het gemeentebestuur van Etterbeek vast te stellen op 144.423,33 euro per maand en een provisie voor lasten te vragen van 37.687,50 euro per maand;
2. deze bedragen ter informatie voor te leggen aan de raad van bestuur van het Autonoom Gemeentebedrijf van Etterbeek.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Frank Van Bockstal quitte la séance / verlaat de zitting.

Audrey Petit quitte la séance / verlaat de zitting.

20.12.2021/A/0021 **Réhabilitation ancienne maison communale (avenue d'Auderghem 113-115) - Convention de marché conjoint avec les Hopitaux Iris Sud (HIS)**

Le Conseil Communal,

Vu le projet relatif à la réhabilitation d'un ensemble immobilier avenue d'Auderghem, sur le site de l'ancienne maison communale;

Considérant que cet ensemble immobilier comprendra des logements dont 90% de logements conventionnés et 10% de logements sociaux ainsi qu'un espace vert; que la commune souhaite lancer un marché de promotion affiné de construire ces logements ;

Considérant que la commune est membre associé des hopitaux Iris Sud et qu'au vu de l'emplacement du site et de sa configuration, les parties souhaitent y installer également une polyclinique afin de conserver un site dédié aux soins de santé sur le territoire de la

commune;

Considérant que dans ce cadre et afin de garantir la cohérence et la qualité du projet, la commune d'Etterbeek et HIS ont décidé de recourir au marché conjoint en application de l'article 48 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés public, en vue de satisfaire leurs besoins; qu'une convention ayant pour objet de définir les droits et obligations des parties dans le cadre du marché conjoint doit être conclue par les parties ;

Considérant que les équipes techniques des parties se sont concertées pour préparer un texte de convention les les agréant toutes deux ;

Considérant que le conseil des médecins qui a eu lieu le 16.12.2021 a approuvé à l'unanimité le texte de la convention de marché qui lui a été soumis; que le conseil d'administration de HIS qui s'est tenu le 17.12.2021 a également marqué son accord ;

DECIDE d'approuver la convention de marché conjoint à conclure avec HIS et dont les termes sont les suivants :

Chapitre I. Objet de la Convention

Article 1.

La Convention a pour objet de régler les rapports entre les parties signataires en ce qui concerne l'attribution et l'exécution d'un marché conjoint au sens de l'article 48 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le marché a pour objet un marché de travaux sous forme de DBF (promotion) portant sur la réhabilitation du site de l'ancienne maison communale. Il est envisagé d'y construire des logements sociaux et conventionnés, un espace vert, ainsi qu'une polyclinique.

Les annexes à la présente Convention, auxquelles il est renvoyé au surplus, en font partie intégrante, sans préjudice de la possibilité pour la Commune de les modifier, conformément au pouvoir qui lui est conféré en vertu de la présente convention.

Chapitre II. Pouvoir adjudicateur pilote

Article 2.

Les parties conviennent de désigner la Commune pour agir en leur nom collectif et pour leur compte à l'attribution et l'exécution du marché conjoint dont l'objet est repris à l'article 1^{er} de cette Convention, sans préjudice de l'Article 6.

La Commune agit donc en son nom et pour son compte, et au nom et pour compte de HIS, dans le cadre d'un marché conjoint au sens de l'article 48 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et revêt à ce titre la qualité de pouvoir adjudicateur à l'égard des tiers.

Article 3.

La Commune est compétente seule pour assurer l'ensemble de la procédure d'attribution du marché conjoint (rédaction des documents du marché et leur adoption officielle, publicité, décision de sélection, négociations, décision d'attribution, notification, recours, etc.), dans le respect de la législation relative aux marchés publics et de la présente Convention, et sans préjudice de :

- l'adoption des annexes à la présente Convention par l'ensemble des parties.
- la participation de HIS aux réunions préalables à l'attribution concernant la polyclinique et aux dialogues y relatifs. HIS devra transmettre à la Commune son analyse concernant la régularité des offres au regard du programme et des critères d'attribution relatifs à la polyclinique, dans un délai de 30 jours à compter de la communication des offres.

Les documents de marché sont établis par le pouvoir adjudicateur pilote en concertation avec HIS pour ce qui concerne la partie relative à la polyclinique.

Chaque partie est autorisée à se faire aider, à ses frais, dans ces tâches par tout expert ou conseiller qu'elle juge utile.

Article 4.

Les projets de décision de sélection, de décision de clôture du dialogue et de décision motivée d'attribution seront transmis par la Commune à HIS pour avis. HIS se prononce dans un délai de dix jours à compter de la notification de l'acte qui lui est soumis.

En cas d'avis défavorable de HIS, les parties conviennent de se concerter dans les 7 jours, en présence du Bourgmestre de la Commune, du Président du Conseil médical et du Président de HIS.

Chapitre III. Délégué de chaque partie

Article 5.

Le pouvoir adjudicateur pilote désigne un délégué qui est chargé de suivre et de superviser l'attribution du marché.

HIS désigne également un délégué qui sera chargé du suivi et de la supervision de l'attribution du marché pour ce qui concerne la partie relative à la polyclinique.

Chaque partie communique à l'autre le nom du délégué.

Sans préjudice des autres dispositions du présent contrat, le rôle de ce délégué est défini comme suit :

- Le suivi technique du marché pour la partie qui le concerne ;
- L'analyse du respect de la programmation qui le concerne;
- La participation aux réunions et phases de dialogue dans la mesure où elles le concernent;
- L'information de tout évènement, situation ou décision spécifique ayant une incidence quelconque sur la conception ou l'exécution du marché.

HIS informe, spontanément ou sur demande, le pouvoir adjudicateur pilote de toute situation de conflits d'intérêts.

Chapitre IV. Exécution du marché

Article 6.

Sans préjudice de la possibilité de mettre en place un comité de pilotage, la Commune prend en charge seule le contrôle et le suivi de l'exécution du marché, à l'exception de la partie propre à la polyclinique.

HIS est seule compétente en ce qui concerne le contrôle et le suivi de l'exécution de la polyclinique.

Ceci implique notamment, sans que cela ne soit exhaustif, que chaque partie :

- désigne un fonctionnaire dirigeant et suit l'exécution du marché qui la concerne ;
- est compétente pour dresser les PV de manquements qui la concerne;
- est compétente pour délivrer les réceptions qui la concerne ;
- est responsable seule du paiement qui la concerne.

Les parties sont donc chacune seule responsable des paiements mis à leur charge respective et assument donc toute demande d'indemnité en cas de défaut ou de retard de paiement.

Il est toutefois expressément prévu que la Commune est seule compétente pour résilier l'entièreté du marché ou adopter des mesures d'office ayant un effet sur l'ensemble du projet.

Article 7.

Chaque partie informe l'autre partie quand il le juge nécessaire, et notamment quand un évènement a une incidence sur le marché dans sa globalité (délai complémentaire, arrêt de chantier, application de pénalité de retard ...) de l'état d'avancement du marché. Pour ce faire il peut, à son choix :

- soit communiquer une copie des échanges de correspondance entre lui et l'adjudicataire simultanément à leur envoi, à l'autre partie ;
- soit tenir informé l'autre partie par un rapport transmis au maximum tous les mois.

Les parties peuvent requérir l'une de l'autre toute information, au besoin en consultant les éléments sur place.

Chapitre V. Relations entre la Commune et HIS en ce qui concerne la polyclinique

Article 8.

La Commune octroie à HIS à titre gratuit un droit réel démembre sur le terrain sur lequel la polyclinique sera érigée et un droit réel sur 40 emplacements de parking selon des conditions financières encore à définir. La cession de ces droits fera l'objet de conventions spécifiques, qui en fixeront les modalités d'occupation (eau, gaz, électricité, etc)

La durée sera de 50 ans. En suite de la trentième année, la Commune peut résilier la convention moyennant un préavis de deux ans. Cette faculté est ouverte à la Commune si cette dernière estimait que HIS n'a pas réalisé des réinvestissements suffisants pour entretenir l'outil en bon père de famille.

Par ailleurs, en suite de la trentième année, HIS peut résilier la convention moyennant un préavis de deux ans si pour une raison quelconque, la décision de ne plus exploiter une polyclinique dans ce bâtiment devait être prise.

L'acquisition de la polyclinique auprès de l'attributaire du marché conjoint se fera par HIS, qui en assure le financement dans son intégralité, à l'exception des frais relatifs aux abords du bâtiment qui seront entièrement à la charge de la Commune. Le prix de ces derniers ne pourra être répercuté sur le prix de la polyclinique.

HIS s'acquittera donc directement auprès de l'attributaire du prix d'acquisition de la polyclinique.

Le coût de toutes les études et travaux préalables (notamment, sans ce que cette liste ne soit exhaustive : essais de sols, relevés géométriques, inventaire amiante, dépollution éventuelles, démolition etc.) sera financé dans son intégralité par la Commune.

Chacune des parties supportera le paiement de l'indemnité de participation au dialogue visée au cahier des charges, au prorata de leur participation au projet en fonction des mètres carrés bruts bâtis dévolus à chaque partie.

Chapitre VI. Durée du projet

Article 9.

La présente convention prend effet à compter de la signature de la convention par les deux parties, jusqu'à la réception définitive du marché conjoint.

Chapitre VII. Devoirs de réserve et de confidentialité

Article 10.

Toute personne au sein des parties qui, en raison de ses fonctions ou des missions qui lui ont été confiées, a connaissance de renseignements confidentiels relatifs au présent marché ou qui ont trait à la passation et à l'exécution du marché, communiqués par les candidats, et soumissionnaires ne divulgue aucun de ces renseignements. Ces renseignements concernent notamment les secrets techniques ou commerciaux et les aspects confidentiels des offres.

Article 11.

Sans préjudice de leurs obligations légales et réglementaires en matière de motivation et d'information, les parties s'engagent à traiter confidentiellement les clauses et conditions du marché public dont elles ont connaissance dans le cadre de l'exécution du marché conjoint.

Chapitre VIII. Absence de rémunération

Article 12.

La Commune n'est pas rémunérée pour les prestations effectuées, de sorte que la convention n'est pas conclue à titre onéreux entre les parties.

Chapitre IX. Responsabilités

Article 13.

La Commune s'engage à tout mettre en œuvre pour la réalisation du marché, mais ne peut garantir que la procédure aboutira effectivement; son obligation n'est que de moyens.

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les parties s'accordent pour définir les termes suivants :

- une contestation : toute plainte déposée par un attributaire ou sous-traitant ou cotraitant ou tiers intéressé (impétrants, voisin, etc.) du marché conjoint ;
- un recours : tout litige entre le pouvoir adjudicateur et toute personne (un entrepreneur/promoteur, un candidat ou soumissionnaire évincé, cotraitant, sous-traitant, tiers préjudicié, etc.) ayant trait, directement ou indirectement, à la passation et/ou l'exécution du marché conjoint.

Dans la mesure où la contestation ou le litige concerne l'ensemble du projet, les parties s'engagent irrévocablement à partager tous frais quelconques (avocat, expertise, dommages et intérêts, indemnités de procédure, etc.) proportionnellement à leur participation au projet, en fonction des m² bâtis dévolus à chaque partie.

Par voie d'exception, si la contestation ou le litige ne concerne qu'un aspect particulier du projet ou un fait quelconque facilement identifiable et dissociable de l'ensemble du projet, les parties peuvent convenir que la charge financière qui naîtrait de cette contestation ou de ce litige sera mise à charge de la seule partie responsable.

La Commune en tant que pouvoir adjudicateur pilote, peut ester en justice pour le compte des parties à la présente convention, en ce qui concerne l'attribution du marché conjoint.

Chaque partie est seule responsable pour ce qui concerne l'exécution du marché, pour la partie qui le concerne, sans préjudice toutefois de l'Article 6.

Chapitre X. Dispositions finales

Article 14.

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence, transparence et la bonne foi due aux conventions. Elles s'engagent à communiquer entre elles toute information utile pour le bon déroulement des marchés publics conjoints.

Article 15.

Toute convention antérieure portant partiellement ou totalement sur le même objet est considérée comme abrogée par la présente convention.

Article 16.

En vue de l'exécution, complétude, modification et affinement de la présente Convention, les parties peuvent conclure des avenants qui seront annexés à la présente Convention.

Article 17.

La présente convention est régie par le droit belge.

A défaut d'accord amiable que les parties s'engagent par la présente convention à rechercher expressément, tout litige survenant dans l'application de la présente convention relèvera de la compétence territoriale de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles (FR).

Seul le droit belge est applicable.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Renovatie van het voormalige gemeenschapshuis (Oudergemlaan 113-115) - Gezamenlijke overeenkomst met de Hopitaux Iris Sud (HIS)

De gemeenteraad,

gelet op het project voor de renovatie van een gebouwencomplex op de Oudergemlaan, op de site van het voormalige gemeentehuis;

overwegende dat het gebouwencomplex woningen zal omvatten, waarvan 90% geconventioneerde woningen en 10% sociale woningen alsook een groene ruimte; dat de gemeente een promotieopdracht wil lanceren voor de bouw van die woningen;

overwegende dat de gemeente geassocieerd lid is van de Iris Ziekenhuizen Zuid en dat gezien de ligging en de vormgeving van de site de partijen er ook een polikliniek willen bouwen om op het grondgebied van de gemeente een site voor gezondheidszorg te behouden;

overwegende dat in deze context en om de samenhang en de kwaliteit van het project te garanderen, de gemeente Etterbeek en IZZ hebben beslist om een beroep te doen op een gezamenlijke opdracht, in toepassing van artikel 48 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, om aan hun behoeften te voldoen; dat de partijen een overeenkomst moeten sluiten die tot doel heeft de rechten en verplichtingen van de partijen in het kader van de gezamenlijke opdracht vast te leggen;

overwegende dat de technische ploegen van de partijen hebben overlegd om een tekst voor de overeenkomst op te stellen waarin beide partijen zich kunnen vinden;

overwegende dat de medische raad die heeft plaatsgevonden op 16.12.2021 de tekst van de overeenkomst betreffende de opdracht unaniem heeft goedgekeurd; dat de raad van bestuur van IZZ die heeft plaatsgevonden op 17.12.2021 ook akkoord is gegaan;

BESLIST om de overeenkomst betreffende de gezamenlijke opdracht met IZZ goed te keuren waarvan de voorwaarden hieronder zijn opgenomen:

Hoofdstuk I. Onderwerp van de overeenkomst

Artikel 1.

Het doel van de overeenkomst is om de relatie tussen de ondertekenende partijen te regelen met betrekking tot de gunning en uitvoering van een gezamenlijke opdracht in de zin van artikel 48 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

Het betreft een opdracht voor werken in de vorm van een DBF (promotie) met betrekking tot de renovatie van de site van het voormalige gemeentehuis. Het is de bedoeling om er

sociale en geconventioneerde woningen, een groene ruimte en een polikliniek te bouwen.

De bijlagen bij deze overeenkomst, waarnaar overigens wordt verwezen, maken er integraal deel van uit, onverminderd de mogelijkheid voor de gemeente om ze te wijzigen, overeenkomstig de bevoegdheid die haar op grond van deze overeenkomst is verleend.

Hoofdstuk II. Leidende aanbestedende overheid

Artikel 2.

De partijen komen overeen om de gemeente aan te wijzen om in hun naam en voor hun rekening te handelen bij de gunning en de uitvoering van de gezamenlijke opdracht waarvan het onderwerp in artikel 1 van deze overeenkomst is omschreven, onverminderd artikel 6.

De gemeente handelt dus in eigen naam en voor eigen rekening en in naam en voor rekening van IZZ, in het kader van een gezamenlijke opdracht in de zin van artikel 48 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en heeft als dusdanig de hoedanigheid van aanbestedende overheid ten aanzien van derden.

Artikel 3.

De gemeente is als enige bevoegd voor de volledige gunningsprocedure van de gezamenlijke opdracht (opstellen van de documenten van de opdracht en hun officiële goedkeuring, bekendmaking, selectiebeslissing, onderhandelingen, gunningsbeslissing, kennisgeving, beroepsprocedures, enz.) in naleving van de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten en deze overeenkomst en onverminderd:

- de goedkeuring van de bijlagen bij deze overeenkomst door alle partijen.
- de deelname van IZZ aan de vergaderingen voorafgaand aan de gunning met betrekking tot de polikliniek en de bijhorende dialogen. IZZ moet zijn analyse van de regelmatigheid van de offertes met betrekking tot het programma en de gunningscriteria voor de polikliniek binnen 30 dagen na de mededeling van de offertes aan de gemeente bezorgen.

De opdrachtdocumenten worden opgesteld door de leidende aanbestedende overheid in overleg met IZZ voor het deel met betrekking tot de polikliniek.

Elke partij mag zich, op haar kosten, laten helpen bij die taken door elke deskundige of adviseur die zij nuttig acht.

Artikel 4.

Het ontwerp van de selectiebeslissing, van de beslissing tot slot van de dialoog en van de gemotiveerde beslissing tot gunning worden door de gemeente ter advies bezorgd aan IZZ. IZZ neemt een beslissing binnen tien dagen vanaf de kennisgeving van de akte die hem worden voorgelegd.

In geval van een ongunstig advies van IZZ komen de partijen overeen om binnen 7 dagen een overleg te organiseren in aanwezigheid van de burgemeester van de gemeente, de voorzitter van de medische raad en de voorzitter van IZZ.

Hoofdstuk III. Afgevaardigde van elke partij

Artikel 5.

De leidende aanbestedende overheid duidt een afgevaardigde aan voor de opvolging van en het toezicht op de gunning van de opdracht.

IZZ duidt ook een afgevaardigde aan voor de opvolging van en het toezicht op de gunning van de opdracht voor het deel met betrekking tot de polikliniek.

Elke partij bezorgt de naam van de afgevaardigde aan de andere partij.

Onverminderd de andere bepalingen uit deze overeenkomst wordt de rol van de afgevaardigde als volgt vastgelegd:

- Technische opvolging van de opdracht voor het deel dat op hem betrekking heeft;
- Analyse van de naleving van het programma dat op hem betrekking heeft;
- Deelname aan de vergaderingen en de dialoofases in de mate waarin die op hem betrekking hebben;
- Informatie over elke specifieke gebeurtenis, situatie of beslissing die een invloed heeft op het ontwerp of de uitvoering van de opdracht.

IZZ informeert de leidende aanbestedende overheid, spontaan of op vraag, over eventuele belangenconflicten.

Hoofdstuk IV. Uitvoering van de opdracht

Artikel 6.

Onverminderd de mogelijkheid om een stuurcomité op te richten, is de gemeente als enige verantwoordelijk voor de controle en de opvolging van de uitvoering van de opdracht, met uitzondering van het deel met betrekking tot de polikliniek.

IZZ is als enige verantwoordelijk voor de controle en de opvolging van de uitvoering van de polikliniek.

Zonder volledig te zijn, houdt dit in dat elke partij:

- een leidend ambtenaar aanstelt en de uitvoering opvolgt van de opdracht die op haar betrekking heeft;
- bevoegd is om de processen-verbaal van tekortkomingen op te stellen die op haar betrekking hebben;
- bevoegd is om de opleveringen uit te reiken die op haar betrekking hebben;
- als enige verantwoordelijk is voor de betaling die op haar betrekking heeft.

De partijen zijn dus elk als enige verantwoordelijk voor de betalingen die respectievelijk voor hun rekening zijn en nemen bijgevolg elke eis tot vergoeding in geval van niet-betaling of laattijdige betaling voor hun rekening.

Er wordt echter uitdrukkelijk bepaald dat alleen de gemeente bevoegd is om de volledige opdracht te ontbinden of om ambtshalve maatregelen te nemen die een invloed hebben op het volledige project.

Artikel 7.

Elke partij informeert de andere partij over de voortgang van de opdracht wanneer zij dat nodig acht en met name wanneer een gebeurtenis gevolgen heeft voor de opdracht in zijn geheel (extra tijd, onderbreking van de werkzaamheden, toepassing van een verdragingsboete, enz.). Daartoe kan zij naar keuze:

- hetzij een kopie van de briefwisseling tussen haar en de opdrachtnemer aan de andere partij bezorgen op het moment waarop deze briefwisseling wordt verzonden;
- hetzij de andere partij op de hoogte houden door middel van een verslag dat maximaal maandelijks wordt verstuurd.

De partijen kunnen elkaar om alle informatie vragen, zo nodig door de elementen ter plaatse te raadplegen.

Hoofdstuk V. Relatie tussen de gemeente en IZZ met betrekking tot de polikliniek

Artikel 8.

De gemeente verleent IZZ kosteloos een gesplitst zakelijk recht op de grond waarop de polikliniek zal worden gebouwd en een zakelijk recht op 40 parkeerplaatsen tegen nog vast te stellen financiële voorwaarden. De overdracht van deze rechten zal het voorwerp uitmaken van specifieke overeenkomsten, waarin de bezettingsvoorwaarden (water, gas, elektriciteit, enz.) zullen worden vastgelegd.

De duur is 50 jaar. Na het dertigste jaar kan de gemeente de overeenkomst ontbinden op voorwaarde van een opzeggingstermijn van twee jaar. Deze mogelijkheid staat ter beschikking van de gemeente als die laatste van oordeel is dat IZZ onvoldoende herinvesteringen heeft gedaan om de voorziening als een goed en voorzichtig persoon te onderhouden.

Anderzijds kan IZZ de overeenkomst na het dertigste jaar ontbinden op voorwaarde van een opzeggingstermijn van twee jaar als om welke reden dan ook wordt beslist om in dit gebouw geen polikliniek meer uit te baten.

De aankoop van de polikliniek bij de begunstigde van de gezamenlijke opdracht zal worden uitgevoerd door IZZ, die de volledige kosten zal financieren, met uitzondering van de kosten van de omgeving van het gebouw, die volledig door de gemeente zullen worden gedragen. De kosten hiervan kunnen niet in de prijs van de polikliniek worden opgenomen. IZZ zal de aankoopprijs van de polikliniek dus rechtstreeks aan de begunstigde betalen.

De kosten van alle voorbereidende studies en werkzaamheden (met inbegrip van, maar niet beperkt tot, bodemonderzoek, landmeter, asbestinventarisaties, eventuele sanering, afbraakwerkzaamheden, enz.) worden volledig gefinancierd door de gemeente.

Elk van de partijen betaalt de deelnamevergoeding voor de dialoog uit het bestek naar rato van haar deelname aan het project in functie van de bruto bebouwde vierkante meters die aan elke partij zijn toegewezen.

Hoofdstuk VI. Duur van het project

Artikel 9.

Deze overeenkomst treedt in werking vanaf de ondertekening van de overeenkomst door de twee partijen tot de definitieve oplevering van de gezamenlijke opdracht.

Hoofdstuk VII. Discretieplicht en verplichting tot vertrouwelijkheid

Artikel 10.

Personen binnen de partijen die wegens hun functie of opdrachten die hen werden toevertrouwd kennis hebben van vertrouwelijke informatie betreffende deze opdracht of de gunning en uitvoering van de opdracht die door kandidaten en inschrijvers is medegedeeld mogen deze informatie niet openbaar maken. Die informatie bevat technische of commerciële geheimen en vertrouwelijke aspecten van de offertes.

Artikel 11.

Onverminderd hun wettelijke en reglementaire verplichtingen tot motivering en informatieverstrekking, verbinden de partijen zich ertoe de bepalingen en de voorwaarden van de overheidsopdracht waarvan zij in het kader van de uitvoering van de gezamenlijke opdracht kennis krijgen vertrouwelijk te behandelen.

Hoofdstuk VIII. Afwezigheid van vergoeding

Artikel 12.

De gemeente ontvangt geen vergoeding voor de geleverde prestaties, zodat de overeenkomst niet onder bezwarende titel tussen de partijen wordt gesloten.

Hoofdstuk IX. Verantwoordelijkheden

Artikel 13.

De gemeente verbindt zich ertoe alles in het werk te stellen om de opdracht uit te voeren, maar kan niet garanderen dat de procedure daadwerkelijk tot een resultaat zal leiden; haar verplichting is er slechts een van middelen.

In het kader van de uitvoering van deze overeenkomst komen de partijen overeen om de volgende termen te definiëren:

- een betwisting: elke klacht die wordt ingediend door een begunstigde of onderaannemer of medecontractant of belanghebbende derde (nutsvoorzieners, burens, enz.) van de gezamenlijke opdracht;
- een beroep: elk geschil tussen de aanbestedende overheid en een persoon (een aannemer/promotor, een afgewezen kandidaat of inschrijver, een medecontractant, een onderaannemer, een benadeelde derde, enz.) dat rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de gunning en/of de uitvoering van de gezamenlijke opdracht.

Voor zover de betwisting of het geschil betrekking heeft op het gehele project verbinden de partijen zich er onherroepelijk toe alle kosten (advocaat, deskundigenonderzoek, schadevergoeding en interesten, procedurekosten, enz.) te delen in verhouding tot hun deelname aan het project, in functie van de bebouwde vierkante meters die aan elke partij zijn toegewezen.

Als de betwisting of het geschil slechts betrekking heeft op een bijzonder aspect van het

project of op een feit dat gemakkelijk kan worden geïdentificeerd en van het project in zijn geheel kan worden gescheiden kunnen de partijen bij wijze van uitzondering overeenkomen dat de financiële last die uit die betwisting of dat geschil voortvloeit uitsluitend door de verantwoordelijke partij zal worden gedragen.

De gemeente kan, als leidende aanbestedende overheid, in naam van de partijen van deze overeenkomst in rechte optreden met betrekking tot de gunning van de gezamenlijke opdracht.

Elke partij is als enige verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht, voor het gedeelte dat op haar betrekking heeft, onverminderd artikel 6.

Hoofdstuk X. Slotbepalingen

Artikel 14.

De partijen verbinden zich ertoe deze overeenkomst uit te voeren met de nodige zorgvuldigheid en transparantie en te goeder trouw. Zij verbinden zich ertoe elkaar alle informatie te verstrekken die nuttig is voor het goede verloop van de gezamenlijke overheidsopdrachten.

Artikel 15.

Elke eerdere overeenkomst die geheel of gedeeltelijk op hetzelfde onderwerp betrekking heeft wordt beschouwd te zijn herroepen door deze overeenkomst.

Artikel 16.

Met het oog op de uitvoering, de volledigheid, de wijziging en de verfijning van deze overeenkomst kunnen de partijen aanhangsels sluiten die bij deze overeenkomst worden gevoegd.

Artikel 17.

Deze overeenkomst wordt geregeld door het Belgische recht.

Bij gebreke van een minnelijke schikking, waartoe de partijen zich hierbij uitdrukkelijk verbinden, valt elk geschil dat uit de toepassing van deze overeenkomst voortvloeit onder de territoriale bevoegdheid van het gerechtelijk arrondissement Brussel (FR).

Enkel de Belgische wet is van toepassing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre :

Si le point passe maintenant, c'est par respect pour HIS car on les a soumis à une grosse pression avec la volonté d'installer une polyclinique au rez-de chaussée de l'avenue d'Auderghem et de la rue Lemans, qu'ils ont fait diligence à cette demande pour avancer. Ce point-ci n'est qu'un point intermédiaire. C'est le constat de l'accord intervenu pour travailler ensemble parce qu'on va lancer un cahier des charges pour la réhabilitation de l'ensemble de l'ancienne maison communale.

Mijnheer de burgemeester:

Dat het punt nu op de agenda staat is uit respect voor de IZZ, omdat zij onder grote druk staan om een polikliniek te vestigen op de benedenverdieping van de Oudergemlaan en de Lemanstraat en zij hebben hun uiterste best gedaan om aan dit verzoek te voldoen om vooruit te komen.

Dit punt is slechts een tussenstap. Het is een verklaring van het akkoord dat werd bereikt om samen te werken omdat we een bestek gaan uitbrengen voor de renovatie van het volledige voormalige gemeentehuis.

Jeunesse - Jeugd

20.12.2021/A/0022 Attribution des subsides pour l'appel à projets jeunesse - 2

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en séance du 14/11/2020, le conseil communal a approuvé le règlement relatif aux subsides ainsi que le budget alloué au premier projet ;

Considérant qu'en séance du 20/09/2021, le conseil communal a approuvé les modifications relatives au règlement ;

Considérant qu'en séance du 30/09/2021, le collège a approuvé le deuxième appel à projet, pris acte des échéances et autorisé le budget alloué à ce projet ;

Considérant les critères d'évaluation stipulant que dans le cadre de l'appel à projets, l'intervention de la commune s'élève à un montant maximum de 3.500 euros par projet. Le projet pour lequel un subside sera demandé peut prendre différentes formes et viser des objectifs divers, mais seront soutenus prioritairement – sur base de l'appel à projet – les projets répondant aux préoccupations identifiées par des jeunes etterbeekoïses quel que soit le domaine d'action (socio-éducatif, économique, culturel...) dès lors que ceux-ci visent à stimuler des projets :

- créatifs, originaux, inclusifs
- Au bénéfice des jeunes etterbeekoïses
- impliquant des jeunes dans le développement et l'implémentation du projet - participation active des jeunes
- Avec un ancrage dans un ou plusieurs quartiers de la commune
- Répondant à un besoin des jeunes ou tendant à la résolution d'une problématique récurrente ou nouvelle rencontrée sur le terrain

Considérant que la procédure de sélection stipule que les dossiers sont examinés par une commission d'avis composée :

- Du membre du Collège des Bourgmestres et Echevins en charge de la jeunesse ou de l'un de ses représentants ;

- Du membre du Collège des Bourgmestre et Echevin en charge de l'enseignement ou de l'un de ses représentants;
- D'un membre du Service Jeunesse ;
- D'un membre externe sélectionné sur candidature, parmi les professionnels du domaine de la jeunesse ou de l'enseignement.

Considérant que le membre externe a été officiellement désigné par la commission d'avis, sous présentation de candidature et de dossier lors de la première réunion de la commission d'avis en la date du 13 décembre 2021 ;

Considérant que la commission d'avis a vérifié, conformément au règlement si les associations porteuses de projets avaient déjà obtenu un subside communal ;

Considérant que le règlement privilégie le lien avec la commune et le respect des critères de sélection, les deux critères incontournables pour que les projets soient éligibles;

Considérant que la commission d'avis a par ailleurs porté une attention particulière à la faisabilité de chaque projet ;

Considérant que la répartition s'est réalisée comme suit : (détails complets et explications en annexe)

Association	Montant demandé	Subside alloué avec pondération de la commission d'avis	Subside alloué sans la pondération de la commission d'avis (et moins la demande de matériel)
MJ La CLEF	3.441,25 euros	2.119,60 euros	2.464,75 euros
LHS	3.500 euros	1.892 euros	2.200 euros
SENGHOR	3.500 euros	3.080 euros	-
ALT	2.400 euros	2.112 euros	-
URBAN STEP	3.500 euros	3.045 euros	-
CHAMBERY	3.500 euros	Non recevable	Non recevable
MONTANT TOTAL		12.248,6 EUROS	12.901,75 euros

Considérant qu'au regard des critères précités, la commission d'avis considère que seront exclus : les projets qui n'ont pas respecté l'échéance de remise de candidature, ni les critères d'éligibilité, les projets qui ne sont pas faisables techniquement ;

Considérant que l'une des conditions de recevabilité est que les demande de matériel ne peuvent excéder 10% du subside sollicité (cf. Article 4 §2 du règlement et point a) critères de recevabilité de l'appel à projet – en annexe) ;

Considérant que 2 associations n'ont pas respecté ce point, à savoir la MJ la Clef et LHS, le comité d'avis propose soit :

- De considérer que leur demande de subsides est irrecevable,
- De considérer que leur demande de subsides est recevable mais de leur allouer le montant prévu sans la pondération et sans le montant relatif à la demande de matériel soit

MJ La CLEF 2.464,75 euros

LHS 2.200 euros

Considérant qu'in fine la commission d'avis a essayé de répondre de façon objective, et de façon proportionnelle aux demandes ;

Considérant que conformément à l'Article 4 §1er du règlement, certains membres de la commission d'avis n'ont pas pris part au vote pour les associations dans lesquelles ils sont membres :

- Le Bourgmestre, représentant la jeunesse, pour la MJ La Clef et LHS,
- L'Echevine de l'enseignement pour le Senghor,
- La représentante du service jeunesse pour la MJ la Clef ;

Considérant l'échéance du 23 décembre 2021 comme date limite de sélection des projets, la commission d'avis soumet le résultat de sa délibération pour le collège du 16 décembre 2021, premier collège suivant la date d'échéance en question ;

Considérant que le conseil peut décider de ne pas tenir compte de la pondération afin d'utiliser le montant alloué à l'enveloppe budgétaire ;

Considérant qu'un montant de 25.000 € est disponible dans l'enveloppe budgétaire de l'appel à projet jeunesse, la commission propose d'attribuer le subside sans tenir compte de la pondération ;

DECIDE :

1. Pour les deux associations n'ayant pas respecté l'une des conditions de recevabilité de considérer que leur demande de subsides est recevable mais de leur allouer le montant prévu sans la pondération et sans le montant relatif à la demande de matériel, soit

MJ La CLEF	2.464,75 euros
LHS	2.200 euros

2. D'accepter pour les autres associations, la proposition de la commission d'avis quant à la suppression du calcul de pondération afin de pouvoir leur accorder un montant se rapprochant du subside sollicité, tout en tenant compte que pour la MJ La Clef et LHS, la partie matériel aura été retirée. Le montant attribué serait dans ce cas, le montant initialement demandé :

SENGHOR	3.500 euros
ALT	2.400 euros
URBAN STEP	3.500 euros
CHAMBERY	0 euro

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Toewijzing van subsidies voor de oproep tot het indienen van projecten voor jongeren
- 2

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 14/11/2020 het subsidiereglement en het budget dat wordt toegekend aan het eerste project heeft goedgekeurd;

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20/09/2021 de wijzigingen aan het reglement heeft goedgekeurd;

overwegende dat het college in zijn zitting van 30/09/2021 de tweede projectoproep heeft goedgekeurd, akte heeft genomen van de termijnen en het budget dat wordt toegekend aan dit project heeft goedgekeurd;

gelet op de evaluatiecriteria die bepalen dat in het kader van deze projectoproep, de tussenkomst van de gemeente maximaal 3.500 euro per project bedraagt. Het project waarvoor een subsidie wordt aangevraagd kan verschillende vormen aannemen en verschillende doelstellingen nastreven, maar op basis van de projectoproep zullen in de eerste plaats projecten worden gesteund die tot doel hebben om te beantwoorden aan de bezorgdheden van Etterbeekse jongeren ongeacht het actiedomein (socio-educatief, economisch, cultureel, enzovoort) op voorwaarde dat die tot doel hebben om de volgende projecten te stimuleren:

- creatieve, originele, inclusieve projecten
- ten behoeve van Etterbeekse jongeren
- waarbij de jongeren betrokken zijn bij de ontwikkeling en de implementatie van het project / actieve medewerking van de jongeren
- met een verankering in een of meerdere wijken van de gemeente
- die beantwoorden aan een behoeften van de jongeren of die proberen een terugkerende of nieuwe problematiek aan te pakken op het terrein

overwegende dat de selectieprocedure bepaalt dat de dossiers worden onderzocht door een adviescommissie die bestaat uit:

- Het lid van het college van burgemeester en schepenen dat bevoegd is voor Jeugd of een van zijn vertegenwoordigers,
- Het lid van het college van burgemeester en schepenen dat bevoegd is voor Onderwijs of een van zijn vertegenwoordigers,
- Een lid van de dienst Jeugd,
- Een extern lid, dat werd geselecteerd op basis van een kandidatuur en die professioneel actief is binnen het domein van jeugd of onderwijs.

Overwegende dat dat externe lid officieel werd aangesteld door de adviescommissie, met kandidatuurstelling en dossier, tijdens de eerste vergadering van de adviescommissie op 13 december 2021;

overwegende dat de adviescommissie in overeenstemming met het reglement is nagegaan of de verenigingen die een project dragen al een gemeentelijke subsidie hebben gekregen;

overwegende dat het reglement voorrang geeft aan de band met de gemeente en de naleving van de selectiecriteria, twee criteria die noodzakelijk zijn om het project in aanmerking te kunnen nemen;

overwegende dat de adviescommissie bovendien bijzondere aandacht heeft besteed aan de haalbaarheid van elk project;

overwegende dat de verdeling als volgt is: (volledige details en uitleg in bijlage)

Vereniging	Gevraagde bedrag:	Subsidie toegekend met weging van de adviescommissie	Subsidie toegekend met weging van de adviescommissie (en min de aanvraag van materiaal)
Jeugdhuis La Clef	3.441,25 euro	2.119,60 euro	2.464,75 euro
LHS	3.500 euro	1.892 euro	2.200 euro
SENGHOR	3.500 euro	3.080 euro	-
ALT	2.400 euro	2.112 euro	-
URBAN STEP	3.500 euro	3.045 euro	-
CHAMBERY	3.500 euro	Niet-ontvankelijk	Niet-ontvankelijk
TOTAALBEDRAG		12.248,6 EURO	12.901,75 euro

overwegende dat de adviescommissie in het licht van de bovengenoemde criteria heeft beslist dat de volgende projecten zijn uitgesloten: projecten die de deadline voor de indiening van de kandidatuur noch de criteria om in aanmerking te komen niet hebben gerespecteerd; projecten die technisch gezien niet haalbaar zijn;

overwegende dat een van de ontvankelijkheidscriteria is dat aanvragen voor materiaal niet meer dan 10% van de aangevraagde subsidie mogen bedragen zie artikel 4 §2 van het reglement en punt a) ontvankelijkheidscriteria van de projectoproep – in bijlage);

overwegende dat 2 verenigingen dat punt niet hebben gerespecteerd, met name jeugdhuis La Clef en LHS en dat de adviescommissie voorstelt om:

- Ofwel hun subsidieaanvraag niet-ontvankelijk te beschouwen;
- Ofwel hun subsidieaanvraag ontvankelijk te beschouwen maar hen het bedrag toe te kennen zonder de weging en zonder het bedrag voor de aanvraag van materiaal, met name

Jeugdhuis La Clef 2.464,75 euro
LHS 2.200 euro

overwegende dat de adviescommissie heeft geprobeerd om op een objectieve en evenredige manier te beantwoorden aan de vragen;

overwegende dat in overeenstemming met artikel 4 §1 van het reglement sommige leden van de adviescommissie niet hebben deelgenomen aan de stemming voor de verenigingen waarvan zij lid zijn:

- De burgemeester, bevoegd voor Jeugd, voor jeugdhuis La Clef en LHS,
- De schepen van Onderwijs voor Le Senghor,
- De vertegenwoordigster van de dienst Jeugd voor jeugdhuis La Clef;

gelet op de deadline van 23 december 2021 als uiterste datum voor de selectie van de projecten legt de adviescommissie het resultaat van zijn beraadslaging voor aan het college van 16 december 2021, het eerste college na de deadline in kwestie;

overwegende dat de gemeenteraad kan beslissen om geen rekening te houden met de weging om het bedrag te gebruiken dat is toegekend aan de begrotingsenveloppe;

overwegende dat een bedrag van 25.000 euro beschikbaar is in de begrotingsenveloppe van de projectoproep Jeugd en dat de adviescommissie voorstelt om de subsidie toe te kennen zonder rekening te houden met de weging;

BESLIST

1. Voor de twee verenigingen die een van de twee ontvankelijkheidscriteria niet hebben nageleefd, hun subsidieaanvraag ontvankelijk te beschouwen maar hen het bedrag toe te kennen zonder de weging en zonder het bedrag voor de aanvraag van materiaal, met name

Jeugdhuis La Clef	2.464,75 euro
LHS	2.200 euro

2. Voor de andere verenigingen het voorstel van de adviescommissie te aanvaarden in verband met de schrapping van de wegingsberekening om hen een bedrag te kunnen toekennen dat aansluit bij de gevraagde subsidie, ermee rekening houdend dat voor jeugdhuis La Clef en LHS het deel voor het materiaal zal zijn afgetrokken. In dat geval zou het toegekende bedrag het bedrag zijn dat oorspronkelijk werd aangevraagd:

SENGHOR	3.500 euro
ALT	2.400 euro
URBAN STEP	3.500 euro
CHAMBERY	0 euro

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

16 annexes / 16 bijlagen

Règlement subsides NL.pdf, Appel à projets jeunesse 2021-2022 NL.pdf, Règlement subsides FR.pdf, MJ la Clef dossier.pdf, MJ la Clef pub.pdf, chambery pub.pdf, Senghor dossier.pdf, Appel à projets jeunesse 2021-2022 FR.pdf, chambery activités.pdf, LHS dossier.pdf, URBAN STEP dossier.pdf, LHS signature.pdf, version finale note explicative appel à projets décembre 2021 (002).pdf, urban step financier.pdf, chambery dossier.pdf, ALT dossier.pdf

*Frank Van Bockstal entre en séance / treedt in zitting.
Audrey Petit entre en séance / treedt in zitting.*

Gestion du stationnement payant - Beheer van betalend parkeren

20.12.2021/A/0023 **Règlement redevance relatif à la politique communale de stationnement pour les véhicules à moteur sur la voie publique - Modification**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 17 décembre 2018 relative au même objet;

Vu l'article 117 et 137bis de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 16 mars 1968 relatif à la police de la circulation routière;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu le règlement complémentaire de police en ses dispositions relatives à la circulation routière;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, modifié par l'arrêté du 12 décembre 2013;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés;

Vu l'article 42bis & 42ter de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2018;

Considérant que les hôpitaux fonctionnent jour et nuit, et que le personnel hospitalier connaît parfois des horaires incompatibles avec les transports publics;

Considérant qu'une mesure de gratuité envers cette catégorie de personnes se justifie pleinement;

Considérant que les garages automobiles ont besoin de l'espace public pour stationner les véhicules avant et après la réparation, que le nombre de véhicules concernés est valable, et que les véhicules réparés ont forcément des immatriculations qui changent tous les jours ;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire;

Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes;

Considérant qu'une adaptation de ce règlement aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire;

Considérant que pour permettre une meilleure lecture de la problématique du stationnement il est opportun d'insérer dans ce règlement celui réactualisé relatif aux cartes communales de stationnement;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu la situation financière de la commune;

ARRETE :

CHAPITRE 1 : ZONES ROUGES ET VERTES

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er janvier 2022 au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le 31 décembre 2022, une redevance payable au comptant sur le stationnement d'un véhicule à moteur sur une voie publique où une réglementation en matière de stationnement court et rotatif est prévue en application de l'article 27.3 de l'arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Ces voies publiques font partie de zones de stationnement dites « zone payantes ». Le temps de stationnement est limité conformément aux modalités d'utilisation figurant sur les appareils dit compteurs de stationnement ou horodateurs.

Article 2 :

Le conducteur désireux de stationner pour une durée plus longue que deux heures en zone rouge et 4h30 en zone verte peut occuper un emplacement de stationnement, soit durant la matinée (de 9h à 13h30), soit durant l'après-midi (de 13h30 à 18h00) pendant une période maximale de 4h30 moyennant le paiement d'une redevance payable au comptant de € 25,00 (cette modalité d'utilisation sera reprise sur les horodateurs comme correspondant au « tarif 1 ») ou de € 50,00 pour le « tarif A » (parking minute, zone jaune ou chargement électrique).

Une exception est prévue pour la place Jourdan où le stationnement est limité à maximum 30 minutes à 0,50€ pour cette période et à un seul ticket par jour et par véhicule entre 8h00 et 18h00.

La redevance au comptant pourra être payée :

Soit d'avance, par l'achat d'une carte de stationnement allant de 1 jour minimum à 1 an maximum au guichet du service stationnement les jours (voir horaire sur le site internet de l'administration communale d'Etterbeek).

Soit en alimentant directement l'horodateur de pièces de monnaie adéquates selon les instructions repris sur les horodateurs.

Soit via l'application mobile « Yellowbrick » suivant les modalités d'utilisation reprises sur les horodateurs.

La commune se réserve le droit d'ajouter ou de supprimer un mode de paiement dans le courant de l'année de validité de ce règlement.

Article 3 :

Par dérogation à l'article 2, la redevance au comptant pour le conducteur qui opte pour une durée de stationnement plus courte est fixée à € 1,50 par heure. La redevance de € 1,50 par heure peut être fractionné en deux unités de € 0,75 par tranches horaire de 30 minutes.

En ce qui concerne la place Jourdan, la redevance de stationnement est limitée à un ticket

gratuit de 15 minutes ou à un ticket de 0,50€ pour 30 minutes.

A. Par l'utilisation de l'horodateur.

L'introduction de pièces de monnaie adéquates dans les horodateurs selon les instructions reprises sur ceux-ci donne droit à une durée de stationnement ininterrompue de minimum 30 minutes à maximum 2h00 en zone rouge et de minimum 15 minutes à maximum 4h30 en zone verte comme indiqué sur les horodateurs sous le « tarif 2 ».

A l'exception de la place Jourdan, tel que stipulé à l'article 2.

B. Par l'utilisation d'une carte de stationnement (uniquement en zone verte).

A tous les emplacements de stationnement payants prévus en zone verte uniquement, le conducteur peut s'acquitter de la redevance au comptant ou au moyen d'une carte de stationnement.

Celle-ci peut être obtenue auprès du service stationnement.

Le tarif pour la carte de stationnement est :

Pour une carte journalière : € 10,00/premier jour + € 2,50 par jour supplémentaire

Pour une carte « ½ jour fixe annuel par semaine » : € 50,00/an

Pour une carte « individuelle » :

€ 65,00/mois

€ 180,00/trimestre

€ 340,00/semestre

€ 650,00/an.

Pour une carte « professionnelle » :

Véhicule 1 à 5 : € 200,00/an

Véhicule 6 à 20 : € 300,00/an

Véhicule 21 à 30 : € 600,00/an

A partir du 31ème véhicule : € 800,00/an.

Pour une carte « garage » (maximum de 8 cartes par garage) :

Véhicule 1 à 5 : € 200,00/an

Véhicule 6 à 8 : € 300,00/an.

Pour une carte « enseignement » :

€ 16,00/mois

€ 160,00/an.

Pour l'ensemble du personnel des écoles situées sur le territoire d'Etterbeek sur présentation du chef d'établissement ou pour les étudiants sur base d'un contrat de bail prouvant leur logement sur la commune d'Etterbeek ou sur base d'une attestation de fréquentation scolaire pour un établissement scolaire basé sur la commune d'Etterbeek.

C. Par l'utilisation d'une carte habitant ou visiteur (uniquement en zone verte).

Tout habitant peut obtenir une carte par véhicule immatriculé à son nom. En cas de véhicule de société, une attestation est demandée, afin de pouvoir faire le lien entre l'habitant et le véhicule.

Cette carte sera valable pendant la durée de son inscription dans la commune et tant qu'il garde son immatriculation. Toute modification soit d'adresse ou d'immatriculation doit être déclarée sur place auprès du service du Stationnement Payant. Une carte provisoire pourra être octroyée sur présentation d'une attestation d'inscription au Registre de la population.

Le nombre de carte habitant est limité à 3 cartes par ménage et le prix de celles-ci est de € 25,00/an pour la 1^{ère} carte, de € 75,00/an pour la 2^{ème} carte et de € 200,00/an pour la 3^{ème} carte.

Cette 3^{ème} carte n'est pas automatiquement délivrée, elle le sera soumise à l'appréciation du Collège des Bourgmestre et Echevins et sur base de l'avis du service du Stationnement Payant et du Receveur Communal.

La carte permet de se garer sur l'entièreté du territoire communal excepté en zone rouge, sur les parkings minute, chargement électrique et les zones jaunes sans pour autant être exposée derrière le pare-brise.

Une carte habitant spécifique est néanmoins obligatoire dans les zones limitrophes :

- **WOLUWE SAINT LAMBERT** (rue de Linthout, rue Batonnier Braffort, avenue Henri Dietrich, rue de la Duchesse) ;
- **WOLUWE SAINT PIERRE** (avenue de Tervueren, rue des Atrébates jusqu'à rue des Aduatiques, avenue Nestor Plissart, Rue Père Eudore Devroye, avenue Eugène Godaux, Avenue des Volontaires et Avenue Joseph Vandersmissen) ;
- **AUDERGHEM** (avenue des Volontaires).

En ce qui concerne les habitants des zones limitrophes avec la commune de Schaerbeek (rue de l'Orme) et la commune d'Ixelles (rue de Theux et rue du Brochet) il n'y a pas de carte à apposer sur le véhicule car celle-ci est virtuelle.

Chaque ménage inscrit sur la commune d'Etterbeek peut faire la demande de cartes à gratter « visiteur ». Ces cartes seront valables pour une demi-journée (le matin de 9h00 – 13h30 et/ou l'après-midi de 13h00 – 18h00) et pour un seul véhicule.

Il peut faire la demande pour 52 cartes par an.

Une exception est octroyée aux personnes de 75ans ou plus, celles-ci ont droit à 104 cartes par an.

Ces cartes sont limitées au secteur dans lequel le ménage est installé. Le prix est de € 10,00 pour 52 cartes ou de € 20,00 pour 104 cartes. Si la carte visiteur n'est pas présente de manière visible sur le pare-brise du véhicule, la commune n'annulera pas les redevances reçues.

Dès le changement de domicile, hors commune ou hors secteur, le ménage doit rendre ces cartes au Service du stationnement payant.

Le ménage propriétaire de la carte sera tenu responsable des éventuels abus d'utilisation.

D. Par l'utilisation d'une carte « Special Card » (uniquement en zone verte)

1. Pour toute personne ou toute ASBL ou association qui justifie avoir besoin d'un ou de plusieurs véhicules afin d'effectuer du bénévolat sur le territoire d'Etterbeek, à condition d'obtenir l'autorisation de délivrance de la carte « Special Card » de la part du Collège des Bourgmestre et Echevins. Le coût de cette carte est de 25,00€/an et par véhicule et elle ne sera valable quand dans la zone dans laquelle l'ASBL ou l'association est installée sur Etterbeek ou dans la zone dans laquelle l'acte de bénévolat est effectué sur Etterbeek. Les zones correspondent à celles qui sont actuellement mises en place pour les cartes visiteur à gratter. Il y a 8 zones et une carte peut être valable pour plusieurs zones si c'est nécessaire.
2. Pour les personnes exemptées d'inscription au Registre National (diplomates et personnes soumises à la taxe sur les 2^{ème} résidences), une « Special Card » sera délivrée pour le stationnement en zone verte pour une période d'un an.

Le nombre de « Special Card » pour ce type de personne est limité à 2 cartes par ménage et le prix de celles-ci est de € 25,00/an pour la 1^{ère} carte et de € 75,00/an pour la 2^{ème} carte.

E. Gratuit :

Pour le personnel médical et paramédical prodiguant des soins à domicile (aide-soignant, aide familiale, repas à domicile et logopède) et ce pour une durée limitée à 2h00 à partir de l'heure d'arrivée indiquée sur le disque bleu de stationnement. Une carte annuelle communale « Aide et soins à domicile » sera octroyée et devra être placée avec le disque bleu de stationnement, de façon visible derrière le pare-brise du véhicule ;

Pour les étudiants bénéficiant d'une bourse d'étude octroyée aux ménages peu aisés ;

Pour le personnel médical, paramédical et soignant de l'hôpital Etterbeek – Baron Lambert et la clinique Saint-Michel situés sur le territoire communal sur base d'une attestation ou d'un listing de la direction de l'établissement. Si un abus devait être constaté lors d'une demande faite par un établissement hospitalier, la commune se réserve le droit à annuler cette mesure de gratuité.

De plus, cette dernière n'est octroyée qu'à proximité des hôpitaux concernés à savoir :

Pour le personnel médical, paramédical et soignant de l'hôpital Etterbeek – Baron Lambert dans les rues suivantes :

- Rue Louis Hap (entre l'avenue d'Auderghem et la rue Colonel Van Gele) ;
- Rue Champ du Roi (entre l'avenue d'Auderghem et la rue Colonel Van Gele);
- Rue Baron Lambert (entre la chaussée Saint-Pierre et la rue Champ du Roi).

Pour le personnel médical, paramédical et soignant de la clinique Saint-Michel dans les rues suivantes :

- Rue Léon de Lantsheere ;
- Rue de Linthout (numéros pairs côté Etterbeek et excepté zone rouge) ;
- Rue d'Oultremont (entre la rue Gérard et le rue de Linthout) ;
- Rue Henri de Braeckeleeer ;
- Rue Charles Degroux ;
- Square Jules de Burlet.

Pour les véhicules de services communaux (à l'exclusion des véhicules privés du personnel communal), dans le cadre du service ;

Pour les véhicules de car-sharing, sur base du détecteur de carte magnétique placé derrière le pare-brise ;

Article 4 :

Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement, au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

Article 5 :

Le conducteur, ou à défaut de connaissance de celui-ci, le propriétaire d'un véhicule se trouvant sur un emplacement dont le ticket de stationnement se trouvant derrière le pare-brise fait apparaître le dépassement du temps indiqué au moment de la vérification par un préposé est réputé avoir opté pour le tarif 1 (stationnement longue durée payable dans les 5 jours à l'administration communale conformément à l'article 2d).

Article 6 :

Les handicapés porteurs de la carte spéciale délivrée par un organisme officiel, conformément à l'arrêté ministériel du 29 juillet 1991 sont autorisés à faire stationner leur véhicule gratuitement et sans limite de durée sur les emplacements desservis par les horodateurs, à l'exception des zones « Parking Minute », des « Zones Jaunes et des zones « chargement électrique ». Ils sont cependant tenus d'apposer la carte officielle précitée sur la face interne du pare-brise ou sur la partie avant de leur véhicule.

Si la carte n'est pas apposée correctement sur leur véhicule, la commune n'annulera pas les redevances reçues.

CHAPITRE 2 : « PARKING MINUTE » ET « ZONE JAUNE »

Article 7 :

La commune peut, sur demande d'une entreprise ou sur initiative propre, décider de l'installation d'une zone de « Parking Minute », signalée par un panneau E9a et les additionnels « ticket », et « Parking Minute », ainsi que les additionnels déterminant la période d'application de la réglementation. Les modalités d'utilisation et la période d'application de la réglementation seront reprises sur les horodateurs sous l'encadré « Parking Minute ».

La commune peut aussi, sur demande d'une entreprise ou sur une initiative propose, décider de l'installation d'une « Zone Jaune », signalée par un panneau E9a et les additionnels « Zone Jaune – Tarif A : 50 Euro – sauf livraisons », ainsi que les additionnels déterminant la période d'application de la réglementation. La commune peut aussi soustraire certaines catégories de véhicules (bus scolaires, autocars, poids lourds) au paiement de la redevance forfaitaire d'application en zone jaune, pour autant que cette exception soit indiquée sur la signalisation.

Article 8 :

Le conducteur qui souhaite stationner son véhicule sur un « Parking Minute » ou sur une « Zone Jaune » visés à l'article 7 peut le faire pendant une période maximale de 4h30 moyennant le paiement d'une redevance de € 50,00. Cette modalité d'utilisation sera reprise sur les horodateurs dans l'encadré « Parking Minute » comme correspondant au « tarif A », ainsi que sur la signalisation en « Zone Jaune ».

Les livraisons en cours, attestée par l'ouverture complète du véhicule durant la période utile au chargement et au déchargement des marchandises ne sont pas soumises à la redevance visée au §1.

Article 9 :

Par dérogation à l'article 8, la redevance au comptant pour le conducteur qui opte pour une durée de stationnement de moins d'un quart d'heure sur les zones « Parking Minute » est fixée à € 0,00.

Le retrait à l'horodateur d'un ticket gratuit est obligatoire, selon les instructions reprises sur ceux-ci dans l'encadré « Parking Minute » donne droit à une durée de stationnement ininterrompue maximale d'un quart d'heure comme indiqué sur les appareils sous le « tarif B ».

Article 10 :

Aucune carte de stationnement n'est autorisée sur les zones « Parking Minute » et les « Zones Jaunes » (carte handicapée, carte habitant, carte visiteur, carte de stationnement, etc.).

Article 11 :

Dans les zones « Parking Minute », le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement, au plus tard à l'expiration du temps d'un quart d'heure de stationnement autorisé (via le ticket gratuit pris à l'horodateur), sauf si les portes du véhicule sont encore ouvertes, afin de permettre la poursuite des manœuvres de chargement et de déchargement utilisées à une livraison.

Le conducteur, ou à défaut de connaissance de celui-ci, le propriétaire d'un véhicule se trouvant sur un emplacement dont le ticket de stationnement se trouvant derrière le pare-brise fait apparaître le dépassement du temps indiqué au moment de la vérification par un préposé est réputé avoir opté pour le « tarif A » payable dans les 5 jours.

Dans les « Zones Jaunes », le conducteur, ou à défaut de connaissance de celui-ci, le propriétaire d'un véhicule en stationnement est réputé avoir opté pour le « tarif A » quel que soit la durée du stationnement payable dans les 5 jours.

CHAPITRE 3 : ZONE « CHARGEMENT ELECTRIQUE »

Article 12 :

En zone "chargement électrique", il est autorisé et gratuit de stationner un véhicule électrique pour autant que celui-ci soit connecté à la borne électrique et effectivement en charge.

Une redevance forfaitaire de € 50,00 par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non-électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné qui n'est pas en charge.

La zone "chargement électrique" est signalée par un panneau autorisant et réglementant le stationnement de type "E9a", complété par un panneau additionnel, tels que définis à l'article 70.2.1, 3° de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, indiquant que le stationnement est réservé aux véhicules électriques, ainsi que d'un panneau additionnel, comportant la mention : "Sauf connexion & raccordement : 50/4h30".

Aucune carte de stationnement n'est autorisée sur les zones « chargement électrique » (carte handicapée, carte habitant, carte visiteur, carte de stationnement, etc.).

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS COMMUNES

Article 13 :

En cas de non-paiement de la redevance au comptant, le Receveur communal peut établir une contrainte conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale.

Article 14 :

La contrainte de la redevance est arrêtée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque le tarif 1 ou A n'est pas payé endéans les 5 jours de la constatation.

Article 15 :

La redevance est recouvrée par le Receveur Communal conformément aux dispositions de l'article 137bis de la nouvelle loi communale.

Les frais pour le « Rappel 1 » sont de € 0,00 et les frais pour le « Rappel 2 » sont de € 15,00 et ces frais sont à charge de l'usager.

Article 16 :

L'usager supporte les conséquences qui pourraient résulter d'un usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Article 17:

En zone rouge et en zone verte, la redevance n'est pas due les dimanches et jours fériés. En « Zone Jaune », les zones « Parking Minute » et les zones « Chargement Electrique », la période d'application de la redevance est indiquée sur la signalisation.

Article 18:

Le ticket de stationnement doit être apposé de façon visible derrière le pare-brise du véhicule. Il en est de même pour la carte visée à l'article 6.

Si le ticket de stationnement n'est pas présent sur de manière visible sur le pare-brise du véhicule, la commune n'annulera pas les redevances reçues.

Article 19:

Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs se fait au risque de l'utilisation ou de celui-ci au nom de qui le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendu responsable des faits de dégradations ou de perte du véhicule.

Article 20:

Lorsque l'horodateur est défectueux, le conducteur doit se diriger vers un autre horodateur se trouvant à proximité. Si celui-ci est également en panne, le code de la route prévoit d'apposer le disque bleu de manière visible sur le pare-brise (art. 27 pt 3.1.1 du code de la route).

Article 21:

Les entreprises agissant dans le cadre de marchés publics de travaux, de services ou de fournitures pour le compte de la Commune ou d'un autre organisme public ne sont pas exonérés du présent règlement redevance.

Toute dérogation accordée sans qu'elle ne soit prévue dans le présent règlement redevance

constitue une faute dans le chef de celui qui l'accorde.

Article 22:

Le présent règlement reste d'application jusqu'à l'adoption d'un nouveau règlement redevance après approbation définitive du PACS par les autorités compétentes.

Article 23 :

En cas de non-paiement des redevances de stationnement, la commune d'Etterbeek se réserve le droit d'apposer un sabot sur le véhicule.

Les frais liés à l'installation de ce sabot seront à charge du conducteur, ou à défaut de connaissance de celui-ci, à charge du propriétaire de ce véhicule.

Article 24 :

Les redevances de stationnement reçues précédemment à une demande d'une carte de stationnement ne seront pas annulées. La commune d'Etterbeek et le service du stationnement payant ne se baseront que sur la date de la demande (date de passage au guichet et/ou date de l'envoi du mail). Toutes les redevances reçues avant cette date ne seront pas annulées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Retributiereglement betreffende het gemeentebelid voor het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg - Wijziging

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 17 december 2018 over hetzelfde onderwerp;

gelet op artikel 117 en 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie op het wegverkeer;

gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de wegcode);

gelet op het bijkomende reglement betreffende de politie in haar bevoegdheden met betrekking tot het wegverkeer;

gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, gewijzigd bij het besluit van 12 december 2013;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen;

gelet op artikel 42bis en 42ter van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, gewijzigd bij het besluit van 3 mei 2018 van de Brussels Hoofdstedelijke Regering;

overwegende dat de ziekenhuizen dag en nacht werken en dat het ziekenhuispersoneel soms werkroosters heeft die onverenigbaar zijn met de dienstregeling van het openbaar vervoer;

overwegende dat het volstrekt gerechtvaardigd is om de parkeerkaart gratis te maken voor die categorie van personen;

overwegende dat autogarages de openbare ruimte nodig hebben om voertuigen te parkeren voor en na de herstelling, dat het aantal betrokken voertuigen variabel is en dat de nummerplaten van de herstelde voertuigen logischerwijs elke dag veranderen;

overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen moet worden nagestreefd en dat het bijgevolg aangewezen is om de retributies vast te leggen in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeertijd;

overwegende dat de vermindering, de creatie en de verbetering van de parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten met zich meebrengen;

overwegende dat een aanpassing van dit reglement aan de verschillende wetswijzigingen en technische wijzigingen die onlangs doorgevoerd werden noodzakelijk blijkt;

overwegende dat het voor een beter begrip van de parkeerproblematiek nuttig is om het geactualiseerde reglement inzake de gemeentelijke parkeerkaarten te integreren in dit reglement;

gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarin het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

gelet op de financiële toestand van de gemeente;

VERORDENT

HOOFDSTUK 1: RODE EN GROENE ZONES

Artikel 1:

Vanaf 1 januari 2022 en voor een termijn die verstrijkt op 31 december 2022 wordt ten behoeve van de gemeente een contant betaalbare retributie geheven op het parkeren van een motorvoertuig op de openbare weg waar een reglement inzake kort en wisselend parkeren voorzien is in toepassing van artikel 27.3 van het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Die openbare wegen maken deel uit van parkeerzones die “betalende zones” genoemd worden. De parkeertijd is beperkt in overeenstemming met de gebruiksvoorwaarden die vermeld worden op de toestellen die parkeermeters of parkeerautomaten genoemd worden.

Artikel 2:

De bestuurder die langer dan twee uur wil parkeren in de rode zone en langer dan vierenhalf uur in de groene zone mag een parkeerplaats hetzij in de voormiddag (van 9.30 u. tot 13.30 u.), hetzij in de namiddag (van 13.30 u. tot 18.00 u.) bezetten gedurende maximaal vierenhalf uur op voorwaarde van betaling van een contant betaalbare retributie van 25,00 euro (die gebruiksmogelijkheid wordt op de parkeerautomaten vermeld als “tarief 1”) of van 50,00 euro voor “tarief A” (minuutparkeerzone en gele zone of elektrisch oplaadpunt).

Er is een uitzondering voorzien voor het Jourdanplein waar de parkeertijd beperkt is tot maximaal 30 minuten tegen 0,50 euro voor die periode en tot één enkel ticket per dag en per voertuig tussen 8.00 uur en 18.00 uur.

De contante retributie kan als volgt betaald worden:

Hetzij van te voren met de aankoop van een parkeerkaart gaande van minimaal één dag tot maximaal één jaar bij het loket van de parkeerdienst elke dag (zie openingsuren op de website van het gemeentebestuur van Etterbeek);

Hetzij onmiddellijk aan de parkeerautomaat met de nodige muntstukken volgens de instructies op de parkeerautomaten;

Hetzij via de mobiele applicatie “Yellowbrick” volgens de gebruiksvoorwaarden die vermeld worden op de parkeerautomaten.

De gemeente behoudt zich het recht voor om tijdens het geldigheidsjaar van dit reglement een betalingswijze toe te voegen of te schrappen.

Artikel 3:

In afwijking van artikel 2 bedraagt de retributie 1,50 euro per uur als de bestuurder kiest voor een kortere parkeertijd.

De retributie van 1,50 euro per uur kan opgesplitst worden in twee eenheden van 0,75 euro per schijf van 30 minuten.

Wat het Jourdanplein betreft is de parkeerretributie beperkt tot een gratis ticket van 15 minuten of een ticket van 0,50 euro voor 30 minuten.

A. Door gebruik van de parkeermeter

Het inwerpen van de nodige muntstukken in de parkeerautomaten volgens de instructies op die parkeerautomaten geeft recht op een ononderbroken parkeertijd van minimaal 30 minuten tot maximaal 2 uur in de rode zone en van minimaal 15 minuten tot maximaal 4.30 uur in de groene zone zoals vermeld op de parkeerautomaten onder “tarief 2”.

Met uitzondering van het Jourdanplein zoals bepaald in artikel 2.

B. Door gebruik van een parkeerkaart enkel in de groene zone

Op alle betalende parkeerplaatsen en enkel in de groene zones kan de bestuurder zich van de contante retributie kwijten met een parkeerkaart.

Die parkeerkaart is verkrijgbaar bij de parkeerdienst.

Het tarief voor de parkeerkaart is:

Voor een dagkaart: € 10,00/eerste dag + 2,50 euro per bijkomende dag

Voor een kaart voor een vaste halve dag per week: € 50,00 euro/jaar

Voor een individuele kaart:

€ 65,00/maand

€ 180,00/trimester

€ 340,00/semester

€ 650,00/jaar.

Voor een beroepskaart:

Voertuig 1 tot 5: € 200,00/jaar

Voertuig 6 tot 20: € 300,00/jaar

Voertuig 21 tot 30: € 600,00/jaar

Vanaf het 31e voertuig: € 800,00/jaar.

Voor een garagekaart (maximaal 8 kaarten per garage):

Voertuig 1 tot 5: € 200,00/jaar

Voertuig 6 tot 8: € 300,00/jaar

Voor een onderwijskaart:

€ 16,00/maand

€ 160,00/jaar.

Voor het personeel van de scholen op het grondgebied van Etterbeek op vertoon van een attest van het schoolhoofd of voor de leerlingen op basis van een huurcontract dat bewijst dat ze in de gemeente Etterbeek wonen of op basis van een schoolattest voor een schoolinstelling die is gevestigd in de gemeente Etterbeek.

C. Door gebruik van een bewonerskaart of bezoekerskaart (enkel in de groene zone)

Elke inwoner kan één kaart verkrijgen per voertuig dat inschreven is op zijn naam. In geval van een bedrijfsvoertuig wordt een attest gevraagd om de link tussen de inwoner en het voertuig te kunnen leggen.

De kaart is geldig zolang de persoon is ingeschreven in de gemeente en zolang zijn voertuig is ingeschreven. Wijzigingen van het adres of de nummerplaat moeten ter plaatse bij de parkeerdienst aangegeven worden. Er wordt een voorlopige kaart uitgereikt op vertoon van een attest van inschrijving in het bevolkingsregister.

Het aantal bewonerskaarten is beperkt tot 3 kaarten per gezin en de prijs van die kaarten bedraagt € 25,00/jaar voor de 1e kaart, € 75,00/jaar voor de 2e kaart en € 200,00/jaar voor de 3e kaart.

Die 3e kaart wordt niet automatisch uitgereikt, maar wordt ter beoordeling voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen en op basis van het advies van de dienst Betalend Parkeren en de gemeenteontvanger.

Met de kaart kan de kaarthouder op het volledige grondgebied van de gemeente parkeren behalve in de rode zones, de minuutparkeerzones, de elektrische oplaadpunten en de gele zones, zonder dat hij de kaart achter de voorruit moet leggen.

Een specifieke inwonerskaart is echter verplicht in de ander gemeente :

- **SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE** (Linthoutstraat, Stafhouder Braffortstraat, Henri Dietrichlaan, Hertoginnestraat).
- **SINT-PIETERS-WOLUWE** (Tervurenlaan, Atrebatenstraat tot de

Aduatukersstraat, Nestor Plissartlaan, Pater Eudore Devroyestraat, Eugène Godauxlaan, Vrijwilligerslaan en Joseph Vandersmissenlaan).

- **OUDERGEM** (Vrijwilligerslaan).

De inwoners van de grensgebieden van de gemeente Schaarbeek (Olmstraat) en de gemeente Elsene (de Theuxstraat en Snoekstraat) hoeven geen kaart op hun voertuig aan te brengen, aangezien het om een virtuele kaart gaat.

Elk gezin dat ingeschreven is in de gemeente Etterbeek mag een bezoekerskraskaart aanvragen. De kaarten zijn geldig voor een halve dag (voormiddag van 9.00 uur tot 13.30 uur en/of namiddag van 13.00 uur tot 18.00 uur) en voor een voertuig.

Er kunnen 52 kaarten per jaar aangevraagd worden.

Er is een uitzondering voor 75-plussers. Zij hebben recht op 104 kaarten per jaar.

De kaarten zijn beperkt tot de sector waarin het gezin woont. De prijs is € 10,00 voor 52 kaarten of € 20,00 voor 104 kaarten. Als de bezoekerskaart niet duidelijk zichtbaar is achter de voorruit, zal de gemeente retributies niet annuleren.

Zodra het gezin verhuist (naar een andere sector of naar een andere gemeente), moet het de bezoekerskaarten teruggeven aan de dienst Betalend Parkeren.

Het gezin dat eigenaar is van de kaart is verantwoordelijk voor eventueel misbruik.

D. Door gebruik van een “Special Card” enkel in de groene zone

1. Voor elke persoon of elke vzw of vereniging die kan bewijzen een of meerdere voertuigen nodig te hebben voor vrijwilligerswerk op het grondgebied van Etterbeek op voorwaarde dat zij van het college van burgemeester en schepenen toestemming krijgen voor de uitreiking van de “Special Card”. Die kaart kost € 25,00 per jaar en per voertuig en is enkel geldig in de zone waarin de vzw of de vereniging is gevestigd in Etterbeek of in de zone waarin het vrijwilligerswerk wordt uitgevoerd in Etterbeek. De zones komen overeen met de zones die momenteel worden gebruikt voor de bezoekerskraskaarten. Er zijn 8 zones en een kaart kan geldig zijn voor meerdere zones indien nodig.
2. Voor personen die vrijgesteld zijn van inschrijving in het bevolkingsregister (diplomaten en personen die belast worden op tweede verblijven) wordt een “Special Card” uitgereikt waarmee zij in de groene zones kunnen parkeren en dat voor een periode van één jaar.

Het aantal “Special Cards” voor dit soort personen is beperkt tot 2 kaarten per gezin en de prijs van die kaarten bedraagt € 25,00/jaar voor de 1e kaart, € 75,00/jaar voor de 2e kaart.

E. Gratis:

Voor het medisch en paramedisch personeel dat thuiszorg verstrekt (verpleeghulp, gezinshulp, maaltijden aan huis en logopedist) en dat voor een beperkte duur van twee uur vanaf het uur van aankomst dat aangegeven wordt op de blauwe parkeerschijf. Er wordt een jaarlijkse gemeentelijke parkeerkaart “Thuishulp en thuiszorg” toegekend. Die moet samen met de blauwe parkeerschijf op een zichtbare plaats achter de voorruit gelegd worden;

Voor studenten met een studiebeurs voor minder gegoede gezinnen;

Voor het medisch, paramedisch en verzorgend personeel van de ziekenhuizen Etterbeek – Baron Lambert en St.-Michiels die op het grondgebied van Etterbeek gelegen zijn op basis van een attest of een lijst van de directie van de instelling. Als er misbruik vastgesteld wordt bij een aanvraag door een ziekenhuisinstelling, behoudt de gemeente zich het recht voor om de abonnementen niet gratis toe te kennen.

Bovendien worden die abonnementen enkel toegekend in de buurt van de betrokken ziekenhuizen, met name:

Voor het medisch, paramedisch en verzorgend personeel van het ziekenhuis Etterbeek – Baron Lambert in de volgende straten:

- Louis Hapstraat (tussen de Oudergemlaan en de Kolonel Van Gelestraat),
- Koningveldstraat (tussen de Oudergemlaan en de Kolonel Van Gelestraat),
- Baron Lambertstraat (tussen de Sint-Pieterssteenweg en de Koningveldstraat).

Voor het medisch, paramedisch en verzorgend personeel van het Sint-Michielsziekenhuis in de volgende straten:

- Léon de Lantsheerestraat,
- Linthoutstraat (even huisnummers aan de kant van Etterbeek en met uitzondering van de rode zone),
- d'Oultremontstraat (tussen de Gérardstraat en de Linthoutstraat),
- Henri de Braeckeleeerstraat,
- Charles Degrouxstraat,
- Jules de Burletplein.

Voor de voertuigen van gemeentediensten (met uitzondering van privévoertuigen van het gemeentepersoneel) in het kader van de dienst;

Voor autodeelvoertuigen via de magneetkaartdetector die achter de voorruit gelegd wordt;

Artikel 4:

Het voertuig moet de parkeerplaats uiterlijk bij het verstrijken van de toegestane parkeertijd verlaten hebben.

Artikel 5:

De bestuurder (of als die niet gekend is de eigenaar) van een geparkeerd voertuig waarvan het parkeerticket achter de voorruit verstreken is op het moment van de controle door een beambte wordt geacht gekozen te hebben voor tarief 1 (langdurig parkeren, dat binnen vijf dagen betaald moet worden aan het gemeentebestuur in overeenstemming met artikel 2d).

Artikel 6:

Personen met een handicap die houder zijn van de speciale kaart die uitgereikt wordt door een officiële instantie in overeenstemming met het ministerieel besluit van 29 juli 1991 mogen gratis en zonder tijdslimiet parkeren op de parkeerplaatsen die uitgerust zijn met parkeerautomaten, behalve in de minuutparkeerzones, de gele zones en elektrische oplaadpunten. Zij moeten die officiële kaart echter duidelijk aanbrengen op de binnenkant van de voorruit of op het voorste gedeelte van hun voertuig.

Als de kaart niet duidelijk zichtbaar aangebracht wordt op het voertuig, annuleert de gemeente de ontvangen retributies niet.

HOOFDSTUK 2: “MINUUTPARKEREN” EN “GELE ZONE”

Artikel 7:

Op vraag van een onderneming of op eigen initiatief kan de gemeente beslissen om een minuutparkeerzone in te voeren, die gesignaleerd wordt met het verkeersbord E9a aangevuld met een onderbord met de vermelding “Ticket” en “Minuutparkeren” en met een onderbord waarop de toepassingsperiode van het reglement aangegeven wordt. De gebruiksvoorwaarden en de toepassingsperiode worden vermeld op de parkeerautomaten onder het kadertje “minuutparkeren”.

Op vraag van een onderneming of op eigen initiatief kan de gemeente ook beslissen om een “gele zone” in te voeren, die gesignaleerd wordt met het verkeersbord E9a aangevuld met een onderbord met de vermelding “Gele zone – Tarief A: 50 euro – behalve leveringen” en met een onderbord waarop de toepassingsperiode van het reglement aangegeven wordt. De gemeente kan bepaalde voertuigcategorieën (schoolbussen, bussen, vrachtwagens) vrijstellen van de betaling van de forfaitaire retributie die van toepassing is in de gele zone op voorwaarde dat die uitzondering vermeld wordt op het verkeersbord.

Artikel 8:

De bestuurder die zijn voertuig wil parkeren in een minuutparkeerzone of in een gele zone zoals bedoeld in artikel 7 mag dat doen gedurende maximaal vierenhalf uur op voorwaarde van betaling van een retributie van 50,00 euro. Die gebruiksvoorwaarde wordt vermeld op de parkeerautomaten onder het kadertje “minuutparkeren” zoals voor “Tarief A” en op de verkeersborden in de gele zone.

Voor leveringen in uitvoering, die herkenbaar zijn doordat het voertuig volledig openstaat tijdens de periode waarin de goederen geladen en gelost worden, is de retributie uit §1 niet van toepassing.

Artikel 9:

In afwijking van artikel 8 wordt de contant betaalbare retributie voor de bestuurder die kiest voor een parkeertijd van minder dan vijftien minuten in de minuutparkeerzones vastgelegd op 0,00 euro per uur.

Het is verplicht om een gratis parkeerticket te nemen aan de parkeerautomaat volgens de instructies op die parkeerautomaat onder het kadertje “minuutparkeren”. Dat ticket geeft recht op een ononderbroken parkeertijd van vijftien minuten zoals vermeld op de toestellen onder “tarief B”.

Artikel 10:

Geen enkele parkeerkaart is toegestaan in de minuutparkeerzones en in de gele zones (kaart voor personen met een handicap, bewonerskaart, bezoekerskaart, parkeerkaart, enz.).

Artikel 11:

In de minuutparkeerzones moet het voertuig de parkeerplaats uiterlijk bij het verstrijken van de toegestane parkeertijd van vijftien minuten (via het gratis ticket dat aan de parkeerautomaat genomen werd) verlaten hebben, behalve als de deuren van het voertuig nog openstaan voor het verdere laden en lossen van een levering.

De bestuurder (of als die niet gekend is de eigenaar) van een geparkeerd voertuig waarvan het parkeerticket achter de voorruit verstreken is op het moment van de controle door een beambte wordt geacht gekozen te hebben voor tarief A, dat binnen vijf dagen betaald moet

worden.

In de gele zones wordt de bestuurder (of als die niet gekend is de eigenaar) van een geparkeerd voertuig geacht gekozen te hebben voor tarief A ongeacht de parkeertijd. Dat tarief moet binnen vijf dagen betaald worden.

HOOFDSTUK 3: ZONE “ELEKTRISCH OPLAADPUNT”

Artikel 12:

In de zone “elektrisch oplaadpunt” is het toegelaten en gratis om een elektrisch voertuig te parkeren op voorwaarde dat het is aangesloten op de elektrische zuil en daadwerkelijk wordt opgeladen.

Een forfaitaire retributie van € 50,00 per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet-elektrisch motorvoertuig of door de gebruiker van een geparkeerd elektrisch voertuig dat niet aan het opladen is.

De zone “elektrisch oplaadpunt” wordt aangeduid met een parkeerbord dat het parkeren van type “E9a” toelaat en regelt, aangevuld met een bijkomend bord zoals bepaald in artikel 70.2.1, 3° van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, dat aangeeft dat de parkeerplaats is voorbehouden aan elektrische voertuigen en een bijkomend bord met de vermelding: “Tenzij verbinding & aansluiting: 50/4.30 uur”.

Geen enkele parkeerkaart is toegestaan in de zone “elektrisch oplaadpunt” (kaart voor personen met een handicap, bewonerskaart, bezoekerskaart, parkeerkaart, enz.).

HOOFDSTUK 4: GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

Artikel 13:

Als de contante retributie niet betaald wordt, kan de gemeenteontvanger een dwangbevel uitvaardigen in overeenstemming met artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 14:

Het dwangbevel wordt vastgelegd en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen wanneer tarief 1 of tarief A niet binnen vijf dagen na de vaststelling betaald worden.

Artikel 15:

De belasting wordt door de gemeenteontvanger ingevorderd in overeenstemming met de bepalingen uit artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

De kosten voor “Herinnering 1” bedragen € 0,00 en de kosten voor “Herinnering 2” bedragen € 15,00 en die kosten zijn ten laste van de gebruiker.

Artikel 16:

De gebruiker draagt de gevolgen die kunnen voortvloeien uit een onregelmatig gebruik van het toestel of beschadigingen die hij heeft aangebracht aan het toestel.

Artikel 17:

In de rode en groene zones is de retributie niet verschuldigd op zon- en feestdagen. In de gele zones, de minuutparkeerzones en de zones “elektrisch oplaadpunt” wordt de periode waarin de retributie van toepassing is vermeld op de verkeersborden.

Artikel 18:

Het parkeerticket moet duidelijk zichtbaar achter de voorruit van het voertuig gelegd worden. Hetzelfde geldt voor de kaart bedoeld in artikel 6.

Als het parkeerticket niet duidelijk zichtbaar achter de voorruit van het voertuig ligt, annuleert de gemeente de ontvangen retributies niet.

Artikel 19:

Het parkeren van een motorvoertuig op een parkeerplaats die uitgerust is met parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of van de persoon onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. De betaling van de retributie geeft recht op parkeren, maar niet op een of andere vorm van bewaking. Het gemeentebestuur kan niet verantwoordelijk gehouden worden voor schade aan of diefstal van het voertuig.

Artikel 20:

Als de parkeerautomaat defect is, moet de bestuurder zich naar een andere parkeerautomaat in de buurt begeven. Als ook die defect is, schrijft de wegcode voor dat de blauwe parkeerschijf duidelijk zichtbaar achter de voorruit gelegd moet worden (artikel 27 punt 3.1.1 van de wegcode).

Artikel 21:

Ondernemingen die handelen in het kader van overheidsopdrachten voor werken, diensten of leveringen in opdracht van de gemeente of een andere openbare instelling worden niet vrijgesteld van het onderhavige retributiereglement.

Elke uitzondering die toegestaan wordt zonder dat ze voorzien is in het onderhavige retributiereglement betekent een fout in hoofde van de persoon die de uitzondering toestaat.

Artikel 22:

Onderhavig reglement blijft van toepassing tot de goedkeuring van een nieuw retributiereglement na definitieve goedkeuring van het GPAP door de bevoegde overheden.

Artikel 23:

In geval van niet-betaling van de parkeerretributies behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht voor een wielklem aan te brengen aan het voertuig. De kosten voor de plaatsing van die wielklem zijn ten laste van de bestuurder of, als de bestuurder niet bekend is, van de eigenaar van het voertuig.

Artikel 24:

Parkeerretributies die voor de aanvraag van een parkeerkaart werden ontvangen worden niet geannuleerd. De gemeente Etterbeek en de dienst Betalend Parkeren baseren hun beslissing enkel op de datum van de aanvraag (datum van het bezoek aan het loket en/of datum van verzending van de e-mail). Alle retributies die voor deze datum werden ontvangen worden niet geannuleerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur du Bus :

Sommes-nous en connexion avec la région par rapport aux cartes de stationnement ?

Nous lisons dans la presse qu'il n'y a pas d'accord au niveau régional sur les modifications des cartes de stationnement mais cela ne concerne pas Etterbeek ou je me trompe ?

Monsieur le Bourgmestre :

Nous ne sommes pas concernés, mais s'il y a une ordonnance du gouvernement qui à la primauté, nous serons obligés de modifier le règlement afin de respecter la loi.

De heer du Bus:

Staan wij in verbinding met het Gewest in verband met de parkeerkaarten?

In de pers lezen we dat er op gewestelijk niveau geen akkoord is over de wijzigingen aan de parkeerkaarten, maar dit heeft geen betrekking op Etterbeek of vergis ik mij?

Mijnheer de burgemeester:

Dit heeft geen betrekking op ons, maar als er een ordonnantie van de regering komt die voorrang heeft, zullen wij verplicht zijn het reglement te wijzigen om de wet na te leven.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement redevance 2022 FR.docx, Règlement redevance 2022 NL.docx

A.T. - Environnement (sauf permis et lutte contre les nuisances) - R.O. - Leefmilieu (behalve vergunningen en overlastbestrijding)

20.12.2021/A/0024 **Convention de mise à disposition d'une parcelle de terrain destinée à la mise en place d'un compost de quartier dans le parc Fontenay-sous-Bois**

Le Conseil communal,

Considérant l'accord Collège du 4 février 2021 relatif à la mise en place d'un compost de quartier dans le parc Fontenay-sous-bois géré par l'ASBL « Kom à la maison » et des citoyen·ne·s ;

Considérant que ce collectif, à présent regroupé sous le nom « KOM'post Fontenay » spécialement pour le projet de compost, a, depuis cet accord, obtenu un subside régional « Inspirons le quartier » permettant de financer l'achat des bacs à compost et de bénéficier d'un accompagnement par l'ASBL Worms ;

Considérant la convention ci-après de mise à disposition d'une parcelle de terrain ;

DECIDE d'approuver la convention ci-après, ayant pour objet la mise à disposition d'une parcelle de terrain destinée à la mise en place d'un compost de quartier dans le parc Fontenay-sous-bois géré par le collectif « KOM'post Fontenay ».

Convention de prêt à usage

Convention de prêt à usage d'une parcelle de terrain destinée à la mise en place d'un compost collectif à usage privé

PREAMBULE:

Le Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s a marqué son accord pour la création d'un

activité professionnelle.

Le prêteur a la faculté de faire résilier le contrat si l'emprunteur emploie le bien à un autre usage que celui auquel il a été destiné, ou dont il puisse résulter un dommage pour le prêteur.

ARTICLE 3 : DUREE ET RESILIATION

Ce prêt à usage est accordé pour une période de 2 ans. Il prend cours le 1er décembre 2021 pour se terminer de plein droit le 30 novembre 2023 sans notification ou signification préalable.

La convention ne pourra en aucun cas être renouvelée tacitement : elle est uniquement renouvelable sur demande écrite (avec demande d'accusé de réception), introduite 3 mois avant le terme de la présente convention par l'emprunteur, sous réserve d'une évaluation positive du prêteur.

Si l'emprunteur fait une demande de renouveler la convention, le projet fera l'objet d'une évaluation de la part des autorités communales, par le service Travaux, division Espaces Verts, et par le service Développement Durable-Environnement.

En cas d'évaluation favorable, la présente convention pourra être reconduite pour une nouvelle durée de 2 ans. En cas d'évaluation défavorable, la convention ne sera pas renouvelée.

Le non-respect des obligations prévues à la présente convention entraînera de plein droit sa résiliation, sans indemnité.

L'emprunteur est tenu de reprendre les bacs à compost dans les huit jours ouvrables de la résiliation anticipée ou du terme de la convention.

Dans le cas contraire, les bacs à compost deviennent automatiquement propriété de la Commune qui pourra en disposer à sa guise.

ARTICLE 4 : COUT

L'usage est octroyé à titre gratuit.

ARTICLE 5 : GARANTIE

Aucune garantie n'est demandée.

ARTICLE 6: CONDITIONS DE L'USAGE- PRESCRIPTIONS

L'emprunteur doit vivre en bon esprit de voisinage.

L'emprunteur doit occuper sa parcelle de manière permanente en l'affectant à la mise en place d'un compost collectif permettant la valorisation des déchets organiques, tout en favorisant les liens sociaux entre citoyen-ne-s au sein du quartier.

L'emprunteur s'engage à assurer la gestion de ce compost.

L'emprunteur doit avertir le prêteur des difficultés (implication insuffisante des membres du groupe par exemple) qu'il rencontrerait pour mener à bien la gestion du compost.

Afin de prévenir les risques de nuisances, l'emprunteur doit appliquer les mesures préventives suivantes :

- Placer un fin grillage anti-rongeurs autour des bacs à compost (sur les trous

d'aération) ;

- Placer des dalles sous le compost (en laissant un espacement d'environ 2 cm entre chaque dalle) ;
- Ne pas composter des déchets carnés ;
- Bien équilibrer l'apport en déchets verts (épluchures de fruits, restes de légumes et tonte de gazon) à raison de 2/3 en quantité pour 1/3 de déchets bruns (branches, feuilles mortes, paille, branches broyées, papier).

Le site étant un espace public, le Règlement Général de Police s'y applique pleinement.

L'entretien de la parcelle sera entièrement à charge de l'emprunteur. Ce dernier doit tenir en état de propreté permanente, de praticabilité et de bonne présentation sa parcelle ainsi que les sentiers, haies, clôtures qui la bordent éventuellement. Les bacs à compost seront maintenus en parfait état.

L'emprunteur ne peut augmenter le nombre de bacs installés.

L'emprunteur veille à ce que la parcelle ne soit pas accessible aux personnes étrangères au projet.

Les horaires d'accès sont limités aux horaires d'ouverture du parc.

L'emprunteur sera invité à suivre gratuitement une formation au compostage organisée annuellement par le Service Développement durable - Environnement de la commune d'Etterbeek.

ARTICLE 7 : INTERDICTIONS

Il est interdit à l'emprunteur de:

- vendre, même partiellement, le compost produit ;
- introduire sur sa parcelle des espèces susceptibles de nuire à l'ensemble ou à une partie du site (par exemple des plantes invasives) ;
- modifier les dimensions des parcelles ou celles des chemins communs ; toucher aux bornes et piquets de délimitation ;
- dégrader les clôtures ou constructions voisines ou formant la limite des parcelles ;
- employer du fil de fer barbelé ;
- utiliser des pesticides;
- installer des constructions (cabane de jardin, serre,...) ;
- faire du bruit (radio, cassettes, instruments de musique, etc.) à un niveau sonore pouvant déranger le voisinage ;
- laisser des déchets non compostables, brûler des déchets ou les enterrer sur la parcelle et ses abords ;
- rassembler des matériaux sur la parcelle, sur le terrain ou sur les abords de celui-ci, qui n'ont rien à voir avec la bonne gestion du compost, qui pourraient être volés ou dont l'utilisation par autrui pourrait être dangereuse ;
- utiliser la parcelle et ses abords comme toilettes.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS GENERALES

Le personnel communal autorisé et dûment habilité a accès en tout temps à la parcelle.

Le prêteur décline toute responsabilité du chef d'accidents ou incendies qui se produiraient sur la parcelle concédée, ainsi que du chef de vols, brigandage ou vandalisme dont pourrait être victime l'emprunteur, qu'il s'agisse de produits de culture, de matériel, etc.

ARTICLE 9 : PUBLICITE

L'emprunteur peut uniquement placer sur la parcelle un écriteau indiquant son nom. Toute publicité est interdite sauf autorisation spécifique du prêteur.

ARTICLE 10 : ASSURANCE

L'emprunteur est tenu de se faire dûment assurer, pendant toute la durée de l'autorisation, contre les risques liés a l'activité exercée.

L'emprunteur renonce à tout recours contre le « prêteur » pour tout dommage qu'il pourrait subir du chef des articles 1386 et 1741 du code civil en cas d'autorisation visée à l'article 12 de la présente convention.

ARTICLE 11: ENVIRONNEMENT-URBANISME

L'emprunteur déclare respecter en tous temps les prescriptions urbanistiques en vigueur.

En cas de contradiction entre certaines stipulations de la présente convention et lesdites prescriptions urbanistiques, ces dernières auraient la priorité.

ARTICLE 12: OCCUPATION ET SOUS-OCCUPATION

Sauf autorisation écrite préalable du prêteur, il est expressément interdit à l'emprunteur de céder en tout ou en partie les droits nés de la présente convention.

Tous les cas non prévus par la présente convention seront tranchés sans appel par le Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s, après avoir entendu la (ou les) partie(s) en cause.

ARTICLE 13 – ENGAGEMENT PERSONNEL

L'emprunteur, représentant une association de fait dépourvue de la personnalité juridique, reconnaît s'engager personnellement et sous sa propre responsabilité par la signature de la présente convention.

ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE ET LITIGE

La présente convention est de stricte interprétation et est exclusivement soumise au droit belge.

Tout différend, litige et/ou procédure concernant l'interprétation, l'application et/ou l'exécution des présentes ressortira de la compétence exclusive des Cours et Tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Etterbeek, le

LES SOUSSIGNE·E·S DE PREMIERE PART:

Par ordonnance:
Le Bourgmestre,
faisant fonction,
Vincent DE WOLF

La Secrétaire Communale

Annick PETIT

LE(S) SOUSSIGNE (ES) DE SECONDE PART

Alaric GRÉGOIRE, représentant l'association de fait « KOM'post Fontenay »

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een perceel grond bestemd voor de aanleg van een compostplaats in het park van Fontenay-sous-Bois

De gemeenteraad,

gelet op het akkoord van het college van 4 februari 2021 betreffende de aanleg van een compostplaats in het park van Fontenay-sous-Bois die wordt beheerd door de vzw “Kom à la maison” en burgers;

overwegende dat dit collectief, dat zich speciaal voor dit compostproject heeft gegroepeerd onder de naam “KOM'post Fontenay”, sinds dat akkoord een subsidie van het Gewest heeft gekregen “Vooruit met de wijk” waarmee het de aankoop van compostbakken kan financieren en begeleiding krijgt van de vzw Worms;

gelet op de onderstaande overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een perceel grond;

BESLIST om de onderstaande overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een perceel grond bestemd voor de aanleg van een compostplaats in het park van Fontenay-sous-Bois die wordt beheerd door het collectief “KOM'post Fontenay” goed te keuren.

Bruikleenovereenkomst

Bruikleenovereenkomst voor een perceel grond bestemd voor de aanleg van een collectieve compostplaats voor privégebruik

PREAMBULE

Op 4 februari 2021 is het college van burgemeester en schepenen akkoord gegaan met de aanleg van een collectieve compostplaats in het park van Fontenay-sous-Bois, ten behoeve van de vzw “Kom à la maison” en de burgers. Die laatsten hebben zich hiervoor verenigd in een feitelijke vereniging met de naam “KOM'post Fontenay”.

Deze bruikleen heeft betrekking op een strook grond, gelegen in het park van Fontenay-sous-Bois, Generaal Fivéstraat 18, 1040 Etterbeek, dat nauwkeuriger wordt beschreven in artikel 1.

De leningnemer erkent hierbij perfect te zijn geïnformeerd over de juridische situatie van het perceel en het met kennis van zake te gebruiken.

WAARNA:

Tussen de ondergetekenden:

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, waarnemend gemeentesecretaris, hierna “leninggever” genoemd in de zin van deze overeenkomst,

en

Alaric GRÉGOIRE, vertegenwoordiger van de feitelijke vereniging “KOM'post Fontenay” die persoonlijk de verbintenis aangaat voor de rekening van die vereniging, woonachtig Koning Veldstraat 59 in 1040 Etterbeek, hierna “leningnemer” genoemd in de zin van deze overeenkomst,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

ARTIKEL 1: BESCHRIJVING VAN DE IN LEEN GEGEVEN GOEDEREN

De leninggever stelt de leningnemer een perceel ter beschikking in het park van Fontenay-sous-Bois met een oppervlakte van ongeveer 20 m². Het stuk grond ligt in het noordelijke deel van het park, bij de ingang aan de Veldstraat 67, langs de onverharde weg (zie bijlage voor een nauwkeurige plattegrond). Deze terbeschikkingstelling is op elk moment herroepbaar, zonder enige vergoeding, volgens de voorwaarden uit artikel 3.

De leninggever geeft de leningnemer toestemming om 5 compostbakken (vaste compostbakken met een inhoud van ongeveer 1300 liter) en een omheining rond het perceel te plaatsen. Hij verplicht de leningnemer ook om infrastructuur te plaatsen onder de compostbakken om de stabiliteit te garanderen (tegels). Er wordt ook een waterdichtingsmembraan geplaatst op de muur achteraan op het perceel.

Het perceel wordt in leen gegeven in de staat waarin het zich bevindt en waarvan de leningnemer op de hoogte is, zonder garanties over de oppervlakte en met alle actieve of passieve erfdienstbaarheden. De ontginning is voor rekening van de leningnemer.

ARTIKEL 2: BESTEMMING

Het perceel mag enkel voor privédoeleinden worden gebruikt voor de aanleg en de onderhoud van een compostplaats.

De opbrengst van de compostplaats mag niet worden verkocht.

De leningnemer mag het volledige perceel of een deel ervan niet gebruiken voor de uitoefening van een beroepsactiviteit.

De leninggever heeft het recht om de overeenkomst te ontbinden als de leningnemer het goed gebruikt voor een ander doel dan waarvoor het bestemd is, of waardoor de leninggever schade kan lijden.

ARTIKEL 3: DUUR EN ONTBINDING

Deze bruikleen wordt verleend voor een periode van 2 jaar. Hij gaat in op 1 december 2021 en eindigt van rechtswege op 30 november 2023 zonder voorafgaande kennisgeving of betekening.

De overeenkomst kan in geen geval stilzwijgend worden verlengd: ze kan enkel worden verlengd na een schriftelijke aanvraag (met ontvangstbevestiging) die wordt ingediend drie maanden voor het einde van deze overeenkomst door de leningnemer op voorwaarde van een positieve evaluatie van de leninggever.

Als de leningnemer een aanvraag doet om de overeenkomst te verlengen, wordt het project geëvalueerd door de gemeentelijke overheid, door de dienst Openbare Werken, afdeling Groene Ruimten en door de dienst Duurzame Ontwikkeling-Leefmilieu.

In geval van een positieve evaluatie kan deze overeenkomst worden verlengd voor een nieuwe periode van twee jaar. In geval van een negatieve evaluatie wordt de overeenkomst niet verlengd.

De niet-naleving van de verplichtingen uit deze overeenkomst heeft van rechtswege haar ontbinding tot gevolg zonder vergoeding.

De leningnemer is ertoe verplicht om de compostbakken terug te nemen binnen acht werkdagen na de voortijdige ontbinding of het einde van de overeenkomst. Zo niet, dan worden de compostbakken van rechtswege eigendom van de gemeente, die er naar eigen goeddunken over kan beschikken.

ARTIKEL 4: KOSTPRIJS

Het gebruik wordt gratis verleend.

ARTIKEL 5: WAARBORG

Er wordt geen waarborg gevraagd.

ARTIKEL 6: GEBRUIKSVOORWAARDEN-VOORSCHRIFTEN

De leningnemer moet in goede verstandhouding samenleven met de bureu.

De leningnemer moet het perceel permanent in gebruik nemen door het te bestemmen voor de aanleg van een collectieve compostplaats die de valorisatie van organisch afval mogelijk maakt en tegelijk de sociale banden tussen de burgers uit de wijk bevordert.

De leningnemer verbindt zich ertoe deze compostplaats te beheren.

De leningnemer moet de leninggever waarschuwen over de moeilijkheden die hij zou ondervinden om de compostplaats te beheren (bijvoorbeeld onvoldoende betrokkenheid van de groepsleden).

Om elk risico op overlast te voorkomen, moet de leningnemer de volgende preventieve maatregelen nemen:

- Een fijn traliewerk tegen knaagdieren plaatsen rond de compostbakken (op de verluchtingsgaten);
- Tegels plaatsen onder de compostbakken (waarbij hij ongeveer 2 cm vrij laat tussen elke tegel);
- Geen vleesafval composteren;
- Een goed evenwicht brengen in de hoeveelheid groen afval (fruitschillen, groenteresten en grasmaaisel), namelijk 2/3 in verhouding tot 1/3 bruin afval (takken, dode bladeren, stro, fijngemalen takken, papier).

Aangezien de site een openbare ruimte is, is het algemeen politiereglement van toepassing.

Het onderhoud van het perceel is volledig ten laste van de leningnemer. Die moet ervoor zorgen dat het perceel en de paden alsook de hagen en de omheining errond er steeds proper bij liggen, begaanbaar zijn en er goed voor komen. De compostbakken moeten perfect worden onderhouden.

De leningnemer mag niet meer bakken plaatsen.

De leningnemer zorgt ervoor dat het perceel niet toegankelijk is voor mensen die geen deel uitmaken van het project.

De toegangstijden zijn beperkt tot de openingsuren van het park.

De leningnemer wordt uitgenodigd voor een gratis opleiding over composteren die elk jaar wordt georganiseerd door de dienst Duurzame Ontwikkeling-Leefmilieu van de gemeente Etterbeek.

ARTIKEL 7: VERBODEN

Het is voor de leningnemer verboden om:

- de opbrengst van de compostplaats te verkopen, zelfs gedeeltelijk;
- soorten te introduceren op het perceel die de volledige site of een deel ervan zouden kunnen schaden (bijvoorbeeld invasieve planten);
- de afmetingen van de percelen of die van de gemeenschappelijke wegen te wijzigen; te raken aan de grenspalen en afbakeningspalen;
- de omheiningen, aanpalende constructies of constructies die de grens van de percelen vormen te beschadigen;
- prikkeldraad te gebruiken;
- pesticiden te gebruiken;
- constructies te plaatsen (tuinhuisje, serre...);
- lawaai te maken (radio, cassettes, muziekinstrumenten, enz.) op een geluidsniveau dat de buurt zou kunnen storen;
- niet-composteerbaar afval achter te laten, afval te verbranden of afval te begraven afval op het perceel en de omgeving ervan;
- op het perceel, op het terrein of in de omgeving materialen te verzamelen die niets te maken hebben met het goede beheer van de compostplaats, die zouden kunnen worden gestolen of waarvan het gebruik door anderen gevaarlijk zou kunnen zijn;
- het perceel en de omgeving ervan te gebruiken als toilet.

ARTIKEL 8: ALGEMENE BEPALINGEN

Het bevoegde gemeentepersoneel heeft op elk moment toegang tot het perceel.

De leninggever wijst alle verantwoordelijkheden af voor ongevallen of branden die zich zouden kunnen voordoen op het in gebruik gegeven perceel alsook voor diefstal of vandalisme waarvan de leningnemer het slachtoffer zou kunnen worden, zowel wat de opbrengsten als wat het materiaal betreft.

ARTIKEL 9: RECLAME

De leningnemer mag op het perceel enkel een bord met zijn naam plaatsen. Elke vorm van reclame is verboden behalve wanneer de leninggever toestemming geeft.

ARTIKEL 10: VERZEKERING

De leningnemer moet zich behoorlijk verzekeren tegen de risico's die verband houden met de uitgeoefende activiteit en dat tijdens de volledige duur van de toelating.

De leningnemer ziet af van elk beroep tegen de leninggever voor schade die hij zou kunnen lijden op gezag van artikels 1386 en 1741 van het Burgerlijk Wetboek in geval van toestemming bedoeld in artikel 12 van deze overeenkomst.

ARTIKEL 11: LEEFMILIEU – STEDENBOUW

De leningnemer verklaart de geldende stedenbouwkundige voorschriften op elk moment te respecteren.

In geval van tegenstrijdigheid van bepaalde bepalingen uit deze overeenkomst en die stedenbouwkundige voorschriften, krijgen die laatste voorrang.

ARTIKEL 12: GEBRUIK EN ONDERGEBRUIKGEVING

Behalve wanneer de leninggever vooraf schriftelijke toestemming geeft, is het voor de leningnemer uitdrukkelijk verboden om de rechten die voortvloeien uit deze overeenkomst volledig of gedeeltelijk over te dragen.

Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over alle gevallen die niet voorzien zijn in deze overeenkomst nadat het de partij(en) in kwestie heeft gehoord.

ARTIKEL 13 – PERSOONLIJKE VERBINTENIS

De leningnemer, die een feitelijke vereniging zonder rechtspersoonlijkheid vertegenwoordigt, erkent dat hij zich door de ondertekening van deze overeenkomst persoonlijk en onder zijn eigen verantwoordelijkheid verbindt.

ARTIKEL 14 – TOEPASSELIJK RECHT EN GESCHILLEN

Deze overeenkomst wordt strikt geïnterpreteerd en is uitsluitend onderworpen aan het Belgische recht.

Alle onenigheden, geschillen en/of procedures betreffende de interpretatie, toepassing en/of uitvoering van deze overeenkomst vallen onder de exclusieve bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Etterbeek,

DE ONDERGETEKENDEN ENERZIJD:

In opdracht:

De burgemeester
gemeentesecretaris
Vincent DE WOLF

De waarnemend

Annick PETIT

DE ONDERGETEKENDE(N) ANDERZIJD:

Alaric Grégoire

Vertegenwoordiger van de feitelijke vereniging “KOM'post Fontenay”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

21 12 20 Compost Fontenay-Sous-Bois - ANNEXE.docx

Finances - Financiën

20.12.2021/A/0025 **Budget 2022 - Crédits provisoires - 1er trimestre 2022.**

Le Conseil communal,

Attendu que le budget pour 2022 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale;

DECIDE :

de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le premier trimestre 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Begroting 2022 - Voorlopige kredieten - 1ste trimester 2022.

De gemeenteraad,

overwegende dat de begroting over 2022 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

gelet op artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

BESLUIT :

aan de voogdijoverheid om machtiging te vragen over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het eerste trimester 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2021/A/0026 **CPAS - Budget 2021 - Modification numéro 1**

Le conseil communal,

Considérant le protocole d'accord sectoriel 2021/1 conclu au sein du Comité de négociation C – Comité des services publics locaux – sous-section Région de Bruxelles-Capitale, pour les années 2021 à 2025 ;

Considérant que le projet de délibération approuvant l'adhésion au protocole d'accord sectoriel 2021/01 du Comité C portant sur les années 2021-2025 a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives ;

Considérant la circulaire CIRC2021/12 relative à la mise en œuvre dudit protocole ;

Considérant que cette même circulaire, prévoit une mise en œuvre de l'accord dès son premier exercice en 2021 ;

Attendu qu'en séance du 16 décembre 2021, le Conseil de l'aide sociale a modifié le budget 2021 du Centre Public d'Aide Sociale d'Etterbeek suivant les directives de l'article 88 - paragraphe 2 - de la loi organique des centres publics d'aide sociale;

Attendu que cette modification budgétaire se clôture en équilibre sans que l'intervention communale ne change ;

APPROUVE

La modification n°1 du budget pour 2021 du Centre Public d'Aide Sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

OCMW - Begroting 2021 - Wijziging n° 1

De gemeenteraad,

gelet op het protocol van sectoraal akkoord 2021/1 dat werd gesloten binnen het Onderhandelingscomité C – Comité voor de plaatselijke openbare diensten – onderafdeling Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor de jaren 2021 tot 2025;

overwegende dat over het ontwerp van de beraadslaging houdende de goedkeuring van het protocol van sectoraal akkoord 2021/1 van het Comité C met betrekking tot de jaren 2021-2025 werd overlegd met de representatieve vakorganisaties;

gelet op de omzendbrief CIRC2021/12 met betrekking tot de uitvoering van dat protocol;

overwegende dat diezelfde omzendbrief een uitvoering van het akkoord voorziet vanaf het eerste begrotingsjaar in 2021;

overwegende dat de raad voor maatschappelijk welzijn in zijn zitting van 16 december 2021 de begroting 2021 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek heeft gewijzigd volgens de richtlijnen uit artikel 88, paragraaf 2 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat die begrotingswijziging wordt afgesloten in evenwicht zonder dat de bijdrage van de gemeente verandert;

GEEFT GOEDKEURING

voor de begrotingswijziging nr. 1 voor 2021 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

assistant_6878453_692332774_0.pdf, assistant_6954265_2994254322_0.pdf

20.12.2021/A/0027 **CPAS - Budget 2022- Crédits provisoires - 1er trimestre 2022**

Le Conseil communal,

Attendu que le Conseil de l'Aide Sociale a décidé de solliciter l'autorisation de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le 1er trimestre 2022;

Attendu qu'en vertu des articles 27, 28 et 29 de l'Arrêté du Régent du 10/02/1945, portant règlement général sur la comptabilité communale, lorsque le budget n'a pas été arrêté par le Conseil, les crédits provisoires doivent être approuvés par le Conseil communal;

AUTORISE :

le C.P.A.S. à disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le 1er trimestre 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

OCMW - Begroting 2022 - Voorlopige kredieten - 1ste trimester 2022

De gemeenteraad,

overwegende dat de Raad voor Maatschappelijke Welzijn beslist heeft de toestemming aan te vragen om over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het 1ste trimester 2022 te mogen beschikken;

overwegende dat krachtens artikels 27, 28 en 29 van het Regentsbesluit van 103.02.1945, houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit de voorlopige kredieten goed gekeurd moeten worden door de Gemeenteraad wanneer de begroting nog niet is gestemd door de Raad;

MACHTIGT :

het O.C.M.W. om over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het 1ste trimester 2022 te beschikken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2021/A/0028 **Centimes additionnels au précompte immobilier - Exercice 2022 – Renouvellement**

Le Conseil Communal,

Vu sa délibération du **14 décembre 2020** arrêtant à 2966 le nombre de centimes additionnels au précompte immobilier à percevoir au profit de la commune d'Etterbeek pour l'exercice 2021 ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'article 464 du Code des Impôts sur les revenus autorisant les provinces, les agglomérations et les communes à lever des centimes additionnels au précompte immobilier ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 concernant les institutions bruxelloises ;

Vu la circulaire du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 1996 relative à l'ordonnance du 22 décembre 1995 modifiant certaines taxes régionales ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

ARRETE:

Article 1 :

Il sera perçu pour l'exercice **2022** au profit de la Commune d'Etterbeek **2966** centimes additionnels au précompte immobilier.

Article 2 :

Les centimes additionnels pré-indiqués seront recouverts par les soins de l'administration des contributions directes de l'Etat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing - Dienstjaar 2022 – Hernieuwing

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging van **14 december 2020** houdende vaststelling van het aantal opcentiemen op de onroerende voorheffing op 2966 te innen ten voordele van de gemeente Etterbeek voor het dienstjaar **2021**;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeente;

Gelet op het artikel 464 van het wetboek op de inkomstenbelastingen waarbij de provincies, de agglomeraties en de gemeenten gemachtigd zijn opcentiemen te heffen op de onroerende voorheffing;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op de omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 februari 1996 betreffende de ordonnantie van 22 december 1995 tot wijziging van sommige gewestelijke belastingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1:

Voor het dienstjaar **2022** zullen ten gunste van de Gemeente Etterbeek **2966** opcentiemen geheven worden op de onroerende voorheffing.

Artikel 2:

De voornoemde opcentiemen zullen geïnd worden door de zorgen van het bestuur der rechtstreekse belastingen van de Staat.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2021/A/0029 **Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Exercice 2022 – Renouvellement**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du **14 décembre 2020** relative au même objet, expirant le **31 décembre 2021** ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 concernant les institutions bruxelloises ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les revenus 1992, tels que modifiés par les articles 94 à 96 de la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code des impôts sur les Revenus 1992 ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi pour l'exercice **2022** une taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques domiciliées dans la commune au premier janvier de l'exercice d'imposition ;

Article 2 :

Le taux de la taxe est fixé pour tous les contribuables à 6,7 % de la partie de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice ;

Article 3 :

L'établissement et la perception de la taxe communale s'effectueront par les soins de l'administration des contributions directes conformément aux articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Aanvullende belasting op de personenbelasting - Dienstjaar 2022 – Hernieuwing

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van **14 december 2020** betreffende hetzelfde onderwerp, vervallend op **31 december 2021**;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de artikelen 466 en 466 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992, zoals gewijzigd door de artikelen 94 tot 96 van de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt voor het dienstjaar **2022** een aanvullende gemeentebelasting geheven op de natuurlijke personen die hun woonplaats in de gemeente hebben op de eerste januari van het jaar waarnaar het dienstjaar genoemd wordt.

Artikel 2:

Het percentage van de belasting is voor alle belastingplichtigen bepaald op 6,7 % van het gedeelte van de personenbelasting die voor hetzelfde dienstjaar aan de Staat verschuldigd is.

Artikel 3:

De vaststelling en de inning van de gemeentebelasting geschiedt door de zorgen van het bestuur der rechtstreekse belastingen overeenkomstig de artikelen 466 en 466 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Conception et aménagement des espaces verts - Ontwerp en aanleg van groene ruimten

20.12.2021/A/0030 **Appel à projets « Action Climat 2021 » : obtention d'une subvention de 150.000€ dans la thématique Climat et biodiversité - Convention- Approbation.**

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projet Action Climat 2021 lancé par Bruxelles Environnement visant à soutenir le développement de Programmes locaux d'actions pour le Climat et l'opérationnalisation de ceux-ci, via la mise en œuvre de projets ambitieux et impactants pour le climat et la biodiversité ;

Considérant que le volet 2 « Ville Nature » de cet appel à projet a notamment des objectifs d'adaptation aux conséquences des changements climatiques et de renforcement de la biodiversité, en particulier par des solutions basées sur la nature ;

Considérant qu'en sa séance du 10 juin 2021, le Collège des Bourgmestre et Échevins a marqué accord pour la remise d'un dossier de candidature en vue de mettre en place un projet qui vise à améliorer la perméabilité des sols, à végétaliser l'espace public en créant des îlots de fraîcheur et à créer un maillage vert communal grâce à la plantation d'un nombre important d'arbres d'alignement, d'arbustes et de plantations sur plusieurs axes etterbeekois ;

Considérant que ce projet a été retenu par le jury régional et qu'une subvention de 150.000€ sera allouée à la commune dans le cadre de ce projet ;

Considérant que le projet devra être financé par la commune à hauteur de minimum 10% du subside régional octroyé (hors frais de personnel en place, c'est-à-dire via les actions en lien avec la mission du ou de la chargé-e de projet) et que ce budget est prévu à l'article 766/725-60 de l'exercice 2022 ;

Considérant qu'une première tranche de 20% sera versée à la signature de la convention, qui doit être renvoyée à Bruxelles-Environnement avant le 31 décembre 2021 ;

DECIDE d'approuver la convention Appel à projets « Action Climat 2021 » : obtention d'une subvention de 150.000€ dans la thématique Climat et biodiversité :

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2021/AC_Etterbeek/APcom/VN/MaillageVert

Entre, d'une part :

Bruxelles Environnement

Dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000,
1000 Bruxelles.

représenté par Frédéric FONTAINE, Directeur général
ou Barbara DEWULF, Directrice Générale adjointe
Ci-après dénommé "BE".

Et, d'autre part :

La Commune d'Etterbeek

Dont le siège est situé avenue des Casernes, 31/1,
1040 Bruxelles.

Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale f.f.

Ci-après dénommée "la commune".

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté »

Article 2 - Montant

La subvention porte sur un montant total maximum fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 3 - Durée de la mission

La période à subsidier prend cours le **01/01/2022** et se termine le **31/12/2022**.

Article 4 - Personnes de contact

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont

Pascale Alaïme : palaime@environnement.brussels pour les questions administratives et de méthodologie DD

Julien Ruelle jruelle@environnement.brussels et **Emilie Lavender** elavender@environnement.brussels pour les questions techniques ou leurs remplaçants.

La personne de contact auprès de la commune pour le démarrage du projet est

Valmy VAN COMPERNOLLE valmy.vancompernelle@etterbeek.brussels

La commune désignera une personne en charge de l'exécution de la mission.

Bruxelles Environnement sera informé de ses coordonnées dès le démarrage du projet.

Bruxelles Environnement sera préalablement informé de tout remplacement de cette personne.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

La subvention est destinée à permettre à la commune de mettre en œuvre les projets retenus suite à l'appel à projets ACTION CLIMAT 2021 à destination des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, selon les modalités de la présente convention :

Mise en place d'un maillage vert local et de zones de stationnement en pavés filtrants

Le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional qui sera octroyé (hors frais de personnel en place).

Article 5.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources

- Objectifs attendus :

Ce projet vise à végétaliser l'espace public en créant des îlots de fraîcheur ainsi qu'un maillage vert communal grâce à la plantation d'un nombre important d'arbres d'alignement, d'arbustes et de plantations sur plusieurs axes etterbeekoïses. Par ailleurs, ce projet vise également à améliorer la perméabilité des sols.

L'emplacement du maillage vert local a été choisi de manière à permettre la jonction entre deux autres axes du maillage vert régional : celui reliant le parc du Cinquantenaire au parc de Woluwe, et celui reliant le parc Léopold au parc de la Héronnière.

Cette jonction se fera depuis l'espace vert place du Roi Vainqueur jusqu'à la berme centrale de l'avenue du Front.

Le maillage vert consistera en :

- Un renforcement du caractère arboré de voiries et la création d'îlots de fraîcheur grâce à
- la plantation de 79 arbres d'alignement
- La perméabilisation des sols par le remplacement de zones de stationnement actuellement imperméables en zones de stationnement en pavés filtrants permettant le ruissellement des eaux de pluie venant des trottoirs et façades des bâtiments adjacents
- La déminéralisation de surfaces actuellement bitumées, notamment aux abords de carrefours

Le projet devra fortement mettre en œuvre une gestion intégrée des eaux pluviales en visant le rejet d'eau pluviale au réseau d'égouttage, en favorisant les solutions d'infiltration.

Il est recommandé d'inclure le Facilitateur Eau dans le développement du projet.

- Indicateurs de performances :
 - Surfaces (m²) déconnectées du réseau d'égouttage, végétalisées, désimperméabilisées
 - Nombre d'arbres, de strates, diversité des essences, degré de végétalisation, indice de canopée et évolution de l'indice CBS+ (avant-après)
 - Satisfaction des utilisateurs et riverains (esthétique, praticabilité, sécurité, mobilité)
 - Si possible, mesure des températures ambiantes
 - Suivi des performances sur site (tenue et reprise des plantations, effet des épisodes pluvieux, impact sur l'infrastructure d'égouttage, etc.)

Les indicateurs feront l'objet d'une évaluation ex-ante et ex-post, accompagnée de rapports

photographiques de bonne qualité.

Ils seront précisés, le cas échéant, lors du comité d'accompagnement de démarrage du projet.

- Ressources humaines / Nombre d'ETP affectés à ces missions pour atteindre les objectifs :

Pas de RH financées via le subsidie.

Article 5.3 - Planning provisoire et lieu(x) du déroulement de la mission

Le planning prévu dans le dossier de candidature est présenté ci-dessous. Toute modification à ce

planning pourra être actée ultérieurement en comité d'accompagnement.

Planning :

1^{er} trimestre 2022 : lancement du marché public et désignation du prestataire

Mars - novembre 2022 : aménagements et plantations

Les cahiers de charges devront être approuvés préalablement par Bruxelles Environnement. Ils intégreront, autant que possible, des clauses environnementales.

Article 5.4 - Rapports d'activités

Un rapport d'activités sera transmis aux étapes du déroulement du projet :

- Rapport intermédiaire (qui équivaut ici au cahier des charges travaux validé par Bruxelles Environnement): fin juin 2022
- Rapport final : fin décembre 2022

Il sera rédigé sur base du Template transmis par Bruxelles Environnement et présentera les étapes et la méthodologie du projet, ainsi que ses résultats quantitatifs et qualitatifs (cf. point "Indicateurs").

Le rapport final sera accompagné d'une fiche de synthèse de maximum une page A4, rédigée dans un objectif de publication, reprenant la description du projet et les résultats quantitatifs et qualitatifs.

Article 5.5 - Aspects communication

L'ensemble des documents produits dans le cadre du projet devront porter le logo de Bruxelles Environnement, dans le respect de la charte graphique fournie par Bruxelles Environnement. Ces documents devront être présentés au Comité d'accompagnement pour validation avant publication.

Article 6 - Accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante:

- un représentant du bénéficiaire
- un représentant de Bruxelles Environnement
- un représentant du Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile.

Les décisions sont prises de préférence par consensus.

En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Le CA peut proposer toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la mission, y compris des mesures relatives à la modification de la durée ou de la liste des dépenses éligibles.

Toute modification ainsi proposée devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention. Cet avenant sera approuvé par toutes les parties et joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux termes de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une

demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel au représentant de Bruxelles Environnement, un rapport d'avancement des travaux. Celui-ci sera rédigé (et illustré) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Un PV de chaque réunion sera rédigé et joint au dossier de suivi de la subvention.

Les porteurs du projet participeront également aux formations à l'intégration du développement durable dans leur gestion de projet organisées par Brulocalis et Bruxelles Environnement, ainsi qu'aux réunions d'échange d'expériences, au cours desquelles ils présenteront à leurs pairs l'avancement de leur projet.

Article 7 - Dépenses éligibles

Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- **la rétribution de tiers et de sous-traitants, les honoraires**, les vacataires : dépenses liées à la sous-traitance de tiers pour des activités ayant lieu dans le cadre du projet (personne n'ayant pas de contrat avec le bénéficiaire).

Les cahiers de charges pour la sous-traitance devront être approuvés préalablement par Bruxelles Environnement.

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Le tableau ci-dessous est repris à titre indicatif :

Nature	Projet Global	dont part de BE
Loyers et charges locatives		
Frais de promotion et de publication		
Frais administratifs ou frais de fonctionnement		
Frais de véhicule et de déplacement		
Rétribution de tiers et de sous-traitants	223.530 €	150.000 €
Frais de personnel		
Amortissements et investissements		
Total	223.530 €	150.000 €

Il a été établi sur base de l'annexe budgétaire finale.

Toute modification significative devra être discutée lors du Comité d'Accompagnement.

Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche est liquidée à la notification de la subvention, suite à la signature de la présente convention.

L'introduction d'une déclaration de créance n'est pas requise pour cette tranche.

La deuxième tranche sera liquidée sur base du cahier des charges Travaux du projet validé par Bruxelles Environnement introduit au plus tard pour **fin juin 2022**. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement

(sub@environnement.brussels)

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite **dans les 2 mois** au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à invoice@environnement.brussels

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

La troisième tranche sera liquidée sur base d'un rapport final introduit au plus tard pour **fin décembre 2022**. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 ».

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » sera introduite **dans les 2 mois** au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à invoice@environnement.brussels

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier final qui reprendra

- un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subsidie. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser.
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard **3 mois** après la fin de la mission (soit pour **fin mars 2023**) de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement
- et en copie au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite **dans les deux mois** au

département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à invoice@environnement.brussels

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 99 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2021, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :
 - qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
 - qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
 - qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
 - qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives
- Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
- Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale et Bruxelles Environnement ne sont en aucun cas

responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale ou Bruxelles Environnement d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire garantit la Région et/ou BE de tout recours qui serait formé par un tiers directement contre la Région et/ou BE dans le cadre de ses activités.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Bruxelles, le jj/mm/aaaa.

Pour Bruxelles Environnement

Frédéric FONTAINE

Directeur général

Ou

Barbara DEWULF

Directrice générale adjointe

Pour la Commune d'Etterbeek

Vincent DE WOLF

Bourgmestre

Annick PETIT

Secrétaire communale f.f.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Projectoproep “Klimaatactie 2021”: verkrijgen van een subsidie van 150.000 euro in het kader van het thema Klimaat en biodiversiteit - Overeenkomst- Goedkeuring.

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep “Klimaatactie 2021” van Leefmilieu Brussel met als doel om de ontwikkeling van lokale actieprogramma's voor het klimaat en de operationalisering van deze strategieën te ondersteunen door de uitvoering van ambitieuze projecten met een grote impact voor het klimaat en de biodiversiteit;

overwegende dat het tweede luik “Stad-Natuur” van die projectoproep doelstellingen beoogt inzake de aanpassing aan de gevolgen van de klimaatverandering en de verbetering van de biodiversiteit, met name door op de natuur gebaseerde oplossingen;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 10 juni

2021 toestemming heeft gegeven voor de indiening van een kandidatuur dossier om een project op touw te zetten dat tot doel heeft de doorlaatbaarheid van de bodem te verbeteren, de openbare ruimte te vergroenen door koelte-eilanden te creëren en een gemeentelijk groen netwerk te creëren dankzij de aanplanting van een groot aantal bomen, struiken en planten op verschillende Etterbeekse wegen;

overwegende dat het project werd gekozen door de jury en dat er een subsidie van 150.000 euro zal worden toegekend aan de gemeente in het kader van dit project;

overwegende dat de gemeente het project zal moeten financieren ter waarde van 10% van de toegekende gewestelijke subsidie (behalve kosten voor het reeds aanwezige personeel, dat wil zeggen via de acties in verband met de opdracht van de projectverantwoordelijke) en dat dit budget is voorzien op artikel 766/725-60 van het begrotingsjaar 2022;

overwegende dat een eerste schijf van 20% zal worden gestort bij de ondertekening van de overeenkomst, die uiterlijk op 31 december 2021 moet worden teruggestuurd naar Leefmilieu Brussel;

BESLIST om het opstellen de overeenkomst Projectoproep "Klimaatactie 2021": verkrijgen van een subsidie van 150.000 euro in het kader van het thema Klimaat en biodiversiteit goed te keuren :

Overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2021/AC_Etterbeek/APcom/VN/MaillageVert

Tussen enerzijds:

Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.

vertegenwoordigd door Frédéric FONTAINE,
Directeur-generaal of Barbara DEWULF, Adjunct-Directrice-generaal
Hierna "LB" genoemd.

en anderzijds:

De Gemeente Etterbeek

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Kazernenlaan 31/1, 1040 Brussel.

Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF,
Burgemeester en Annick PETIT, wn Gemeentesecretaris.
Hierna "de gemeente" genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

Deze conventie strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit van met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Artikel 2 - Bedrag

De toelage heeft betrekking op een totaal maximumbedrag bepaald in het besluit.

Dit bedrag werd berekend op basis van de begroting, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde.

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De te subsidiëren periode loopt van **01/01/2022** tot en met **31/12/2022**.

Artikel 4 – Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel

Pascale Alaime: palaime@leefmilieu.brussels voor vragen inzake de administratieve punten en DO-methodologie

Julien Ruelle jruelle@leefmilieu.brussels en **Emilie Lavender** elavender@leefmilieu.brussels voor de technische vragen of hun vervangers.

De contactpersoon bij de gemeente voor de start van het project is

Valmy VAN COMPERNOLLE valmy.vancompernelle@etterbeek.brussels

De gemeente zal een persoon aanwijzen die belast wordt met de uitvoering van de missie

Leefmilieu Brussel zal in kennis worden gesteld van de contactgegevens van deze persoon zodra het project van start gaat.

Leefmilieu Brussel zal vooraf op de hoogte worden gebracht van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 – Algemene doel

De subsidie moet de gemeente in staat stellen om de projecten die ze selecteerde in navolging van de projectoproep KLIMAAT ACTIE 2021 voor Brusselse gemeenten OCMW 's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten, volgens de modaliteiten in de bijgevoegde overeenkomst:

Aanleg van een lokaal groen netwerk en van parkeerzones met doorlaatbare bestrating

Het project zal door de gemeente moeten worden gefinancierd tot een bedrag van 10% van de gewestelijke subsidie die zal worden toegekend (buiten de kosten van het personeel ter plaatse).

Artikel 5.2 — Doelstellingen, indicatoren en middelen

- **Verwachte doelstellingen:**

Dit project heeft tot doel de openbare ruimte te vergroenen door koelte-eilanden te creëren en een gemeentelijk groen netwerk tot stand te brengen dankzij de aanplanting van een groot aantal bomenrijen, struiken en aanplantingen op verschillende assen in Etterbeek. Daarnaast heeft dit project ook tot doel de doorlaatbaarheid van de bodems te verbeteren.

De locatie van het lokale groene netwerk werd gekozen om de verbinding mogelijk te maken tussen twee andere assen van het gewestelijke groene netwerk: de as die het Jubelpark met het Woluwepark verbindt, en de as die het Leopoldpark met het Reigerbospark verbindt. Deze verbinding zal worden aangelegd vanaf de groene ruimte

aan het Koning Overwinnaarsplein tot aan de middenberm van de Frontlaan.
Het groene netwerk zal bestaan uit:

- een versterking van het beboste karakter van de wegen en de creatie van koelte-eilanden dankzij
- de aanplant van 79 bomen op een rij
- de doorlaatbaarheid van de grond door momenteel ondoordringbare parkeerterreinen
- te vervangen door parkeerzones met filterende straatstenen die het regenwater van de trottoirs en de gevels van de aangrenzende gebouwen laten afvloeien
- de demineralisatie van momenteel geasfalteerde oppervlakken, vooral rond kruispunten

Het project zal een sterk geïntegreerd regenwaterbeheer ten uitvoer moeten leggen door te streven naar de afvoer van regenwater naar de riolering, door infiltratie-oplossingen te bevorderen.

Het is aanbevolen de Facilitator Water te betrekken bij de ontwikkeling van het project.

• **Prestatie-indicatoren:**

- Van het rioleringsnet gescheiden, beplante, weer doorlaatbaar gemaakte oppervlakken (m²)
- Aantal bomen, strata, diversiteit van de soorten, beplantingsgraad, bomenindex en evolutie van
- de BAF+-index (voor en na)
- Tevredenheid van de gebruikers en de omwonenden (esthetiek, uitvoerbaarheid,
- veiligheid, mobiliteit)
- Indien mogelijk, meting van de omgevingstemperaturen
- Opvolging van de prestaties ter plaatse (gedrag en herstel van de aanplantingen, effect van
- regenperiodes, impact op de rioleringsinfrastructuur enz.)

De indicatoren zullen vooraf en achteraf worden geëvalueerd en vergezeld gaan van kwalitatief hoogstaande foto's.

Ze zullen in voorkomend geval verduidelijkt worden tijdens het begeleidingscomité bij de start van het project.

• **Human resources / Aantal VTE's dat aan deze opdrachten wordt toegewezen om de doelstellingen te bereiken:**

De subsidie financiert geen personeelsmiddelen.

Artikel 5.3 – Voorziene planning en locatie(s) waar de opdracht plaatsvindt

De in het kandidatuur dossier voorziene planning is hieronder weergegeven. Eventuele wijzigingen in deze planning kunnen in een later stadium door het begeleidingscomité worden goedgekeurd.

Planning:

1e kwartaal 2022: lancering van de overheidsopdracht en aanwijzing van de dienstverlener

Maart - november 2022: aanleg en beplanting

De bestekken moeten vooraf worden goedgekeurd door Leefmilieu Brussel. Waar mogelijk zullen zij milieuclausules bevatten.

Artikel 5.4 – Activiteiten verslagen

Een activiteitenverslag zal naar de stadia van het project worden verzonden:

- Tussentijds verslag (dat hier overeenkomt met het bestek voor werkzaamheden gevalideerd door Leefmilieu Brussel): eind juni 2022
- Eindverslag: eind december 2022

Het zal worden opgesteld op basis van de template verzonden door Leefmilieu Brussel en zal de stadia en methodologie van het project presenteren, evenals de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten ervan. (zie punt "Indicatoren").

Het eindverslag zal vergezeld gaan van een samenvattingsblad van één A4-pagina maximum, geschreven met een publicatiedoel, die de beschrijving van het project en de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten.

Artikel 5.5 - Communicatie

Alle documenten die in het kader van dit project gecreëerd worden, dienen het logo van Leefmilieu Brussel te vermelden, met respect voor het grafisch kader van Leefmilieu Brussel. Deze documenten moeten vóór de publicatie ter validatie aan Het Begeleidingscomité worden voorgelegd.

Artikel 6 - Begeleiding

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de begunstigde
- een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel
- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Het BC kan alle maatregelen voorstellen die nodig zijn voor de goede uitvoering van de opdracht, met inbegrip van maatregelen die betrekking hebben tot de duur of de lijst van uitgaven die in aanmerking komen.

Deze voorstellen zullen in een aanhangsel aan deze overeenkomst moeten opgenomen worden. Dit aanhangsel zal door alle partijen goedgekeurd moeten worden en zal bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

De begunstigde moet zich houden aan de voorwaarden van deze overeenkomst. Niet-naleving

van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een

vraag om aanvullende informatie.

Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze wordt opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.

De notulen van elke vergadering worden en aan het opvolgingsdossier bijgevoegd.

De projectbeheerders moeten ook deelnemen aan de opleidingen over de inpassing van de duurzame ontwikkeling in hun projectbeheer, georganiseerd door Brulocalis en Leefmilieu Brussel, alsook aan de vergaderingen voor het uitwisselen van ervaringen, waarin ze de vorderingen van hun project aan hun collega's moeten voorstellen.

Artikel 7 - Uitgaven die in aanmerking komen

De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:

- de vergoeding van derden en onderaannemers, erelonen, hulppersoneel: uitgaven i.v.m. de uitbesteding aan derden voor activiteiten in het kader van het project (persoon die geen contract heeft met de begunstigde).

De bestekken voor onderaanneming moeten vooraf worden goedgekeurd door Leefmilieu Brussel.

Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd.

De hierbeneden tabel wordt ter indicatie gegeven.

Aard	Globaal Project	waarvan LB aandeel
Huur en huurlasten		
Promotie- en publicatiekosten		
Administratieve of operationele kosten		
Voertuig- en reiskosten		
Betaling aan derden en onderaannemers	223.530 €	150.000 €
Personeelskosten		
Afschrijvingen en investeringen		
Totaal	223.530 €	150.000 €

Deze tabel werd op basis van de finale financieringstabel opgemaakt. Elke belangrijke wijziging moet besproken worden door het begeleiding comité.

Artikel 8 - Vereffeningsmodaliteiten

De eerste schijf zal na de kennisgeving van het toelagebesluit uitbetaald worden, na de ondertekening van de overeenkomst.

De invoering van een schuldvordering is niet vereist voor deze schijf.

De tweede schijf zal worden vereffend op basis van het bestek voor werkzaamheden van het project gevalideerd door Leefmilieu Brussel dat uiterlijk voor **eind juni 2022**. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door «/T2».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van

het verschuldigde bedrag zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door «/T2 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De derde schijf zal worden vereffend op basis van een eindverslag dat uiterlijk voor **eind december 2022**. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door «/T3».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door «/S3 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van

- een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde uitgaven in het kader van de subsidie. Deze uitgaven zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Brussel Leefmilieu stelt het te gebruiken model ter beschikking.
- De bewijsstukken en hun betalingsbewijs voor elke van de in het AUI opgenomen uitgave. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk 3 maanden na het einde van de opdracht (zoals voor eind maart 2023) worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door «/Saldo».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel
- en in kopie aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door «

/Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit of via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen

De begunstigten zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 99 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2021 bevat, wat impliceert dat:

- Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.
- Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.
- Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.
- Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde:
 - die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;
 - die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;
 - die de hierboven controle verhindert;
 - die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.
- Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtvaardigde deel van het bedrag terugbetalen.
- De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.
- De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.

Artikel 10 - Inwerkingtreding

Deze, door de partijen ondertekende, overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de betekening van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst wordt toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtreding, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet-conforme opdracht, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Leefmilieu Brussels zijn in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of Leefmilieu Brussel niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

De begunstigde vrijwaart de Regio en/of LB tegen elke vordering van een derde rechtstreeks tegen de Regio en/of LB in verband met zijn activiteiten.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de gemeente overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel, op dd/mm/jjjj

Voor Leefmilieu Brussel
Frédéric FONTAINE
Directeur-generaal
Of
Barbara DEWULF
Adjunct-Directrice-generaal

Voor de Gemeente van Etterbeek
Vincent DE WOLF
Burgemeester
Annick PETIT
wn Gemeentesecretaris

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

CONT_2021_AC_Etterbeek_APcom_VN_MaillageVert.pdf

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

20.12.2021/A/0031 **Répartition budgétaire IMPULSION 2022**

Le Conseil communal,

Considérant qu'à partir de 2022, l'appel à projets du Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés (FIPI) est remplacé par l'appel à projets Impulsion ;

Considérant que la COCOF a lancé l'appel à projets Impulsion 2022 le 23/09/2021 ;

Considérant que l'appel à projets a été largement diffusé auprès des associations etterbeekoises ;

Considérant que les associations intéressées ont envoyé leurs projets à la COCOF afin qu'elle en étudie la recevabilité ;

Considérant les 7 projets recevables envoyés par la COCOF à la coordination communale de Cohésion sociale ci-dessous :

ANIMATIONS & LOISIRS POUR TOUS	<p>« <i>Développement participatif des compétences intra et inter personne dimension de mixité sociale, culturelle et à travers les générations</i> » : réussite scolaire, activités intergénérationnelles, parrainages, foot, etc</p> <ul style="list-style-type: none">• Domaine subsidié : La promotion de la réussite scolaire (mise orientation, prévention du décrochage et de l'absentéisme).
ATOLL	<p>« <i>La balle au bond</i> » : ateliers ayant pour objectif de maintenir chacun le monde (ateliers d'histoire de l'art, histoire de la musique, Tai-Chi, conversation en anglais, philosophie, ateliers découvertes culinaires) des jeunes dans les activités.</p> <ul style="list-style-type: none">• Domaine subsidié : L'assistance sociale adaptée aux publics issus de l'immigration.
BASENVOL	<p>« <i>A la découverte de la Belgique</i> » visites de villes flamandes et wallons camps de rencontre en Wallonie avec des membres d'une association</p> <ul style="list-style-type: none">• Domaine subsidié : Les activités socioculturelles et l'accueil des immigrants.
MJ LA CLEF	<p>« <i>Les clefs pour une participation citoyenne</i> » : activités socioculturelles extrascolaire, sorties, stages, aide aux devoirs, ateliers créatifs, etc.</p> <ul style="list-style-type: none">• Domaine subsidié : Les activités socioculturelles et l'accueil des immigrants.
SAMARCANDE	<p>« <i>Je sais ce que je fais</i> » : activités sociales, culturelles, ou d'accompagnement permettant à des jeunes issus de l'immigration de mieux se repérer dans l'environnement social et institutionnel.</p> <ul style="list-style-type: none">• Domaine subsidié : L'assistance sociale adaptée aux publics issus de l'immigration.

URBAN STEP	<p>« <i>Respirons ensemble</i> » : activités pour jeunes et/ou adultes et/ou seniors du sport, de l'accompagnement scolaire, des sorties, etc. ayant pour but l'intégration de chacun.e.</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ • Domaine subsidié : Les activités socioculturelles et l'accueil
WELCOME-BABELKOT	<p>« <i>Le coin des petits pendant les cours d'Alpha/FLE</i> » : garderie gérée apprenantes durant les cours d'alpha/FLE.</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ • Domaine subsidié : L'enseignement du français (tables de com- mise à niveau des connaissances en alphabétisation et français la étrangère).

Considérant l'inscription au budget communal de 2022, de crédits d'un montant total de 107.534,00 € dans le cadre de l'Impulsion, 106.334,00 € en recette et 107.534,00 € en dépense dont 1.200,00 € de part communale ;

Considérant que la commune liquidera les montants inscrits au budget communal dans ce cadre, sur base d'une avance par tranches et ce jusqu'à concurrence de 100 % des subventions accordées aux ASBL ;

Considérant la proposition de répartition de l'enveloppe ci-dessous :

Proposition d'enveloppe IMPULSION 2022			
Associations	Budgets demandés	Budgets proposés	
		Commune	COCOF
Animations & Loisirs pour Tous (ALT)	18.000€	-	16.250€
Atoll	18.000€	-	16.250€
Basenvol (Maison des Jeunes Face B)	5139€	1200€	3939€
Maison des Jeunes La Clef	15.000€	-	14.788€
Samarcande	25.507€	-	25.507€
UrbanStep	30.000€	-	25.000€
Welcome-Babelkot	4600€	-	4600€
Totaux Commune et COCOF	116.246€	1200€	106.334€
Totaux	-	107.534€	

Considérant l'approbation à l'unanimité des membres votants présents/représentés de la proposition de répartition budgétaire lors de la Concertation locale du 01/12/2021 ;

DÉCIDE d'approuver la répartition budgétaire de l'enveloppe IMPULSION 2022 telle qu'elle est présentée dans la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Budgetverdeling IMPULSION 2022

De gemeenteraad,

overwegende dat de projectoproep van het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid (FIM) vanaf 2022 wordt vervangen door de projectoproep “Impulsion”;

overwegende dat de Franstalige Gemeenschapscommissie COCOF de projectoproep “Impulsion 2022” heeft gelanceerd op 23/09/2021;

overwegende dat de projectoproep werd verspreid bij de verenigingen van Etterbeek;

overwegende dat de geïnteresseerde verenigingen hun projecten naar de COCOF hebben gestuurd zodat zij de ontvankelijkheid ervan kan onderzoeken;

overwegende dat de COCOF de 7 onderstaande ontvankelijke projecten heeft doorgestuurd naar de gemeentelijke coördinatie van de sociale cohesie:

ANIMATIONS & LOISIRS POUR TOUS	<p><i>“Développement participatif des compétences intra et inter personne dimension de mixité sociale, culturelle et à travers les générations”</i>: schoolinschakeling en slagen op school, intergenerationele activiteiten mentorschap, voetbal, enz.</p> <ul style="list-style-type: none">• Subsidiedomein: Het behalen van goede schoolresultaten pron op niveau brengen, studiekeuze, preventie van schooluitval en af
ATOLL	<p><i>“La balle au bond”</i>: workshops om iedereen bewust te maken van de (kunstgeschiedenis, muziekgeschiedenis, tai chi, Engelse conversatie workshops culinaire ontdekkingen) + integratie van jongeren in de ac</p> <ul style="list-style-type: none">• Subsidiedomein: Sociale bijstand aangepast aan mensen met e immigratieachtergrond.
BASENVOL	<p><i>“A la découverte de la Belgique”</i>: bezoek aan Vlaamse en Waalse st ontmoetingskamp in Wallonië met leden van een jeugdvereniging.</p> <ul style="list-style-type: none">• Subsidiedomein: Socioculturele activiteiten en buitenschoolse
MJ LA CLEF	<p><i>“Les clefs Voor une burgerinspraak”</i>: socioculturele activiteiten buit opvang, uitstappen, stages, hulp bieden bij het huiswerk, creatieve w</p> <ul style="list-style-type: none">• Subsidiedomein: Socioculturele activiteiten en buitenschoolse
SAMARCANDE	<p><i>“Je sais ce que je fais”</i>: sociale, culturele of ondersteunende activitei jongeren met een immigratieachtergrond zich kunnen oriënteren in h institutionele omgeving.</p> <ul style="list-style-type: none">• Subsidiedomein: Sociale bijstand aangepast aan mensen met e immigratieachtergrond.
URBAN STEP	<p><i>“Respirons ensemble”</i>: activiteiten voor jongeren en/of volwassenen zoals sport, schoolbegeleiding, uitstappen, enzovoort die tot doel heb integratie van iedereen te vergemakkelijken.</p> <ul style="list-style-type: none">• Subsidiedomein: Socioculturele activiteiten en buitenschoolse

WELCOME-BABELKOT	<p>“Le coin des petits pendant les cours ALPHA/FLE”: een kinderopvang gerund door oud-leerlingen tijdens de alfabetiseringslessen/lessen Franse taal.</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ • Subsidiedomein: Onderwijs van het Frans (conversatietafels en niveau brengen op het vlak van alfabetisering en Frans als vreemde taal).
-------------------------	---

gelet op de inschrijving in de gemeentebegroting van 2022 van kredieten met een totaalbedrag van 107.534,00 euro in het kader van “Impulsion”, 106.334,00 euro bij de inkomsten en 107.534,00 euro bij de uitgaven, waaronder 1.200 euro bijdrage van de gemeente;

overwegende dat de gemeente de bedragen uit de gemeentebegroting in dat kader zal uitbetalen op basis van een voorschot in schijven en dat tot 100% van de subsidies die zijn toegekend aan de vzw's;

gelet op het onderstaande voorstel voor de verdeling van de enveloppe:

Voorstel enveloppe IMPULSION 2022			
Verenigingen	Gevraagde budget	Voorgestelde budget	
		Gemeente	COCOF
Animations & Loisirs pour Tous (ALT)	18.000€	-	16.250€
Atoll	18.000€	-	16.250€
Basenvol (Maison des Jeunes Face B)	5139€	1200€	3939€
Maison des Jeunes La Clef	15.000€	-	14.788€
Samarcande	25.507€	-	25.507€
UrbanStep	30.000€	-	25.000€
Welcome-Babelkot	4600€	-	4600€
Totaal gemeente en COCOF	116.246€	1200€	106.334€
Totaal	-	107.534€	

gelet op de unanieme goedkeuring van de aanwezige/vertegenwoordigde stemmende leden van het voorstel voor de budgetverdeling bij het lokaal overleg van 01/12/2021;

BESLIST om goedkeuring te geven voor de budgetverdeling van de enveloppe IMPULSION 2022 zoals voorgesteld in deze beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Achats - Aankopen

20.12.2021/A/0032 **Adhésion à la centrale d'achats de l'Agence du stationnement de la Région de**

Bruxelles-Capitale – Approbation de la convention d’adhésion

Le conseil communal,

Considérant que l’Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale a lancé un Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l’installation, la maintenance et l’entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l’aménagement de parkings pour vélos ;

Considérant que ce marché a fait l’objet d’une attribution en date du 25 septembre 2020 par le Conseil d’administration

Considérant que l’Agence du stationnement de la RBC agit en tant que centrale d’achat, conformément à l’article 2-6° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et l’article 47§1^{er} – 3° de la même Loi , au profit de toutes les communes qui souhaitent y adhérer ;

Considérant que la Commune inscrit chaque année dans son programme d’investissements des montants pour ce type de travaux et d’installations ;

Considérant qu’il serait judicieux de pouvoir se greffer à cette centrale d’achat afin de pouvoir bénéficier de prix plus compétitifs (marché plus conséquent que juste au niveau local) et de faire ainsi des économies d’échelles ;

Vu les documents du marché de l’Agence du stationnement de la RBC en annexe de la présente délibération ;

Considérant que le fait d’adhérer à cette centrale de marchés n’implique aucune obligation de commande par la Commune d’Etterbeek qui reste libre de mettre en concurrence elle-même certains marchés en la matière ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE :

1. d’adhérer à la centrale d’achats de l’Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale pour son marché de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l’installation, la maintenance et l’entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l’aménagement de parkings pour vélos à la condition que cela n’implique pas d’adhésion à l’Agence du stationnement de la région de Bruxelles-Capitale;
2. d’approuver la convention d’adhésion portant la référence PB.A20/794 relative à ce marché reprise en annexe de la présente délibération, à la condition que l’adhésion à la centrale n’implique pas l’adhésion à l’Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Toetreding tot de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Goedkeuring van de toetredingsovereenkomst

De Gemeenteraad

Overwegend dat het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een overheidsopdracht van diensten en leveringen heeft gestart met als voorwerp de levering, de installatie, de instandhouding en de onderhoud van parkeerapparaturen voor fietsen en het materiaal voor de inrichting van parkings voor fietsen;

Overwegende dat deze opdracht het voorwerp heeft gemaakt van een gunning op datum van 25 september 2020 door de Raad van bestuur;

Overwegend dat het Parkeeragentschap van het BHG ingrijpt als aankoopcentrale conform artikel 2, 6°, van de Wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten en het artikel 47 § 1, 3° van dezelfde Wet, ten gunste van alle gemeenten die wensen toe te treden;

Overwegende dat de Gemeente elk jaar in haar investeringsprogramma bedragen inschrijft voor dit type van werken en installaties;

Overwegende dat het verstandig zou zijn om zich bij dit aankoopcentrale aan te sluiten om te kunnen profiteren van scherpere prijzen (meer substantiële markt dan fair op lokaal niveau) en zo schaalvoordelen te behalen;

Gezien de opdracht documenten van het Parkeeragentschap van het BHG in bijlage van huidige beraadslaging;

Overwegend dat het feit om toe te treden tot de aankoopcentrale geen enkele verplichting tot bestelling inhoud voor de Gemeente Etterbeek en die zelf vrijblijvend is om sommige opdrachten inzake in concurrentie te brengen;

Op voorstel van College van Burgemeester en schepenen,

BESLIST :

1. Toe te treden tot de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor haar overheidsopdracht van diensten en leveringen met als voorwerp de levering, de installatie, de instandhouding en de onderhoud van parkeerapparaturen voor fietsen en het materiaal voor de inrichting van parkings voor fietsen op voorwaarde dat dit niet betekent dat er toegetreden wordt tot het parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
2. De toetredingsovereenkomst, in bijlage van huidige beraadslaging, met referentie PB.A20/794 betreffende deze opdracht goed te keuren op voorwaarde dat lidmaatschap van de centrale niet betekent dat er toegetreden wordt tot het parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur du Bus:

Je réitère ma demande qui date d'il y a un an. Où en est la mise sur pied du groupe de travail communal pour définir les endroits où seront installés les arceaux et box à vélos face à la demande?

Monsieur le Bourgmestre :

La demande est très forte et n'est pas rencontrée à suffisance.

Au départ, nous recevions un subside pour l'installation de box vélos. Ce subside, par la suite, a été modifié. Il n'est plus accordé que pour autant que, spécifiquement, le box vélos soit installé en voirie en lieu et place d'une place de stationnement d'un véhicule automobile.

On n'est pas opposé à cette politique mais c'est quand même très absolutiste. Vous avez des endroits où il n'y a pas d'obstacles, où vous pouvez placer des box à vélos sur les trottoirs, que ça ne gêne pas la circulation en respectant les distances; mais vous ne percevez plus aucun subside.

J'avais chargé Monsieur de Vadder de faire des propositions en accord avec l'Echevine de la mobilité, pour voir à quels endroits on pourrait jouer sur des demi-places de véhicules en faisant des marquages au sol et sur le sol de placer des box à vélos. Cette demande devra être relancée.

Il y a 598 personnes qui demandent des box pour les vélos + les demandes pour les vélos cargo.

On n'est pas en retard par rapport aux arceaux car nous avons veillé à placer 15000 arceaux. On a aussi placé des hauts vents.
La volonté est d'intensifier.

Cette volonté de ne subventionner que dans un cas bien précis est une situation nouvelle qui ne favorise pas, dans tout les cas, une amélioration de la situation.

Madame Joway :

Je reçois des mails de citoyens demandant des abris sécurisés.
J'ai rencontré Parking Brussels qui gère tous les box à vélos, qui m'ont parlé de la convention et de la centrale d'achats pour avoir des box et des abris vélos sécurisés moins chers.

Par ailleurs, on a un lien vers une carte interactive qui montre où se situent les demandes fortes.
Certains endroits ne posent pas de problème comme l'avenue nouvelle. D'autres posent problème car la densité de circulation est importante.

Les vélos se volent, les citoyens sont prêts à tronquer leurs voitures pour un vélo, mais il faut pouvoir offrir aux citoyens un endroit sécurisé pour qu'ils puissent parquer leurs vélos.
Nous y travaillons.

Monsieur du Bus :

Vous êtes donc face à un choix de dépense budgétaire pour financer autant de box ou de supprimer des places de parking, ou bien les deux ?

Madame Joway :

Comme l'a dit Monsieur le Bourgmestre, il y a des quartiers où on peut le faire hors-voirie, mais il y a des quartiers tellement denses où l'on est obligé de supprimer des places de parking.

Monsieur Mommer :

Lorsqu'on a accès à un parking dans un box vélos, c'est une location ou est-ce un prêt ?

Madame Joway :

C'est 60 € l'année et on peut y mettre 5 vélos.

Monsieur le Bourgmestre :

Toutes les communes sont en difficulté financière, mais je déplore que ce soit un frein indirect.

Qu'on essaie de maximaliser les box à vélos, je suis pour, mais qu'on ait plus de subsides car on les met légitimement dans des endroits où ça ne pose pas de problèmes hors-voirie, je ne comprends pas la volonté qui est recherchée.

De heer du Bus:

Ik herhaal mijn vraag van een jaar geleden. Wat is de stand van zaken met betrekking tot de oprichting van de gemeentelijke werkgroep die de locaties moet bepalen waar de fietsenbogen en -boxen zullen worden geplaatst, afhankelijk van de vraag?

Mijnheer de burgemeester:

De vraag is zeer groot en er wordt niet in voldoende mate aan voldaan.

Aankankelijk ontvingen wij een subsidie voor het plaatsen van fietsboxen. Die subsidie werd vervolgens gewijzigd. Ze wordt nu alleen toegekend als de fietsbox op straat wordt geïnstalleerd in de plaats van een parkeerplaats voor een motorvoertuig.

Wij zijn niet tegen dit beleid, maar het is nog steeds erg absolutistisch. Er zijn plaatsen waar geen obstakels zijn, waar we fietsboxen op de voetpaden kunnen plaatsen, waar het verkeer niet wordt gehinderd en waar de afstanden worden gerespecteerd, maar we krijgen geen subsidie meer.

Ik had de heer de Vadder gevraagd om in overleg met de schepen van Mobiliteit voorstellen te doen om te kijken waar we met halve voertuigplaatsen zouden kunnen spelen door markeringen op de grond aan te brengen en op de grond fietsboxen te plaatsen. Dit verzoek zal opnieuw moeten worden ingediend.

Er zijn 598 mensen die fietsboxen aanvragen + aanvragen voor bakfietsen.

Wij lopen niet achter wat de fietsbogen betreft, want wij hebben ervoor gezorgd om 15.000 exemplaren te plaatsen. We hebben ook fietsenstallingen geplaatst. De bedoeling is om er nog meer te plaatsen.

De wens om slechts in een zeer specifiek geval te subsidiëren is een nieuwe situatie die in ieder geval niet bevorderlijk is voor een verbetering van de situatie.

Mevrouw Joway:

Ik krijg e-mails van burgers die vragen om veilige fietsenstallingen.

Ik heb een ontmoeting gehad met Parking Brussels, die alle fietsboxen beheert en zij hebben mij verteld over de overeenkomst en de centrale aankoopdienst om goedkopere fietsboxen en beveiligde fietsenstallingen te krijgen.

Bovendien is er een link naar een interactieve kaart waarop te zien is waar er veel vraag is.

Sommige plaatsen vormen geen probleem, zoals de Nieuwelaan. Andere zijn dan weer een probleem vanwege de hoge verkeersdichtheid.

Fietsen worden gestolen, burgers zijn bereid hun auto te laten staan voor een fiets, maar wij moeten de burgers een veilige plaats kunnen bieden om hun fiets te stallen. Daar werken we aan.

De heer du Bus:

Dus u staat voor de keuze of u begrotingsuitgaven moet doen om zoveel boxen te financieren of parkeerplaatsen te schrappen, of allebei?

Mevrouw Joway:

Zoals de burgemeester al zei, zijn er wijken waar we fietsenstallingen buiten de weg kunnen plaatsen, maar er zijn ook wijken die zo dicht bebouwd zijn dat we er parkeerplaatsen moeten schrappen.

De heer Mommer:

Als men toegang heeft tot een fietsbox, huurt of koopt men die plaats?

Mevrouw Joway:

Het kost 60 euro per jaar en er is plaats voor 5 fietsen.

Mijnheer de burgemeester:

Alle gemeenten verkeren in financiële moeilijkheden, maar ik betreur het dat dit een indirecte rem is.

Ik ben voorstander van het streven naar een zo groot mogelijk aantal fietsboxen, maar ik begrijp niet waarom we meer subsidies zouden moeten krijgen omdat we ze op legitieme wijze installeren op plaatsen waar ze geen problemen veroorzaken buiten de weg.

38 annexes / 38 bijlagen

Verhofst Meetstaat LOT 2 - PDF_5.pdf, ANNEXE3_INVENTAIRE_LOT2_FR_2020.xlsx, 20201116_convention, adhesion_PBA20_794_FR.docx, ANNEXE4_INVENTAIRE_LOT3_NL_2020.xlsx, KRINKELS NV-OFFERTE-DEEL 1_1.pdf, Wheelskeep ANNEXE7_M |@moire Technique Racks |@venementiels ALTINNOVA_9.pdf, KRINKELS NV-OFFERTE-DEEL 2_2.pdf, ANNEXE6_INVENTAIRE_LOT5_NL_2020.xlsx, Verhofst Meetstaat LOT 1 - PDF_3.pdf, ANNEXE3_INVENTAIRE_LOT2_NL_2020.xlsx, Technische fiches_13.zip, 7_Dispositifs vélos_CA-RvB+25092020_7_DMA+dispositif+vélos.pdf, 20200417_CDC dispositifs vélos_final.pdf, Wheelskeep ANNEXE1 CSC équipement parking velo Formulaire d offre FR WheelskeepS_1.pdf, 7_Dispositifs vélos nl_CA-RvB+25092020_7_DMA+fietsenstallingen (1).docx.pdf, Wheelskeep ANNEXE2_M |@moire Technique Parking v |@los Evenementiel Bruxel_6.pdf, ANNEXE2_INVENTAIRE_LOT1_NL_2020.xlsx, ANNEXE5_INVENTAIRE_LOT4_FR_2020.xlsx, 20200417_CDC dispositifs vélos_final_NL.pdf, ANNEXE2_INVENTAIRE_LOT1_FR_2020.xlsx, ANNEXE8_teknische fiche_WOW.pdf, Wheelskeep ANNEXE6_BORDEREAU_PRIX_8.xlsx, ANNEXE1_CSC équipement parking vélo Formulaire_doffre_FR_NL_draft.docx, ANNEXE5_INVENTAIRE_LOT4_NL_2020.xlsx, ANNEXE6_INVENTAIRE_LOT5_FR_2020.xlsx,

*ANNEXE2_INVENTAIRE_LOT1_NL_2020_ERRATUM.xlsx, 20201116_convention
adhésion_PBA20_794_NL.docx, Verhofst Meetstaat LOT 3 - PDF_7.pdf, ANNEXE
7_compatibilité_contrôle de gestion accès_NL.pdf, Verhofst Offerteformulier_1.pdf,
ANNEXE 7_compatibilité_contrôle de gestion accès.pdf, ANNEXE8_fiche
technique_WOW.pdf, Wheelskeep ANNEXE5_INVENTAIRE_LOT4_FR_2020_7.xlsx,
ANNEXE4_INVENTAIRE_LOT3_FR_2020.xlsx, Verhofst Meetstaat LOT 5 - PDF_11.pdf,
ANNEXE1_CSC_equipement_parking_vélo_Formulaire_d'offre_FR_draft.DOCX,
Verhofst Meetstaat LOT 4 - PDF_9.pdf, WheelskeepPrésentation Service Parking
vlos Wheelskeep Evenementiel Bruxelles_11.pdf*

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

20.12.2021/A/0033 **Maillage vert - Voirie - Aménagement de carrés d'arbres et de revêtements perméables en zone de stationnement - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/TK/2022/01 relatif au marché "Maillage vert - Voirie - Aménagement de carrés d'arbres et de revêtements perméables en zone de stationnement ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 230.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Bruxelles Environnement, Site de

Tour & Taxis Avenue du Port 86C / 3000 à 1000 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 150.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 766/725-60 ;

Sur proposition du collègue;

Décide: sous réserve de l'approbation des crédits nécessaires par l'Autorité de tutelle

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/TK/2022/01 et le montant estimé du marché "Maillage vert - Voirie - Aménagement de carrés d'arbres et de revêtements perméables en zone de stationnement". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 230.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire Bruxelles Environnement, Site de Tour & Taxis Avenue du Port 86C / 3000 à 1000 Bruxelles.

Article 4

D'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 766/725-60.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Groengas - Wegenis - Ontwikkeling van boomvierkanten en waterdoorlatende bekledingen op parkeerzones - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van

bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Groengaas - Wegenis - Ontwikkeling van boomvierkanten en waterdoorlatende bekledingen op parkeerzones” een bestek met nr. TP/TK/2022/01 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 230.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Brussel Leefmilieu, Site Tour & Taxis Havenlaan 86C / 3000 te 1000 Brussel, en dat dit deel wordt geraamd op 150.000,00 €;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien zal worden in het budget van 2022, op artikel 766/725-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit: onder voorbehoud van de goedkeuring van de nodige kredieten door de Toezichthoudende overheid

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/TK/2022/01 en de raming voor de opdracht “Groengaas - Wegenis - Ontwikkeling van boomvierkanten en waterdoorlatende bekledingen op parkeerzones”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 230.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Brussel Leefmilieu, Site Tour & Taxis Havenlaan 86C / 3000 te 1000 Brussel.

Artikel 4

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht zal worden voorzien in het budget van 2022, op artikel 766/725-60 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

2021_11_23_Bestek - Model 3P.doc, maillage vert 2022 filtration.pdf, métré récapitulatif.xlsx, 2021_11_23_CCH - Modele 3P.doc, maillage vert 2022 projet.pdf

Secrétariat - Secretariaat

20.12.2021/A/0034 **Interpellation informative de Madame Taittinger relative à l'usine à coques (Vivaqua)**

Chaque année VIVAQUA rénove 20 à 25 km de conduite d'égout.

Pour cette rénovation, différentes techniques sont utilisées.

Une de ces technique consiste à gainer et doubler la conduite existante en plaçant des coques en polyester et fibres de verre tout autour de celle-ci.

Cette technique limite les nuisances des riverains car il suffit de créer un simple puit d'accès pour introduire les coques dans le réseau existant sans avoir besoin de tout ouvrir.

Jusqu'en 2020 VIVAQUA achetait ces coques en Pologne, au Maghreb, ou à Dubaï. Au fil du temps des difficultés sont apparues avec les fournisseurs :

- Des difficultés de planification des livraisons : les dates de celles-ci n'étant pas respectées et passant de 6 semaines à 6 mois.
- Des difficultés budgétaires suite à l'envolée des prix, due à un regroupement de fabricants majeurs de ces coques dans le monde.

Face à ces différentes difficultés et à l'importance et l'enjeu de ces rénovations de conduite : + de 130 km d'égout sur la région Bruxelloise, une étude a été lancée pour construire en Belgique notre propre usine à coques.

Cette étude a suivi le protocole des bonnes pratiques dans les marchés publics pour

répondre et définir : le produit, son usage, l'impact dans le futur prix de chaque exigence, de chaque contrainte, son coût complet, mais aussi l'impact environnemental et social, Comment prendre en compte le développement durable ? le niveau de qualité et de sécurité exigible, le délai de réalisation, les normes et réglementations à respecter et avoir l'assurance que cette usine ne soit pas vecteur de mauvaises conditions de travail.

En septembre 2016, la décision a été prise de construire cette usine Rue de Birmingham 120, à Anderlecht et d'entreprendre les formations nécessaires des personnels.

L'usine a été virtuellement malheureusement inaugurée en septembre 2020 et nous avons fêté notre « 1 000^{ème} » coque en mars 2021.

Le rythme de production est aujourd'hui d'environ 8 à 9 coques par 24h

L'usine à coques emploie actuellement 27 personnes réparties comme suit :

- 16 emplois directs (collaborateurs contractuels ayant été recrutés pour l'usine)
- 9 emplois indirects (collaborateurs statutaires ayant été remplacés par un contractuel dans leur fonction d'origine)
- 2 collaborateurs statutaires (collaborateurs non remplacés dans leur fonction d'origine)

5 km ont déjà été rénovés cette année avec l'utilisation de la technique des coques, VIVAQUA devrait pouvoir désormais ainsi rénover 7 km de conduite d'égout par an.

Nous avons diminué de 60% à 90% notre impact environnemental, n'ayant plus à transporter ces coques fabriquées dans des pays lointains et le carnet de commandes rien que pour la région bruxelloise est rempli pour les 10 prochaines années

Cet investissement a coûté 5 millions d'euros, et un retour sur investissement très rapide est prévu dans 2 à 3 ans.

Avec la pandémie qui n'a évidemment pas été prise en compte dans ce choix en 2016, il est clair que les difficultés rencontrées à l'époque avec nos fournisseurs auraient été considérablement aggravées.

Le Conseil entend l'interpellation.

Informatieve interpellatie van Mevrouw Taittinger betreffende de schaaldelenfabriek (Vivaqua)

Elk jaar renoveert VIVAQUA 20 tot 25 kilometer rioleringsbuizen.

Voor die renovatie worden verschillende technieken gebruikt.

Een van deze technieken bestaat erin de bestaande leiding te overtrekken en te verdubbelen door er schaaldelen van polyester en glasvezel omheen te plaatsen.

Die techniek beperkt de overlast voor de buurtbewoners omdat het volstaat een eenvoudige toegangspuut te maken om de schaaldelen in het bestaande netwerk te integreren zonder alles te moeten openbreken.

Tot 2020 kocht VIVAQUA deze schaaldelen in Polen, Noord-Afrika of Dubai. In de loop van de tijd zijn moeilijkheden gerezen met leveranciers:

- Moeilijkheden bij de planning van de leveringen: de datums van die leveringen werden niet gerespecteerd en varieerden van 6 weken tot 6 maanden.
- Budgetmoeilijkheden als gevolg van stijgende prijzen, veroorzaakt door een groepering van grote fabrikanten van deze schaaldelen in de wereld.

Door die verschillende moeilijkheden en het belang en de inzet van de renovatie van de leidingen (meer dan 130 km riolering in het Brussels Gewest) werd een studie gestart om in België een eigen schaaldelenfabriek te bouwen.

Die studie volgde het protocol van goede praktijken bij overheidsopdrachten om de volgende vragen te beantwoorden en te definiëren: het product, het gebruik ervan, het effect op de toekomstige prijs van elke eis, elke beperking, de volledige kostprijs, maar ook de impact op het milieu en de sociale impact. Hoe rekening kan worden gehouden met duurzame ontwikkeling? Het vereiste kwaliteits- en veiligheidsniveau, de uitvoeringstermijn, de normen en voorschriften die moeten worden nageleefd en om de zekerheid te hebben dat deze fabriek geen slechte arbeidsomstandigheden zou teweegbrengen.

In september 2016 werd beslist om deze fabriek te bouwen in de Birminghamstraat 120, in Anderlecht en om de nodige opleidingen te starten voor het personeel.

De fabriek werd in september 2020 ingehuldigd (jammer genoeg virtueel) en wij hebben ons duizendste schaaldeel gevierd in maart 2021.

De productiesnelheid is vandaag ongeveer 8 tot 9 schaaldelen per 24 uur.

De schaaldelenfabriek stelt vandaag 27 personen te werk met de volgende verdeling:

- 16 rechtstreekse betrekkingen (contractuele medewerkers die voor de fabriek werden aangeworven)
- 9 onrechtstreekse betrekkingen (statutaire medewerkers die werden vervangen door een contractuele medewerker in hun oorspronkelijke functie)
- 2 statutaire medewerkers (medewerkers die niet werden vervangen in hun oorspronkelijke functie)

Dit jaar werd al 5 kilometer riolering gerenoveerd met behulp van de schaaldelentechniek. VIVAQUA zou nu in staat moeten zijn om 7 kilometer riolering per jaar te renoveren.

Wij hebben onze milieu-impact met 60% tot 90% verminderd omdat wij deze schaaldelen niet langer vanuit verre landen moeten vervoeren en het orderboek voor het Brussels Gewest alleen al is voor de komende 10 jaar gevuld.

Deze investering heeft 5 miljoen euro gekost en er wordt een zeer snel rendement op de investering verwacht binnen 2 tot 3 jaar.

Door de pandemie, waarmee bij deze keuze in 2016 uiteraard geen rekening is gehouden, is het duidelijk dat de moeilijkheden die wij toen met onze leveranciers ondervonden, aanzienlijk zouden zijn verergerd.

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Je m'adresse à Madame Taittinger, et c'est très bien ce qu'elle fait mais il faudrait le faire en application de l'ordonnance qui conduit à ce que les mandataires, une fois par an, fassent rapport à leurs mandants.

Il suffira d'introduire le rapport de votre gestion l'année précédente au sein de l'institution que vous représentez.

Monsieur Mommer :

Merci Madame Taittinger.

Produire local est parfois utile. Pouvez-vous nous rappeler qui est propriétaire de l'usine ?

Madame Taittinger :

C'est Vivaqua.

Mijnheer de burgemeester:

Ik richt mij tot mevrouw Taittinger en het is zeer goed wat zij doet, maar het moet gebeuren in toepassing van de ordonnantie die ertoe leidt dat de mandatarissen eenmaal per jaar verslag uitbrengen aan hun mandaatgevers.

Het zal volstaan het verslag van uw beheer van het afgelopen jaar in te dienen bij de instelling die u vertegenwoordigt.

De heer Mommer:

Bedankt, mevrouw Taittinger.

Lokale productie is soms nuttig. Kunt u mij eraan herinneren wie de eigenaar is van de fabriek?

Mevrouw Taittinger:

Dat is Vivaqua.

Frank Van Bockstal quitte la séance / verlaat de zitting.

Rachid Madrane quitte la séance / verlaat de zitting.

20.12.2021/A/0035 **Interpellation de Madame Pendeville concernant le suivi de la campagne vaccinale sur le territoire etterbeekois pour enrayer l'épidémie covid 19.**

Très impliquée dans la lutte depuis 2020 et face au regain actuel de l'épidémie, la commune a mis en place de nombreux dispositifs, sous l'égide du bourgmestre Vincent De Wolf et en concertation avec la Cocom pour la campagne vaccinale.

Citons le rôle de Contact Plus pour l'accompagnement des seniors aux centres de vaccination, le vacci-bus, l'antenne de vaccination installée chaque mardi jusqu'au 7 décembre dans le hall de la nouvelle maison communale.

- A propos de cette antenne, a-t-on une idée des types de publics qui ont été touchés ? Quel(s) vaccin(s) ont été injectés ? Combien de doses ont été administrées ?
- L'installation de l'antenne vaccinale, sans rendez-vous, étant prolongée jusqu'au 22 mars 2022, serait-il possible d'avoir des informations sur son fonctionnement ? Combien de personnes y travaillent ? Quels publics touche-t-elle ? Combien de personnes sont vaccinées en moyenne par jour ? Est-ce un 1^{er} vaccin, un second ou la dose dite booster ?
- Contact Plus continue-t-il à accompagner les seniors pour se faire vacciner ?
- D'autres lieux de vaccination sont-ils organisés sur le territoire communal ? (cliniques, mutualités, homes ?)
- Quels supports sont utilisés pour informer les etterbeekois ?
- Les plus jeunes répondent-ils présents (adolescents jusque 18 ans et jeunes de 18 à 25 ans) ?

Je vous remercie pour les réponses que vous pourrez m'apporter.

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van Mevrouw Pendeville betreffende de opvolging van de vaccinatiecampagne in Etterbeek om de Covid-19-pandemie in te dijken.

Sinds 2020 is de gemeente zeer betrokken bij de strijd tegen de epidemie en heeft ze, in het kader van heropleving van het virus op dit moment, een aantal maatregelen genomen, onder supervisie van burgemeester Vincent De Wolf en in overleg met de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de vaccinatiecampagne.

Het gaat onder meer om de rol van Contact Plus bij de begeleiding van senioren naar de vaccinatiecentra, de vaccibus en het lokaal vaccinatiepunt, dat tot 7 december elke dinsdag in de hal van het nieuwe gemeentehuis wordt geopend.

- Hebt u enig idee van de doelgroep die met het lokaal vaccinatiepunt werd bereikt? Welk(e) vaccin(s) werd(en) toegediend? Hoeveel dosissen werden toegediend?
- Aangezien het lokaal vaccinatiepunt is verlengd tot 22 maart 2022, is het mogelijk om informatie te krijgen over de werking ervan? Hoeveel mensen werken daar? Welke doelgroep bereikt het? Hoeveel mensen worden er gemiddeld per dag gevaccineerd? Gaat het over een eerste, een tweede of een boosterprik?
- Blijft Contact Plus senioren begeleiden die zich willen laten vaccineren?
- Worden er in de gemeente andere vaccinatieplaatsen georganiseerd? (klinieken, ziekenfondsen, rusthuizen)
- Welke media worden gebruikt om de inwoners van Etterbeek te informeren?
- Reageren ook de jongsten (adolescenten tot 18 jaar en jongeren van 18 tot 25 jaar)?

Ik dank u voor de antwoorden die u mij kunt geven.

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Votre interpellation tombe à pic puisque nous venons de changer le fonctionnement du centre.

En mars de cette année, le conseil a voté la création d'un centre de proximité qui avait été refusé par la Cocom et le Ministre compétent. Nous avons alors créé, avec Contact Plus, un service de transport de personnes vers les centres de vaccination.

Finalement, la Cocom est venue nous demander de créer une antenne de vaccination pour les aider à augmenter le taux de vaccination, à convaincre les non-vaccinés, à faire un travail de proximité. Nous n'avons pas du demander l'accord du conseil communal puisqu'il y avait une résolution votée mais non-suivie d'effet du fait de la Région.

On a utilisé le bus participatif, envoyé des courriers ciblés, écrit aux etterbeekoïses non-vaccinés, reçu l'aide d'Iris Sud et du personnel de la Cocom, utilisé l'esplanade de Saint-Antoine pour y placer le vaccibus.

Avec l'arrivée de la 3ème dose et l'accélération de la contamination, on a demandé et obtenu que le centre de proximité puisse fonctionner toute la semaine.

Des personnes viennent de tout Bruxelles se faire vacciner tous les jours sans rendez-vous de 09h00 à 18h30. On a travaillé avec du personnel administratif communal.

Le succès est considérable. Un marché public a été lancé et remporté par la croix-rouge qui fournit du personnel médical et une coordinatrice.

Trois infirmières vaccinent, un préparateur de seringue travaille, deux à trois agents administratifs s'occupent des inscriptions. Trois personnes d'accueil sont à l'entrée.

C'est le vaccin Pfizer qui est administré. On vaccine tous les bruxellois, que ce soit pour une 1ère, 2ème ou 3ème dose.

2000 personnes ont été vaccinées depuis le lancement de l'opération. On vaccine aujourd'hui jusqu'à 500 personnes par jour.

On continue à transporter les habitants pour la 3ème dose.

Nous sommes à peu près 80% d'etterbeekois vaccinés. Pour la 3ème dose, nous sommes encore en début de processus, mais les personnes de plus de 65 ans sont à plus de 57% d'avoir reçu la 3ème dose.

Pour le reste de la population, on est à 20% comme la moyenne régionale. Depuis le mois de septembre, alors que 14000 personnes n'avaient reçu aucune dose, ils sont aujourd'hui à un nombre limité à 8000.

Madame Duvosquel :

La dose booster n'apparaît sur le Covid Safe Ticket qu'après une à deux semaines car, étant une antenne de vaccination décentralisée, l'information prend plus de temps à parvenir dans le système. Est-ce correct ?

Cela est important car à partir du 15 janvier, il faut la dose booster pour tout le monde pour pouvoir circuler.

Monsieur le Bourgmestre :

Non, ça n'est pas correct.

Ce ne sont pas les employés communaux qui encodent les données et qui certifient la vaccination et qui, ensuite, s'occupent d'inscrire les données sur le Covid Safe Ticket, c'est la Cocom qui fait cela.

Le suivi est une compétence spécifique de la Cocom. C'est donc à eux de faire ce qu'il faut pour que les délais de suivi électronique et informatique se fassent.

Mijnheer de burgemeester:

Uw interpellatie komt op het juiste moment, want we hebben net de werkwijze van het centrum veranderd.

In maart van dit jaar stemde de raad voor de oprichting van een lokaal vaccinatiepunt, wat door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de bevoegde minister werd geweigerd. In die tijd hadden wij daarom met Contact Plus een dienst opgezet om mensen naar de vaccinatiecentra te vervoeren.

Uiteindelijk kwam de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie naar ons toe met de vraag om een lokaal vaccinatiepunt te openen om hen te helpen de vaccinatiegraad te verhogen, de niet-gevaccineerden te overtuigen en nabijheidswerk te doen. Wij hoefden het akkoord van de gemeenteraad niet te vragen, omdat er een resolutie was aangenomen die echter niet werd opgevolgd vanwege het Gewest.

Wij hebben gebruik gemaakt van de participatiebus, gerichte brieven verstuurd, niet-gevaccineerde Etterbekenaren aangeschreven, hulp gekregen van het personeel van Iris Ziekenhuizen Zuid en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Sint-

Antoonplein gebruikt om er de vaccibus te ontvangen.

Met de komst van de derde dosis en de toename van de besmettingen, hebben wij gevraagd en verkregen dat het lokaal vaccinatiepunt de hele week kon openen.

Mensen komen uit heel Brussel om zich zonder afspraak te laten vaccineren, elke dag van 9 tot 18.30 uur. We werkten hiervoor met gemeentelijk administratief personeel.

Het is een groot succes. Er werd een overheidsopdracht uitgeschreven die werd gegund aan het Rode Kruis, dat medisch personeel en een coördinator ter beschikking stelt. Drie verpleegsters vaccineren, een persoon bereidt de spuiten voor, en twee of drie administratieve medewerkers houden zich bezig met de inschrijvingen. Er staan drie medewerkers aan de ingang om de mensen op te vangen.

Het toegediende vaccin is Pfizer. We vaccineren alle Brusselaars met de eerste, tweede of derde dosis.

Sinds de start werden al 2.000 mensen gevaccineerd. Vandaag worden er tot 500 mensen per dag gevaccineerd.

We vervoeren ook nog altijd inwoners voor hun derde dosis.

Bijna 80 procent van de inwoners van Etterbeek is gevaccineerd. Voor de derde dosis staan we nog aan het begin van het proces, maar 65-plussers zijn voor meer dan 57 procent gevaccineerd.

Voor de rest van de bevolking zitten we op 20 procent zoals het gewestelijke gemiddelde. In september hadden nog 14.000 mensen nog geen enkele dosis gekregen, vandaag zijn er dat nog maar 8.000.

Mevrouw Duvosquel:

De booster dosis verschijnt pas na één tot twee weken op het Covid Safe Ticket omdat het, aangezien het om een gedecentraliseerd vaccinatiepunt gaat, langer duurt voordat de informatie het systeem bereikt. Is dit correct?

Dit is belangrijk omdat vanaf 15 januari iedereen de booster dosis nodig heeft om zich te kunnen verplaatsen.

Mijnheer de burgemeester:

Nee, dat is niet correct.

Het zijn niet de medewerkers van de gemeente die de gegevens invoeren en de vaccinatie certificeren en vervolgens de gegevens invoeren in het Covid Safe Ticket. Dat is de taak van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De opvolging is een specifieke bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Het is dus aan hen om het nodige te doen om ervoor te zorgen dat de termijnen voor elektronische en geautomatiseerde opvolging worden nageleefd.

20.12.2021/A/0036 **Motion portant sur la création d'un circuit « Hergé » accompagné d'un audio-guide dans le quartier d'enfance et de jeunesse de Georges Remi dit Hergé, introduite par André du Bus (cdH), Anne Vandersande (LB), Lucien Rigaux (PS), Gisèle Mandaila (Défi) et Vincent Biauce (Ecolo-Groen)**

Le conseil communal,

Considérant qu'Etterbeek est la commune natale d'Hergé, qu'il y vécut de sa naissance en 1907 à son mariage, en 1932, précisément dans le périmètre (baptisé récemment « Quartier Hergé ») formé par les rues de Theux, de Haerne, Général Capiaumont, Ernest Havaux, du Grand Duc, Philippe Baucq, de l'Orient et du Brochet ;

Considérant que c'est lorsqu'il habitait Etterbeek qu'Hergé a imaginé et créé ses premiers personnages : Tintin et Milou d'une part, Quick et Flupke et l'Agent 15 d'autre part ;

Considérant que cet environnement urbain fut assurément une des sources d'inspiration de son œuvre, tant pour celle de Tintin que pour celle de Quick et Flupke ;

Considérant que les différents lieux habités dans ce quartier par Hergé et sa famille sont mentionnés de façon exhaustive dans la biographie « Hergé – Lignes de vie » (Philippe Goddin, éditions Moulinsart 2007) ;

Considérant que soucieuse de rendre hommage à Hergé, la commune d'Etterbeek a déjà pris plusieurs initiatives, dont les plus récentes sont l'inauguration en 2019 d'un buste de Georges Remi au carrefour des rues de Theux, de Haerne, Général Capiaumont et Ernest Havaux, c'est à dire à quelques pas de la maison familiale ;

Considérant que cette inauguration est allée de pair avec la pose d'un certain nombre d'alias connotés « Tintin » des noms de rue du quartier (rue Général Tapioca, rue Milou, rue Tchang, rue capitaine Haddock...) ;

Considérant que les immeubles ayant été occupés par Hergé et sa famille dans ce quartier restent méconnus du public ;

Considérant que ces immeubles ont fait l'objet d'un premier parcours découverte en juin 2021 conçu et commenté par Philippe Goddin sur base de l'importante documentation dont il dispose et dont dispose l'association « Les Amis de Hergé » : la maison natale d'Hergé rue Philippe Baucq, celles occupées ou construites rue de l'Orient et rue de Theux par son grand-père plombier, inventeur du chauffe-bain à gaz..., sans négliger les établissements commerciaux (confiseur, plafonneur, loueur de fiacres, marchand de jouets, boulanger...) dont Hergé gardait le souvenir, anecdotes savoureuses à l'appui ;

Considérant que ces commentaires permettent de comprendre non seulement certains aspects de la jeunesse d'Hergé mais aussi de la vie de ce quartier au début du XXème siècle ;

Considérant qu'une façon de rendre accessible ce savoir serait de concevoir un parcours pédestre sur base d'un audio-guide de 45 minutes ;

Considérant que Philippe Goddin est disposé à collaborer à la réalisation de ce parcours pédestre;

Décide :

1. de demander au Collège de prendre les contacts nécessaires avec :

- Les Amis de Hergé, pour le contenu de l'audio-guide ainsi que la documentation photographique et autres éléments d'archives hors dessin ;
- Les autorités subsidiantes telles que la Communauté française pour l'obtention d'un subside permettant de couvrir les frais de réalisation de

l'audio-guide et de sa traduction,

- La société Moulinsart en cas de recours à des éléments visuels tirés des albums ;

2. d'effectuer les autres démarches nécessaires pour la bonne réalisation du projet : contacts avec les propriétaires des immeubles concernés, éventuellement placement de QR codes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Motie voor het ontwerp van een “Hergé”-parcours met audiogids in de wijk waar Georges Remi, bekend als Hergé, zijn kindertijd en jeugd heeft doorgebracht, ingediend door André du Bus (cdH), Anne Vandersande (LB), Lucien Rigaux (PS), Gisèle Mandaila (Défi) et Vincent Biauçe (Ecolo-Groen)

De gemeenteraad,

overwegende dat Etterbeek de geboorteplaats van Hergé is, dat hij er heeft gewoond vanaf zijn geboorte in 1907 tot aan zijn huwelijk in 1932, meer bepaald in de wijk (die onlangs werd omgedoopt tot “Hergéwijk”) die wordt gevormd door de straten de Theux, de Haerne, Generaal Capiaumont, Ernest Havaux, Groothertog, Philippe Baucq, Morgenland en Snoek;

overwegende dat Hergé zijn eerste personages bedacht en creëerde toen hij in Etterbeek woonde: Kuifje en Bobbie enerzijds, Quick en Flupke en Agent 15 anderzijds;

overwegende dat deze stedelijke omgeving zeker een van de inspiratiebronnen was voor zijn werk, zowel voor Kuifje als voor Quick en Flupke;

overwegende dat de verschillende plaatsen waar Hergé en zijn familie in deze wijk hebben gewoond uitvoerig worden vermeld in de biografie “Hergé - Lignes de vie” (Philippe Goddin, uitgegeven door Moulinsart 2007);

overwegende dat om hulde te brengen aan Hergé, de gemeente Etterbeek al verschillende initiatieven heeft genomen, waarvan de meest recente de inhuldiging is van een borstbeeld van Georges Remi in 2019 op het kruispunt van de straten de Theux, de Haerne, Generaal Capiaumont en Ernest Havaux, dat wil zeggen vlak bij de woning van de familie;

overwegende dat gelijktijdig met die inhuldiging een aantal straatnamen in de wijk een “Kuifje”-alias hebben gekregen (Generaal Tapiocastraat, Bobbiestraat, Tchangstraat, Kapitein Haddockstraat...);

overwegende dat de gebouwen waar Hergé en zijn familie in deze wijk hebben gewoond nog steeds onbekend zijn bij het publiek;

overwegende dat deze gebouwen in juni 2021 deel uitmaakten van een eerste ontdekkingsparcours, ontworpen en toegelicht door Philippe Goddin op basis van de vele documentatie waarover hij beschikte en waarover de vereniging “Les Amis de Hergé” beschikte: het geboortehuis van Hergé in de Philippe Baucqstraat, de huizen die in de Morgenlandstraat en de de Theuxstraat werden bewoond en gebouwd door zijn grootvader, een loodgieter en uitvinder van de gasverwarming, zonder de handelszaken te vergeten (banketbakker, stukadoor, koetsverhuurder, speelgoedhandelaar, bakker...) die Hergé zich herinnerde, gestaafd met smakelijke anekdotes;

overwegende dat die toelichtingen het mogelijk maken om niet alleen bepaalde aspecten van Hergés jeugd te begrijpen, maar ook het leven in deze wijk aan het begin van de 20e eeuw;

overwegende da een van de manieren om deze kennis toegankelijk te maken zou zijn om een wandelparcours uit te werken op basis van een 45 minuten durende audiogids;

overwegende dat Philippe Goddin bereid is om mee te werken aan de uitwerking van dat wandelparcours;

BESLIST

1. om aan het college te vragen om de nodige contacten op te nemen met:

- “Les Amis de Hergé”, voor de inhoud van de audiogids en foto's en andere archiefstukken, behalve tekeningen;
- de subsidiërende overheden zoals de Franstalige Gemeenschap voor het verkrijgen van een subsidie om de kosten te dekken om de audiogids te laten maken en vertalen;
- het bedrijf Moulinsart als er visuele elementen uit albums zouden worden gebruikt;

2. om de andere stappen te ondernemen die noodzakelijk zijn om het project uit te voeren: contact met de eigenaars van de betrokken gebouwen, de eventuele plaatsing van QR-codes...

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Monsieur Biauze :

Dans le cadre de la création de cet audioguide, il faudrait en profiter pour recontextualiser l'ensemble des aventures de Tintin et l'œuvre d'Hergé. Synchroniser nos efforts avec les travaux communaux et les événements du 20^{ème} siècle qui nous permettront de recontextualiser l'oeuvre d'Hergé dans ses nombreuses aventures du 20^{ème} siècle.

Monsieur Rigaux :

On s'est également inquiété de l'idée de la contextualisation de l'œuvre. Mais ici, l'idée est de présenter sa vie et l'harmonie du quartier et ce que cela impliquait pour le quartier et comment cela a évolué.

Monsieur du Bus :

L'objectif, c'est précisément l'histoire d'un personnage dans un quartier. Le point de vue d'un personnage qui n'est pas anodin, sur un quartier ordinaire qui devient extraordinaire à travers les anecdotes de ce personnage hors du commun.

Madame Vandersande :

En cette fin d'année particulière où vous avez dû, Monsieur le Bourgmestre avec l'aide du collège des échevins et le président du CPAS, relever de nombreux défis et prendre des décisions courageuses, je voudrais, au nom de la liste LB, vous remercier pour tout l'investissement et le travail que vous avez accompli, en ayant toujours comme objectif d'être au plus proche des citoyens etterbeekois.

Je voudrais également féliciter tous les services de l'administration communale qui ont mis toute leur énergie au service de la population d'Etterbeek.

Je voudrais également souligner le travail constructif qui a été réalisé par les conseillers communaux au cours de cette année.

Je vous souhaite, au nom de la liste LB, de bonnes fêtes de fin d'année et une année 2022 lumineuse, pour vous et vos proches.

De heer Biauce:

In het kader van de totstandkoming van deze audiogids moeten we van de gelegenheid gebruik maken om alle avonturen van Kuifje en het werk van Hergé opnieuw te contextualiseren. Onze inspanningen afstemmen op de werkzaamheden van de gemeente en de gebeurtenissen van de 20e eeuw die ons in staat stellen om het werk van Hergé opnieuw te contextualiseren in zijn talrijke avonturen van de 20e eeuw.

De heer Rigaux:

Er was ook bezorgdheid over het idee om zijn werk te contextualiseren. Maar hier is het de bedoeling om zijn leven en de harmonie van de wijk voor te stellen en wat dat betekende voor de buurt en hoe die evolueerde.

De heer du Bus:

Het doel is juist het verhaal van een personage in een wijk. Het standpunt van een niet onbelangrijk personage, over een gewone wijk die buitengewoon wordt door de anekdotes van dit buitengewone personage.

Mevrouw Vandersande:

Aan het einde van dit bijzondere jaar, mijnheer de burgemeester, waarin u met de hulp van het college van schepenen en de voorzitter van het OCMW vele uitdagingen het hoofd hebt moeten bieden en moedige beslissingen hebt moeten nemen, zou ik u namens de lijst van de burgemeester willen bedanken voor uw inzet en het werk dat u hebt verricht, steeds met het doel zo dicht mogelijk bij de burgers van Etterbeek te staan.

Ik zou ook alle diensten van het gemeentebestuur willen feliciteren die al hun energie ten dienste van de bevolking van Etterbeek hebben gesteld.

Ik wil ook de nadruk leggen op het constructieve werk dat de gemeenteraadsleden in de loop van dit jaar hebben verricht.

Namens de LB-lijst wens ik u prettige feestdagen en een stralend 2022 voor u en uw dierbaren.

Levée de la séance à 22:15
Opheffing van de zitting om 22:15

Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Annick Petit

Jean Laurent